



**Initiative  
Spotlight**

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*

**Mali, Afrique**

# Rapport d'avancement narratif annuel

**01 Janvier - 31 Décembre 2021**

Initiée par l'Union Européenne et les Nations Unies :



**Intitulé du programme et Numéro du programme**

**Programme Titre : Programme National de Prévention et de réponse aux violences faites aux femmes et aux filles**

**MALI/AFRIQUE**

**Bureau MPTF Numéro de référence du projet :<sup>1</sup> 00111641**

**Organisations bénéficiaires**

**PNUD, UNFPA, UNHCR, UNICEF, ONU FEMMES**

**Coût du programme (US\$)**

**Budget total approuvé selon le document de programme national/régional Spotlight : 19,444,519USD**

**Phase I Financement Spotlight:<sup>2</sup> 18.000.000 USD**

**Contribution des agences: 1.444.519 USD**

**Financement Spotlight et contribution des agences par agence :**

Noms du RUNO	Spotlight Phase I (+ II, where OSC approved) (USD)	Contributions des Agences UN (USD)
PNUD	3,071,802	575,538
UNFPA	9,419,594	679,937
ONU FEMMES	5,762,163	255,513
UNICEF	6,549,740	2,341,187
UNHCR	910,987	69,138
<b>TOTAL :</b>	<b>25,714,286</b>	<b>3,921,313</b>

**Pays, localité(s), zone(s) prioritaire(s)**

Mali/ Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le District de Bamako

**Partenaires clés**

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale ; Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ; Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ; Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ; Ministère de la Santé et du Développement Social ; Ministère de l'Education Nationale; Ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne ; Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes ; Ministère de l'Economie et des Finances ; Ministère de la Communication, de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration ; Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ; Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ; Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

OSC : TAGNE, AMSOPT, Consortium CAEB-IWENE, Consortium Mouvement pour la Paix, ASDAP, APSEF, ASSAFE, AMSOPT, CROIX ROUGE ESPAGNOLE, PACINDHA, APDF, SINI SANUMAN, APDF

Others Office de Radio et Télévision du Mali (ORTM)

**Dates de début et de fin du programme**

**Date de début : 01.01.2019**

**Date de fin : 31.12.2022**

**Rapport soumis par :  
M. Alain Noudéhou  
DSRSG/RC/HC  
Email : noudehou@un.org**

<sup>1</sup> Le numéro de référence du projet de bureau du Fonds fiduciaire multipartenaire (MPTF) est le même que celui figurant sur le message de notification. Il est également appelé «ID de projet » sur la page de la fiche d'information du projet, le [MPTF Office GATEWAY](#).

<sup>2</sup> La contribution Spotlight fait référence au montant transféré aux organisations des Nations Unies bénéficiaires, qui est disponible sur le [MPTF Office GATEWAY](#).

# Table des matières

Liste des Acronymes et Abréviations.....	5
Résumé exécutif.....	7
Contexte et justifications.....	8
<b>I. Résultats clés.....</b>	<b>8</b>
<b>II. Gouvernance et coordination du programme.....</b>	<b>14</b>
<b>a. Comité de Pilotage.....</b>	<b>14</b>
<b>b. Groupe de Référence National de la Société Civile (CSRG).....</b>	<b>15</b>
<b>c. Coordination inter-agence, comité technique et mécanismes de gouvernance .....</b>	<b>16</b>
<b>III. Les partenariats autour du programme.....</b>	<b>16</b>
<b>a. Avec le Gouvernement.....</b>	<b>17</b>
<b>b. La Société civile.....</b>	<b>17</b>
<b>c. L'Union Européenne (UE).....</b>	<b>18</b>
<b>d. La Coopération inter agence.....</b>	<b>18</b>
<b>e. Les autres partenaires.....</b>	<b>19</b>
<b>IV. Les résultats.....</b>	<b>19</b>
Pilier 1 : Le cadre législatif et politique.....	21
Pilier 2 : Les Institutions.....	24
Pilier 3 : Prévention et changement de normes.....	25
Pilier 4 : Fourniture de services de qualité.....	29
Pilier 5 : Disponibilité des données et des capacités.....	31
Pilier 6 : Renforcement des mouvements féminins.....	32
<b>V. Rapportage sur la Santé Reproductive.....</b>	<b>34</b>
<b>VI. Défis et mesures.....</b>	<b>36</b>
<b>VII. Leçons apprises et nouvelles opportunités.....</b>	<b>38</b>
<b>a. Les leçons apprises.....</b>	<b>38</b>
<b>b. Nouvelles opportunités.....</b>	<b>39</b>

<b>VIII. Pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes.....</b>	<b>40</b>
<b>IX. Communication et visibilité.....</b>	<b>41</b>
<b>a. Aperçu global sur la communication.....</b>	<b>44</b>
<b>b. Les messages clés développés.....</b>	<b>45</b>
<b>c. Événements médiatiques et supports de visibilité.....</b>	<b>46</b>
<b>d. Histoires et récits de vie.....</b>	<b>47</b>
Prochaines étapes.....	62
Annexe.....	64

## Liste des Acronymes et Abréviations

<b>AN</b>	Assemblée Nationale
<b>CNDH</b>	Commission Nationale des Droits de l'Homme
<b>CNDIFE</b>	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
<b>DNP</b>	Direction Nationale de la Population
<b>DUE</b>	Délégation de l'Union Européenne
<b>EDS</b>	Enquête Démographique et de Santé
<b>GBVIMS</b>	Système d'Information sur les violences basées sur le genre
<b>GRNSC</b>	Groupe de Référence National de la Société Civile
<b>INSTAT</b>	Institut National de la Statistique
<b>IS</b>	Initiative Spotlight
<b>MAECI</b>	Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale
<b>MATP</b>	Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population
<b>MGF</b>	Mutilation génitale féminine
<b>MPFEF</b>	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
<b>ODD</b>	Objectif du Développement Durable
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONU FEMMES</b>	Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>PDSEC</b>	Plan de Développement, Social, Économique et Culturel
<b>PTN</b>	Pratiques Traditionnelles Néfastes
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PNVBG</b>	Programme National Violences Basées sur le Genre
<b>PTF</b>	Partenaires techniques et financiers
<b>UNFPA</b>	Agence des Nations Unies pour la Population
<b>UNHCR</b>	Agence des Nations Unies pour les Réfugiés
<b>UNICEF</b>	Agence des Nations Unies pour l'Enfance
<b>SNU</b>	Système des Nations Unies
<b>SR</b>	Santé de reproduction
<b>RCO</b>	Bureau du Coordonnateur Résident
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>VBG</b>	Violences basées sur le genre
<b>VFFF</b>	Violences faites aux femmes et filles

## Résumé exécutif

Le Programme Initiative Spotlight a poursuivi au cours de l'année 2021 la consolidation des acquis et malgré le contexte politico-sécuritaire et de la COVID-19 particuliers, des progrès sont enregistrés sur les résultats escomptés des différents piliers du Programme.

Dans le domaine de la communication pour le changement de comportements, attitudes et pratiques, l'engagement des adolescents/es (filles et garçons) a été démultiplié en 2021 à travers l'animation de causeries en présentiel et sur les pages Facebook et groupes WhatsApp, afin de déclencher des réflexions au niveau communautaire sur les violences envers les filles et femmes. Les efforts de ces adolescent/es, couplés à ceux de l'ensemble des partenaires impliqués dans le processus ont permis la tenue de sessions d'information et de sensibilisation des communautés pour atteindre une grande partie de la population dans les zones d'intervention du programme.

Des personnes ressources ont vu leurs capacités renforcées sur les droits des enfants (filles, garçons), l'intervention combinée des services locaux de protection, d'éducation et de santé en collaboration avec les ONG partenaires et les réseaux de jeunes a permis de créer un maillage de plateformes communautaires couvrant différentes cibles notamment à travers les clubs des maris modèles et les filles vulnérables à travers les groupements d'adolescentes déscolarisées et non-scolarisées.

Des mécanismes communautaires de prévention et référencement des cas de VBG vers les services de prise en charge appropriés ont été mis en place. En dehors de ces mécanismes, des réseaux d'hommes et de garçons engagés en faveur de l'abandon des VBG, des comités d'éveil et d'alerte, des clubs des maris modèles fonctionnent à hauteur de souhait. Au moins 5 réseaux d'organisations féminines et d'OSC sont aujourd'hui fonctionnels dans les zones d'intervention du Programme. Des coalitions régionales des chefs traditionnels et religieux activement engagés pour la prévention et la gestion des cas de VBG à Bamako sont mises en place et fonctionnelles. Une plateforme des jeunes engagés en faveur de l'abandon des VBG activement mobilisée pour soutenir les actions du Programme est également fonctionnelle.

La prise en charge holistique des survivantes de VBG a été l'une des principales priorités au cours de la période de référence. L'équipe a également mis l'année 2021 à profit pour actualiser les SOP déjà existant, élaborer la cartographie de référencement et faciliter le référencement des survivants vers les unités de prise en charge ou One Stop Center. A cet égard, le programme a finalisé la mise en place de dix (10) One Stop Center. Ainsi, les capacités de 171 agents prestataires ont été renforcées pour une offre de service de qualité ; 185 agents volontaires de la Croix Rouge Espagnole et autres relais communautaires disponibles pour orienter les communautés ont été formés. En termes de prise en charge directe, on note que 143 survivants ont été directement pris en charge sur le terrain.

En ce qui concerne la production des statistiques fiables, la contribution de ce volet à la lutte contre les VBG est appréciable. Les capacités de l'INSTAT, du PNVBG et des acteurs producteurs de données VBG ont été renforcées sur l'analyse des données qualitatives et quantitatives. La base de données sur les VBG qui sera accessible à tous les partenaires, servira à l'ensemble des acteurs de moyens sûrs de plaidoyers.

## Contexte et justifications

Le présent rapport prend en compte les résultats obtenus dans la mise en œuvre des activités des piliers de l'Initiative Spotlight « Programme National de Prévention et Réponse aux violences faites aux femmes et aux filles au Mali » par l'ensemble des agences et leurs partenaires d'exécution. Toutefois, le contexte spécifique dans lequel le Programme a été mis en œuvre pendant la période de rapportage reste marqué par la pandémie toujours inquiétante de la COVID-19, l'instabilité sociopolitique et la persistance de l'insécurité dans plusieurs zones d'intervention du Programme.

En effet, les changements de gouvernements, la dégradation de la dimension sécuritaire et l'augmentation des cas de contamination à la Covid19 ont rendu complexe la mise en œuvre des activités sur le terrain. L'absence de l'Assemblée Nationale depuis août 2020 a constitué une entrave à la mise en œuvre du plan de travail prévu avec cette institution. Il faut également noter la réticence de certains leaders religieux influents sur certaines questions liées aux violences faites aux femmes et aux filles.

Les mesures restrictives de regroupements prises par les autorités maliennes à la suite de la pandémie du COVID-19 n'ont pas favorisé la mise en œuvre efficace des activités sur le terrain. Ces mesures touchent particulièrement les activités relatives aux sessions d'information, de sensibilisation, de renforcement des capacités ainsi que des plaidoyers à l'endroit des décideurs aux niveaux national, régional et local. Pour pallier ce problème, les partenaires ont observé les mesures barrières proposées par les pouvoirs publics. De même, des chaînes de radios de proximité ont été mises à profit pour diffuser les informations qui peuvent atteindre une large frange des populations dans les zones d'intervention. Il faut également noter que les mesures prises par les Nations Unies dans le cadre de la protection du personnel ont impacté la mise en œuvre des actions (notamment les formations) au niveau de certains piliers. Malgré ces différentes difficultés qui ont plus ou moins handicapé l'exécution correcte des activités, l'équipe de l'Initiative Spotlight a œuvré du mieux possible à la réalisation du plan de travail de l'année.

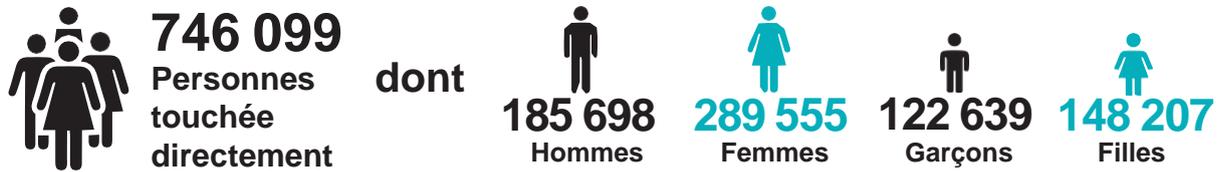
## I. Résultats clés

- **Activités de prévention :**


**Actions de prévention**  
**1 074 722**  
**Personnes ont été touchées**

**Au moins 1 074 722** personnes ont été touchées par les différentes sessions d'information et de sensibilisation dans les zones d'intervention du programme. À la suite de ces actions d'information et d'éducation sur les conséquences néfastes des VBG, au moins **755** mariages d'enfants et **445** MGF ont été évités à Kayes, Koulikoro, Ségou et Bamako. Ces résultats sont le fruit de l'efficacité combinée dans les villages d'intervention des actions des points focaux communautaires, des comités d'éveil et d'alerte, des membres

des groupements d'adolescentes surtout déscolarisées non scolarisées, des agents de santé partenaires, des maris modèles, des clubs d'élèves et des médias dont les capacités ont été renforcées.



Parmi l'ensemble des personnes touchées, **746 099** soit environ 69% (148 207 filles, 122 639 garçons, 289 555 femmes et 185 698 hommes) ont été touchées directement et plus de **328 569** (4,746 filles, 4 000 garçons, 193 248 femmes et 126 575 hommes) ont été touchées indirectement via les réseaux sociaux, les radios de proximité, et les caravanes mobiles d'information et de vulgarisation des lois et des textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes et VBG. Parmi l'ensemble des participant (e)s, **196 173** personnes (54 133 filles, 30 452 garçons, 74 581 femmes et 37 007 hommes) ont assisté régulièrement aux programmes de normes sociales.

**44 664 de ces personnes** (19 594 filles, 19 368 garçons, 3 350 femmes et 2 352 hommes) ont participé à l'école (activités des clubs d'élèves notamment) a des programmes de promotion des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre et l'exercice de leurs droits, y compris les droits à la santé de la reproduction des adolescentes, les risques accrus des VBG liés au COVID 19 et les mesures de prévention.

**84 752 personnes** dont 22 710 filles, 16 210 garçons, 24 592 femmes et 21,240 hommes ont participé dans les mêmes zones mais hors de l'école (structures de santé, grins, espaces filles-femmes) à ces programmes.

**768 communautés villageoises** ont des plateformes de plaidoyer établies et/ou renforcées pour promouvoir des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre, y compris concernant la santé sexuelle et reproductive. Ces communautés disposent chacune au moins d'un comité d'éveil et d'alerte sur les VBG dont les membres (30% de femmes) ont été renforcés sur les violences basées sur le genre (la prévention et la réponse. A titre d'exemple, les membres des comités d'éveils et d'alerte sur toutes les formes de VBG mis en place à Koulikoro ont déjà géré 119 cas de VBG y compris 1 cas de viol, 5 cas d'agressions sexuelles, 20 cas d'agressions physiques, 12 cas de violences conjugales, 20 cas de maltraitance psychologique, 40 cas de mariage d'enfants et 14 médiations familiales.

Une application ZERO VBG renforcée dans le cadre du programme conjoint « Initiative Spotlight » a fait l'objet de 900 téléchargements. 15 800 dont 9 000 femmes ont été touchée par les activités de sensibilisation d'information organisées autour de l'application dans les communautés.



7 160 élèves et étudiants dont 5160 filles ont été touchés par les causeries éducatives autour de l'application dans 10 établissements scolaires et universitaires de Bamako. 48 037 personnes sont touchées sur Facebook et Instagram. Environ 1320 réactions (like, partage et commentaire) ont été enregistrées grâce à l'organisation de la campagne digitale pendant 40 jours sur les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp) et ceux de Womanager, Instagram.

2500 personnes dont 1800 hommes ont été touchées par une caravane de sensibilisation et de plaidoyer « LEAVE NO ONE BEHIND » à Bamako. Cette activité a été l'occasion de faire un rappel sur les personnes victimes de discrimination croisées, les minorités ethniques, les personnes vivant avec handicap, les personnes vivant avec le VIH sida. Elle a permis aux communautés de comprendre que lorsqu'il s'agit de violence tout le monde compte.

800 personnes dont 510 hommes de la région de Ségou ont été sensibilisées sur la violence commise à l'endroit des aides domestiques. Cette activité a permis d'amener les parents à comprendre les dangers que peuvent courir les filles et de faire un plaidoyer auprès des autorités pour une meilleure structuration de secteur combien prisé, mais pas institutionnalisée.

L'organisation d'une table ronde et la réalisation de cinq (5) mini caravanes sur la violence basée sur le genre.

- **Renforcement des capacités :**

Afin de pérenniser les efforts de prévention et permettre aux communautés de poursuivre les efforts de manière autonome, des activités de renforcement des capacités (formations, coaching et suivi) ont été menées auprès d'acteurs clés y compris la police nationale, les médias, leaders locaux, enseignants et élèves. Sur la période de rapportage, 49 journalistes (33 hommes et 16 femmes) et 140 communicateurs traditionnels (hommes) ont été renforcés sur le traitement et la diffusion des informations sur les VBG, les pratiques néfastes, les droits de la femme et de la fille, la Santé Reproductive (SR), les normes sociales positives et le rapportage des cas conformément aux principes directeurs établis.

**Les capacités de 663 enseignant/es** ont été renforcées sur la prévention des VBG en milieu scolaire à travers l'élaboration de chartes de bonnes pratiques, de leçons modèles pour prévenir les VBG. Les capacités de **3 410 élèves** membres des 341 clubs d'élèves ont été renforcées sur les VBG en milieu scolaire et mènent la paire éducation. Les enseignants et élèves d'autres régions d'intervention avaient déjà été formés depuis 2020. Au moins **5303 travailleurs sociaux** ou travailleurs du domaine de la protection de l'enfant ont été formés sur les rôles et les pratiques de genre dans la région de Koulikoro.



Au niveau local, les leaders chrétiens et musulmans influents dans les communautés à la base ont été formés et mobilisés pour développer des argumentaires religieux pour

la prévention des VBG pour les prêches. Par exemple, après impression et diffusion des argumentaires, les leaders religieux chrétiens de Diéma ont mené 7 séances de sensibilisation. Le pasteur de Kirané à Yélimané a fait, quant à lui, des prêches devant 88 membres fidèles. Dans les communes de Lakamané, Diancounté Camara et Diéoura, les leaders musulmans formés ont fait des prêches pour l'élimination des VBG notamment le mariage d'enfants, le viol, la violence physique touchant ainsi 2 355 hommes et 1 568 femmes. A Yélimané, 05 autres leaders religieux ont fait des prêches sur les mêmes thématiques touchant 2 536 hommes et 1 567 femmes dans les communes de Guidimé, Fanga, Djongaga, Tambacara. Dans les zones où les argumentaires avaient déjà été développés (régions de Kayes, Koulikoro et district de Bamako), les leaders religieux chrétiens et musulmans ont déclaré avoir mené des sensibilisations atteignant plus de 12191 personnes dont 7 560 hommes et 4 631 femmes.

**Au moins 5171** personnes influentes (leaders religieux, communautaires, ambassadeurs de bonne volonté, etc.) dans les zones d'intervention du programme ont adhéré aux déclarations publiques de soutien de l'abandon des mariages d'enfants et MGF. Environ **371** communautés villageoises se sont engagées à suivre le mouvement national d'abandon des MGF et mariage d'enfants à travers des déclarations officielles d'abandon signées par les différents acteurs au sein des communautés. Ceci démontre à quel point les réticences pour l'abandon de ces deux normes sociales demeurent fortes et nécessitent encore plusieurs années d'interventions pour que les villages ayant avancé vers l'abandon puissent servir de modèles pour les plus réticents. Les cérémonies consensuelles et coordonnées d'abandon seront organisées en 2022 en tenant compte de mesures barrières édictées contre le COVID 19.

**Environ 185 agents** volontaires de la Croix Rouge Espagnole et autres relais communautaires disponibles pour orienter les communautés ont été formés. Au moins 410 personnes ressources ont vu leurs capacités renforcées sur les droits des femmes ; 150 agents de police dont 45 femmes ont vu leurs capacités renforcées sur l'intégration de la dimension genre dans les planifications et programmes de la police nationale notamment les concepts du genre, les VBG, la Planification et la budgétisation **sensible au genre**.

**Au moins 160 jeunes** dont 70 filles ont renforcé leur capacité sur les VBG, la masculinité positive et les droits humains. Ces jeunes formés se sont engagés à travers la mise en place d'une coordination nationale et des sections régionales à renforcer le plaidoyer auprès des autorités locales, les leaders traditionnels et religieux en faveur de l'adoption de la loi sur les VBG.

**Les capacités de 240 leaders** traditionnels dont 120 femmes et 160 leaders religieux dont 20 femmes sont renforcées sur le concept genre, les VBG et la masculinité positive. Au total 12 sessions de renforcement de capacités ont été organisées. Elles ont favorisé une meilleure compréhension des concepts de genre et de VBG. Les différents acteurs ont pu mettre en place des réseaux de société civile, coalitions et conseils de leaders traditionnels et religieux ainsi que des dispositions communautaires de prévention, gestion, prise en charge et lutte contre les Violences faites aux femmes et filles telles que les MGF, mariage d'enfants, les violences physiques, psychologiques et économiques au sein des couples.

**160 animateurs** de radios, bloggeurs influenceurs dont 60 hommes et 20 femmes ont pu se mettre en réseau grâce aux séances de renforcement de capacité organisé dans le cadre programme conjoint à Ségou, Mopti, Koulikoro, Kayes.

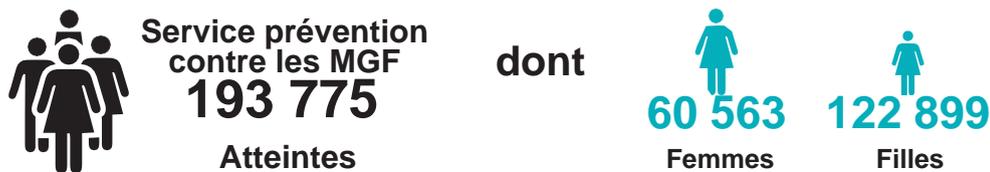
**Environ 40 nouveaux** mécanismes communautaires de prévention et de lutte contre les VBG ont été mis en place en 2021 à Sikasso et Ségou respectivement avec les nouveaux partenariats scellés avec les ONG CAEB et ASSAFE. En dehors de ces mécanismes, d'autres

comme les réseaux d'hommes et de garçons, les comités d'éveil et d'alerte sur toutes les formes de VBG, les clubs des maris modèles continuent de fonctionner.

**Au moins 05 réseaux** des organisations féminines et organisations de la société civile sont fonctionnels. 04 coalitions régionales des chefs traditionnels et religieux activement engagés pour la prévention et la gestion des cas de VBG à Bamako sont mises en place et fonctionnelles. Une plateforme des jeunes engagés contre les VBG activement mobilisée pour soutenir les actions du Programme est également fonctionnelle à Bamako et dans les régions.

- **Prise en charge holistique :**

Le programme a finalisé la mise en place et le fonctionnement de 10 One Stop Center. Ainsi, les capacités de 171 agents prestataires ont été renforcées pour une offre de service de qualité et 343 personnes survivantes ont été directement prises en charge sur le terrain. L'équipe a non seulement actualisé des SOP existants, mais elle a également élaboré la cartographie de référencement et facilité le référencement des survivant(e)s vers les unités de prise en charge ou les One Stop Center.



Les OSC partenaires notamment MPDL, TAGNE et APSEF ont signé des protocoles de partenariat avec les structures de santé à base communautaire (CSCOM et CSRéf) permettant à 193 775 personnes dont 122,899 filles et 60 563 femmes de bénéficier de services de prévention contre les mutilations génitales féminines et de prise en charge, lorsque nécessaire, dans le cadre de programmes appuyés par d'autres financements tels le Joint Programme UNFPA-UNICEF pour accélérer l'abandon des MGF, le fonds Suédois, Danois et les fonds propres de l'UNICEF. Ainsi, avec ces protocoles de partenariat, 639 filles et femmes survivantes de MGF ont bénéficié de prise en charge médicale et psychosociale par les prestataires de santé formés à Kayes, Koulikoro et Bamako.

En dehors de la prise en charge des MGF, 199 enfants dont 167 filles et 32 garçons qui ont subi des violences sexuelles, physiques et/ou émotionnelles ont reçu des services de santé sociaux, judiciaires et sécuritaires à Kayes, Koulikoro et Bamako.

70 304 personnes dont 59 398 adolescentes de 10-17 ans et 10 906 jeunes femmes de 18 ans et plus ont bénéficié d'interventions de prévention et de soins pour lutter contre le mariage des enfants (à l'école, dans les structures de santé et espaces filles-femmes). Ces adolescentes sont autonomes et contribuent à la prévention, au référencement des cas de VBG vers les services de prise en charge appropriés et assument la gestion des cas de VBG.

Dans le cadre de l'autonomisation des adolescentes notamment déscolarisées et non scolarisées, 4 950 adolescentes de 15-17 ans et jeunes femmes de 18 ans et plus se sont constituées en groupements et ont été renforcées sur les filières porteuses (coupe-couture, saponification, tatouage, transformation des produits locaux) dans le cadre de la

réinsertion sociale à Kayes, Koulikoro et Bamako. Elles participent de façon régulière dans les dialogues éducatifs et font la promotion de l'abandon des MGF et mariages des enfants et la prévention des VBG y compris les risques accrus lié aux COVID 19.

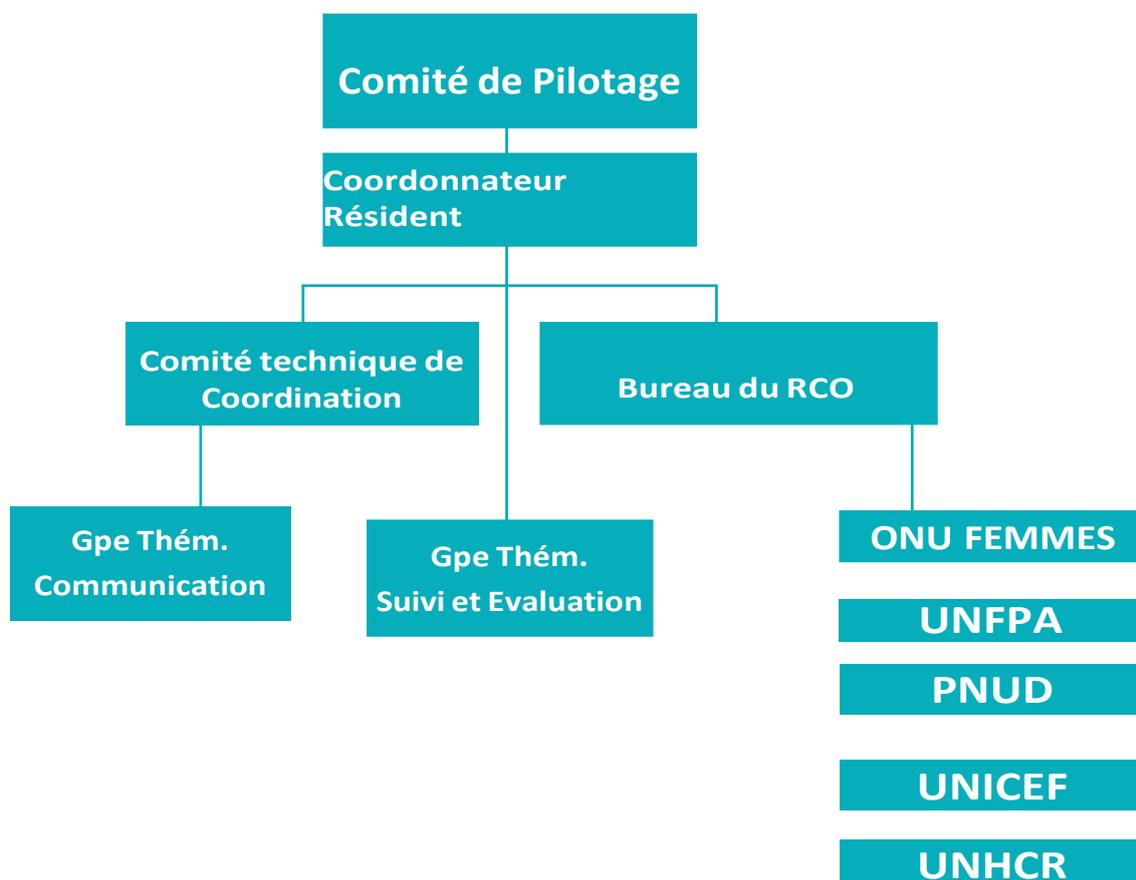
Progrès de mise en œuvre par domaine de résultats :

Malgré le contexte sociopolitique et la crise multidimensionnelle que connaît le Mali, le Programme Initiative Spotlight, sur un budget de 19.550.070 USD a pu atteindre 99,49% de taux de décaissement. L'atteinte de ce taux a été rendue possible en partie grâce à des approches innovantes entreprises par les agences bénéficiaires avec l'appui de toutes les parties prenantes.

Domaine de résultat – Initiative Spotlight	Progrès de mise en œuvre au 31 décembre 2021
Pilier 1 : Cadre Législatif et Politique	100%
Pilier 2 : Renforcement des Institutions	98%
Pilier 3 : Changement et Prévention des Normes Sociales	100%
Pilier 4 : Qualité des Services	100%
Pilier 5 : Données de base	98,98%
Pilier 6 : Renforcement des mouvements des femmes	100%
<b>TOTAL</b>	<b>99,49</b>

## II. Gouvernance et coordination du programme

Comme en 2020, la coordination du Programme a impliqué les entités ci-après : Le Gouvernement, le Groupe de Référence de la Société Civile ainsi que les mécanismes de coordination technique du système des Nations Unies.



La coordination du programme en 2021 a impliqué plusieurs entités à savoir le gouvernement, le comité national de pilotage avec une implication constante de la Délégation de l'Union Européenne, le groupe de référence de la société civile, ainsi que les mécanismes de la coordination technique du système des Nations Unies. Les conditions ont été créées afin que ces entités puissent pleinement jouer le rôle qui leur était dévolu.

### a) Comité de Pilotage (CoPil)

Conformément aux attributions consignées dans la décision de création, le Comité de Pilotage est une instance de gouvernance du programme. À cet effet, il peut convoquer une réunion ad-hoc pour examiner des questions pouvant entraver la bonne exécution du programme et proposer des mesures correctives ou toute initiative visant à améliorer les résultats du Programme au Mali. Il est présidé conjointement par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et le Coordonnateur Résident des activités opérationnelles du Système des Nations Unies au Mali. Les membres qui composent ce comité sont :

- Ministre de l'Economie et des Finances ;
- Ministre de la Santé et des Affaires Sociales ;
- Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux ;
- Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation ;
- Ministre de la Sécurité et de la Protection civile ;
- Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté ;
- Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- Ministre de la Culture ;
- Ministre de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions ;
- Ministre de l'Economie numérique et de la Prospective ;
- Ministre des Affaires Religieuses et du Culte ;
- Ministre de la jeunesse et des Sports ;
- Ministre de l'Education nationale ;
- Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Délégation de l'Union Européenne ;
- Représentant Résident du PNUD ;
- Représentant de l'ONU-FEMMES ;
- Représentant de l'UNHCR ;
- Représentant du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ;
- Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) ;
- Représentants du GRN/SC Mali.

Compte tenu de l'agenda assez chargé des premiers responsables des départements, le comité de pilotage n'a pu tenir ses réunions statutaires. Toutefois, ses membres participent régulièrement à toutes les activités majeures du programme Initiative Spotlight. En plus le rapport 2020 leur a été soumis pour observation et validation.

## **b) Groupe de Référence National de la Société Civile (CSRG)**

Au cours de l'année 2021, le Groupe National de Référence de la Société Civile du Mali a obtenu un important appui financier pour assurer une mise en œuvre efficace des activités planifiées (20 000 USD). Plusieurs activités ont été réalisées :

- Au titre de l'opérationnalité des activités, les membres ont reçu 11 mini tablettes et 11 kits de connexion internet ;
- Un atelier de concertation et de Suivi Evaluation Participatif a eu lieu à Bamako ;
- Des visites de terrain pour la collecte de données qualitatives et quantitatives ont eu lieu dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou.

En outre, certains membres ont activement participé aux activités réalisées par les agences des Nations-Unies (ONU Femmes, UNFPA, UNICEF, PNUD et HCR) et les OSC de mise en œuvre (Croix-Rouge, APDF, BREFADE, etc.). Le Groupe a coorganisé la première Journée Internationale des Hommes Engagés (JIHE) le 20 mars 2021 à l'Université de Ségou. Cette journée a enregistré la participation de plus de 300 personnes venues de toutes les régions du Mali. La journée sera institutionnalisée et célébrée chaque 07 mars 2021. Le Groupe de référence reste mobilisé pour accompagner l'Initiative Spotlight en qualité de conseiller stratégique et technique.

### **c) Coordination inter-agence, comité technique et autres mécanismes de gouvernance**

Dans le cadre du suivi des activités du Programme Initiative Spotlight, le Comité Technique de Coordination a tenu sa rencontre statutaire dans la salle de conférence du ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille sous la présidence de son Secrétaire Général. La rencontre a enregistré la présence de quasi-totalité des membres. Ses objectifs sont entre autres :

- Valider le rapport 2020 du Programme Initiative Spotlight,
- Présenter les recommandations l'évaluation à mi-parcours du Programme Initiative Spotlight ;
- Présenter et passer en revue la note conceptuelle et le budget de la phase 2 du programme ;
- Planifier la mission de suivi et évaluation conjointe dans les zones d'interventions du Programme.

La rencontre a servi également de cadre pour planifier la mission conjointe de suivi qui a pour objectif général de permettre à l'équipe technique ainsi qu'à toutes les parties prenantes du Programme Initiative au Mali d'avoir une vue d'ensemble sur les activités et les produits réalisés afin de s'assurer du progrès obtenu. Une proposition de date a été faite (du 13 au 18 décembre 2021) sous le leadership du MPFEF. Pour la réussite de la mission, il a été demandé d'entreprendre les actions suivantes :

- Désigner les participants des ministères, de la DUE, des membres du groupe national de référence de la société civile et des agences ;
- Informer les partenaires d'exécution du programme dans les localités concernées ;
- Informer les DRPFEF et les autorités administratives des localités.

Malgré l'insécurité et la pandémie de la COVID 19, la mission conjointe de suivi des actions du programme a été effectuée dans les zones d'intervention du programme. A l'issue de la mission de fortes recommandations ont été formulées :

- Elargir les réunions de coordination aux projets impliqués contre les VBG ;
- Renforcer l'engagement du personnel de ONE STOP CENTER ;
- Intégrer les plans d'action dans le PDSEC des collectivités ;
- Assurer la synergie d'actions avec les parties prenantes pour garantir la durabilité de la fonctionnalité des One Stop Center.

## **III. Les partenariats autour du programme**

Les partenariats établis entre les différentes parties prenantes du Programme ont montré toute leur efficacité en raison des résultats importants atteints en 2021. Sur la base de ce succès, le Programme a maintenu voire consolidé son partenariat avec les anciennes parties prenantes (Gouvernement, Union Européenne, ONG, etc.) et a développé de nouveaux partenariats stratégiques pour une mise en œuvre optimale du Programme. Ces partenariats établis avec le Gouvernement, la DUE, les organisations de la société civile, les autres agences du SNU et les chefs traditionnels ont permis de créer une dynamique dans les zones d'interventions du Programme.

## a) Avec le Gouvernement

La collaboration avec le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) et ses structures décentralisées (PNVBG, DRPFEEF, SLPFEF), le Ministère de l'Education Nationale et ses structures décentralisées (DNP, AE, CAP), le ministère de la Santé et du développement Social et ses structures décentralisées (CSRéf, CCOM, DRDSES, SLDSES) a contribué à l'atteinte des résultats escomptés dans ce contexte de COVID 19 et de crises sécuritaires.

La Direction Nationale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille, le PNVBG ainsi que les DRPFEEF des zones d'intervention ont aussi été des partenaires clés ayant directement participé à la mise en œuvre du programme, permettant le renforcement et l'appropriation des services techniques locaux mais aussi la coordination des activités au niveau local, régional et national. Pour la bonne mise en œuvre du pilier 5, les acteurs du programme Initiative Spotlight ont collaboré avec la Direction Nationale de la Population. En plus de l'autorité qu'elle a dans le domaine, elle a amené une expertise technique remarquable.

## b) La Société civile

Le partenariat avec les organisations de la société civile a été noué surtout pour la mise en œuvre des activités du programme. A l'image de tous les programmes pilotés par les Nations Unies, le Programme Initiative Spotlight a une obligation de renforcement de capacité de la partie nationale. Ainsi, les activités du programme ont été en grande partie confiées aux OSC sur la base de leurs compétences et domaines d'expertise.

L'initiative Spotlight a travaillé avec des associations et réseaux de défense des droits des femmes mais aussi des groupements informels d'activistes des droits des femmes notamment WILDAF, APDF, AMSOPT, RECOTRADE, AMDH, Para juristes, etc. Bien que, dans un premier temps, ils étaient bénéficiaires d'activités de renforcement de capacités, leur connaissance approfondie de la problématique a fait que les Nations Unies ont travaillé avec eux comme partenaires pour mener des campagnes de dissémination, d'information et de sensibilisation dans leurs communautés respectives. Deux (02) cabinets de consultants ont également été recrutés dans le cadre du pilier 1. Il s'agit des cabinets BREFADE et ACI.

Les partenariats établis depuis 2021 avec TAGNE, MPDL et APSEF ont été renforcés et les partenariats avec les ONG CAEB<sup>3</sup> et ASSAFE<sup>4</sup> ont été lancés au premier semestre 2021. Le focus a été mis sur la collaboration de proximité avec les plateformes communautaires, les groupements de jeunes (AEJT, CCNEJ) et les leaders informels et religieux. Les ONG partenaires ont mis en place des mécanismes de référencement des survivantes de VBG vers les One Stop Center et les CSRéf au niveau des chefs-lieux de cercles et ont aussi établi des protocoles de partenariats avec les CSCOM pour leur prise en charge dans les autres zones non couvertes.

Les partenariats déjà établis depuis le début du programme en 2019 avec les structures du gouvernement et de la société civile ont été maintenus. Les capacités des organisations de

<sup>3</sup> En collaboration avec ADDF et IWENE

<sup>4</sup> En collaboration avec AMADE-PELCODE

la société civile déjà partenaires comme l'APDF et le PACINDHA ont été renforcées sur les procédures administratives et financières et les guidances sur la communication afin de leur faciliter la réalisation des actions. Des efforts ont été consentis pour renforcer la collaboration d'organisations communautaires à la base notamment les leaders traditionnels et religieux, les groupes de jeunes et les personnes faisant face à de multiples formes de discriminations croisées comme les femmes et filles vivant avec un handicap, avec le VIH, avec albinismes, les filles mères, les veuves et orphelins de militaires, les aides domestiques, etc. Les ONG partenaires ont mis en place des mécanismes de prévention et de gestion des cas de VBG avec les chefs traditionnels et religieux, les groupes de femmes et de jeunes.

### **c) L'Union Européenne (UE)**

L'apport de l'Union Européenne dans la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight est inestimable. En effet, en plus de son rôle de principal partenaire financier, la Délégation de l'Union Européenne (DUE) accompagne les agences et les partenaires impliqués dans la réussite de l'initiative. Cet accompagnement s'est manifesté, non seulement par l'appui technique constant, mais également par le suivi régulier des rapports produits. Il faut noter que la DUE a participé, à travers son ambassadeur et ses cadres, aux différentes cérémonies de remises officielles des One Stop Center au Gouvernement du Mali, aux activités de plaidoyer, de célébration des journées internationales de l'élimination des MGF/E (6 février), de la femme (8 mars) et à la campagne des 16 jours d'activisme, édition 2021. Sous le leadership du ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, la DUE a également participé aux missions conjointes de suivi et d'évaluation du programme et a largement contribué à la formulation des recommandations qui s'imposaient.

Durant cette année, la collaboration avec la Délégation de l'Union Européenne et les Nations Unies, a été renforcée et a permis à ces deux entités de mieux se rapprocher afin d'améliorer et de mettre en œuvre les recommandations de la revue à mi-parcours. Les différentes séances de travail avec la DUE du Mali et les Nations Unies ont permis de préparer conjointement la mission de suivi du Programme, les différentes rencontres universitaires, l'organisation des émissions radiophoniques dans les zones d'intervention du Programme ainsi que les célébrations des journées internationales de l'élimination des MFG/E, de la femme et de la campagne des 16 jours d'activisme.

L'élaboration de la note conceptuelle et du budget de la phase 2 du Programme Initiative Spotlight au Mali a permis, une fois de plus, de renforcer la collaboration existante entre la DUE et les Nations Unies. Grâce à leurs directives et orientations, le document a été présenté et examiné par les membres du comité technique de coordination. Le document sera validé lors de la réunion du comité national de pilotage du Programme. Les contributions et propositions de la DUE ont toujours été prises en compte afin d'améliorer la mise en œuvre des activités dudit Programme.

### **d) La Coopération inter agence**

La collaboration entre les agences impliquées dans la mise en œuvre du Programme a été dynamique au cours de l'année 2021. En effet, en plus des rencontres de concertations et d'échanges tenues, les agences ont participé activement à la réunion du comité technique. Cette réunion a servi de cadre pour l'examen de la note conceptuelle et du budget de la phase 2, et la planification de la mission conjointe de suivi des activités du programme.

### e) Les autres partenaires

Les agences et leurs partenaires ont entrepris durant cette année des activités de suivi du programme afin de s'assurer de son évolution vers les résultats escomptés. Sous la coordination des structures technique de l'Etat, notamment les DRPFEEF, des missions de visite de terrain, en coordination avec les ONG partenaires intervenant sur le programme, ont été organisées dans les régions ci-après : Kayes, Koulikoro et Ségou. Le second niveau de coordination que l'équipe du programme a suivi durant cette année est la coordination au niveau des partenaires. Cela implique la coordination inter-partenaires de mise en œuvre, mais également la coordination interne pour une mise en œuvre harmonieuse des aspects du programme confié à chaque partenaire.

## IV. Les résultats

### Capture des résultats transversaux

De façon globale, les actes posés par les partenaires de mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight au Mali ont enregistré d'importants résultats sur le terrain.

Sur le plan institutionnel, le Gouvernement du Mali a nommé des points focaux genre dans tous les départements. Ces points focaux qui sont désormais des conseillers techniques ont été formés sur leurs rôles et responsabilités au sein des départements. En effet, pour assurer leur plus grande implication et rendre les actions plus visibles, un cadre de concertation national a été mis en place. Ce cadre a été lancé officiellement par le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille à travers le secrétariat Permanent de la Politique Genre.

Afin d'assurer une plus grande implication des décideurs politiques et administratifs dans le processus de l'abandon des violences basées sur le genre, des plaidoyers de haut niveau ont été tenus. Ainsi, le Programme a enregistré la signature de la toile d'abandon des VBG par de nombreux membres du Conseil National de Transition. Les membres des institutions de la République comme le Conseil Economique, Social et Culturel et le Haut Conseil des Collectivités se sont engagés à soutenir le combat contre les violences au Mali. De même, des plaidoyers de haut niveau à l'endroit des leaders religieux et traditionnels sont tenus à Bamako et dans les régions. Ces leaders qui constituent un frein à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles commencent à fléchir leur position en vue d'accompagner le processus. Certains leaders se sont même affichés publiquement pour décrier la situation des violences au Mali.

Les défenseurs des droits des femmes qui sont des groupes de pression efficaces pour booster la lutte contre les violences au Mali ont été créés dans les zones d'intervention du programme ainsi que dans beaucoup d'autres régions. Les capacités de ces groupes ont été renforcés en plaidoyer afin qu'ils puissent exercer une pression sur les pouvoirs publics afin d'obtenir la loi contre les VBG.

Les capacités des élus communaux ont été renforcées sur la planification et la Budgétisation sensible au Genre. Cette stratégie très importante a permis à de nombreux PDSEC d'intégrer les questions de violences dans leurs plans. Au jours d'aujourd'hui, beaucoup de communes ont accepté d'intégrer les violences dans leurs plans de développement.

Dans le cadre de la prise en charge holistique des survivantes de VBG, 10 One Stop Center ont été installés dans les régions et le district de Bamako. Les clés de ces unités

de prises ont été remises officiellement au Gouvernement en présence de l'Union Européenne et les Nations Unies. Tous ces centres sont aujourd'hui fonctionnels comme l'atteste les observateurs de la mission conjointe de suivi des actions du programme. Des prestataires ont reçu des formations adéquates pour une meilleure prise en charge. Des sensibilisations sont réalisées dans le cadre de l'orientation des survivants vers les unités.

Les acteurs du programme Initiative Spotlight, en collaboration avec le Gouvernement ont dénoncé de nombreux cas de violences commis sur les couches vulnérables dont certains sont devant les juridictions compétentes du pays.

La question de données sur les violences basées sur le genre a été abordée à la satisfaction générale au cours de l'année 2021. En effet, les bases de la mise en place d'une base de données sur les VBG sont lancées. Des consultants internationaux et nationaux recrutés pour la circonstance sont parvenus à remplir leurs cahiers de charge. La base est aujourd'hui disponible et les formations en vue de son exploitation sont en cours. Les administrateurs de la base sont désignés. Les outils de collecte seront élaborés par les acteurs

La grande sensibilisation des populations a permis de fléchir les positions des certains couches autrefois hostiles à toute idée d'abandon des VBG. Des radios de proximités, des communicateurs traditionnels ainsi que d'autres canaux de communication sont mis à contribution pour booster la mobilisation autour de la question. Des clubs d'élèves, de maris modèles, papas amis des enfants, mamans amies des enfants sont mis en place et fonctionnels pour la plupart. De même, des comités de veille sont installés pour dénoncer les cas de non-observance de décisions prises par les communautés. Le numéro vert dédié aux VBG est également diffusé partout au Mali.

La collaboration entre les agences et les autres partenaires d'exécution du programme est fort appréciable. En effet, le Sous cluster VBG qui regroupe des acteurs du domaine des VBG tient régulièrement ses réunions statutaires. Le rapport annuel national sur les VBG est en cours d'impression. De même, le rapport annuel du GVBIMS est disponible pour l'année 2021 avec 9 540 cas rapportés.

Afin de protéger les communautés de la maladie covid-19, tous les partenaires de mise en œuvre du programme ont intégré le respect des mesures barrières dans leur paquet minimum. Cette approche a permis de vulgariser au niveau rural, les moyens de prévention contre la COVID 19.

- Des études et recherches pour mieux connaître le processus ou mieux orienter la lutte ont été menées sur le programme Initiative Spotlight. On peut retenir entre autres : l'élaboration et la mise en œuvre en œuvre d'un plan de communication et de mobilisation de ressources spécifiques visant à lutter contre les VBG, à l'intention des décideurs Gouvernementaux.
- Mise en place et renforcement des mécanismes multipartites de coordination, de suivi et d'évaluation des stratégies et programmes sectoriels en matière de VBG, Pratiques Néfastes et Santé Reproductive au niveau national et décentralisé.

### **Rapport sur la mise en œuvre du suivi et de l'évaluation participatifs (PME)**

Dans le cadre de l'analyse de la composante du programme adaptée pour l'approche PME, les communautés et autres bénéficiaires du programme ainsi que les agences ont entrepris une analyse des volets du programme sur lesquels la pratique la PME pourrait facilement démarrer. Cela a concerné, l'interaction entre les parties prenantes (les OSC, les Communautés, le gouvernement et les Agence SNU de mise en œuvre).

Le suivi des agences pouvant opérationnaliser a été fait. Il s'agit surtout des agences ayant des activités concentrées surtout au niveau communautaire pour expérimenter le processus au Mali.

Quant à l'analyse et la mise e œuvre efficace du programme, il est important de définir les rôles et responsabilités des parties prenantes ainsi que les indicateurs de progrès. Mais avant, il est important également de procéder à l'identification des parties prenantes.

Le renforcement des capacités des parties prenantes est un axe aussi important que l'identification. Cette activité permet de les initier sur comment collecter et apprécier les progrès réalisés. Les indicateurs ainsi définis et les méthodes de collecte et de suivi seront d'un atout pour la réussite du programme. Il faut retenir que conformément à l'esprit de l'approche PME, aucun outil n'a été imposé aux parties prenantes impliquées dans le suivi. L'approche PME a été introduite dans les groupements communautaires mis en place (les Ecoles des Maris, les comités d'alertes, de veilles, les clubs, etc.) afin que les communautés puissent évaluer elles-mêmes leur succès, échec vers l'objectif défini. Les agences seront impliquées dans la planification, la conception des outils, le partage, leur utilisation ainsi que la création de cadre périodique d'échange sur le partenariat. Les principaux défis évoqués par les agences et l'ensemble des partenaires ayant expérimenté l'approche sont les suivantes :

Goulots d'étranglement	Solutions proposées
Le taux d'analphabétisme important	Utilisation d'indicateur facile à comprendre à suivre et à renseigner. Exemple Nombre de cas survenu, fréquentation des espaces sûrs, la fonctionnalité des comités mis en place, etc.
Le Démarrage d'une approche pendant que le programme avait avancé dans le temps	Flexibilité dans la mise en œuvre tout en se focalisant sur l'expert de l'approche PME
La Difficultés de compréhension des partenaires de mise en œuvre de l'intégralité de l'approche PME	Flexibilité dans la mise en œuvre tout en se focalisant sur l'expert de l'approche PME
L'harmonisation de l'approche auprès de l'ensemble des ONG partenaires	Les différentes approches en matière de Suivi-Evaluation été mise sur la compréhension harmonisé de l'idée principale de l'approche PME

## Capture des Changement au niveau des piliers

Pour l'année 2021, les acteurs de mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight ont obtenu de résultats forts louables. Ces résultats sont consignés dans les différents piliers.

### Pilier 1 : Le cadre législatif et politique

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du pilier1 du programme Initiative Spotlight, au cours de l'année de 2021, on peut noter comme résultats probants :

- **150 agents** de police (point focaux genre et chefs de sections VBG) dont 45 femmes des cercles de Sikasso, Bougouni, Koutiala et du district de Bamako ont acquis une meilleure

compréhension du genre, des outils de planification et d'analyse en matière de prise en charge du genre dans les projets et programmes à l'issu d'ateliers renforcement de connaissances sur la budgétisation sensible au genre. Cela servira à améliorer l'offre de services aux femmes survivantes des VBG au niveau des différentes unités de la police nationale. Nous attendons que la police nationale renforce son dispositif d'intervention dans le cadre des VBG avec une offre de meilleure qualité dans l'assistance d'urgence et la prise en charge. A la suite de ces sessions de formation, un plan de travail pour l'élimination des VBG a été élaboré. Des matériels informatiques composés d'ordinateurs bureautiques et portables ont été remis à la police nationale dans le cadre du renforcement des capacités du numéro vert **80333** pour l'assistance d'urgences aux survivantes.

- **60 agents de police dont 30 Directeurs régionaux et 30 points focaux genre**, ont permis une meilleure appropriation des concepts, les étapes nécessaires à une bonne gestion de cas, ainsi que la prise en compte de la dimension genre dans les différentes planification et programme de la police Nationale. Ces sessions de formations ont surtout servi de cadre de rappel sur l'accueil, l'orientation. Les conditions favorables à une bonne écoute, les concepts fondamentaux en matière de prise en charge, les notions de consentement, consentement éclairé, la confidentialité, le respect de l'anonymat des survivantes dans le cadre des interventions de la Police nationale. Cette formation a permis aux directeurs de la police nationale d'avoir une meilleure compréhension de la gestion des cas de VBG ainsi ils pourront mieux soutenir et appuyer les chefs de sections VBG dans la prise en charge des survivantes surtout faciliter leurs accès la justice. Concernant les acteurs de la justice l'ce qui est attendu est qu'ils intègrent mieux les questions de genre particulièrement les VBG dans l'élaboration des textes nationaux et aussi que les juge utilisent puissent utiliser les textes internationaux là où les textes nationaux ne leur permettent pas de se prononcer.
- **45 acteurs** clés de la justice dont 10 femmes, notamment des magistrats, procureurs et substituts de procureurs ont vu leurs capacités renforcées pour faire l'analyse, la relecture des textes législatifs en lien avec l'élimination des VBG. Ce résultat a été atteint à la suite des séries de renforcement de capacités sur l'intégration de la dimension genre dans les politiques, programmes et projets. Des matériels informatiques (16 ordinateurs portables et 05 vidéoprojecteurs) ont également été mis à la disposition du ministère de la Justice pour les points focaux genre.
- **293 personnes** dont 93 femmes ont amélioré leurs connaissances sur la Planification et la Budgétisation Sensible au Genre dans les régions d'intervention.
- La compréhension des méfaits des VBG et des PN a facilité la mobilisation des autorités traditionnelles en faveur de l'abandon de ces pratiques. Ainsi, ils sont devenus des véritables acteurs de sensibilisation et de plaidoyer à tous les niveaux. Une Coalition Nationale de suivi du cadre législatif sur les VBG et pratiques néfastes est mise en place et fonctionnelle à Bamako. Ainsi, 2021 acteurs clés dont 500 chefs traditionnels, 500 leaders religieux, 550 chefs communautaires, 410 organisations de défense des droits humains, 30 acteurs gouvernementaux et 30 élus locaux se sont appropriés du cadre juridique sur les VBG et les Pratiques Néfastes.
- Les activités mises en œuvre dans le cadre du pilier 1 ont également contribué à l'amélioration de l'environnement législatif par le renforcement des capacités techniques et institutionnelles **de 170 acteurs de défense** des droits des femmes sur l'élaboration et la budgétisation des plans d'actions qui intègrent les VBG, les Pratiques Néfastes, la

Santé de la Reproduction et le cadre de suivi-évaluation. Il attendu des renforcements de ces acteurs l'intégration de la dimension genre dans la politiques et programmes sectoriels aux niveaux nationaux, régional et local. Ces acteurs ont tous commencé à rédiger des plans d'action dans leurs structures respectives.

- Les capacités de **200 acteurs** gouvernementaux, d'association de défense des droits des femmes d'OSC et des défenseurs des droits humains ont été renforcées.
- **Plus de 20 000 personnes** ont été touchées par les campagnes de sensibilisation et les caravanes mobiles de vulgarisation des lois et des textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes et VBG. Des activistes locaux qui ont initié des actions dans leurs communautés ont pu être identifiés comme partenaires pour les prochaines caravanes qui se feront au niveau communautaire. Par cette action une plus large population sera atteinte et les capacités des jeunes activistes (femmes et hommes) seront renforcées et valorisées afin de créer une base solide d'alliés dans le plaidoyer national pour améliorer le cadre législatif.

L'organisation de la table ronde sur les questions relatives aux violences au Mali, et sur les législations en vigueur a permis aux acteurs de débattre sur les enjeux, défis, et perspectives relatives aux questions de violence. La réalisation de cinq (5) mini caravanes organisées par les organisations d'acteurs de défense des droits des femmes dans le cadre de la mise en œuvre des activités au niveau du pilier 1. Ces mini caravanes ont été réalisées dans les communes ci-après :

- Koulikoro : Communes de Koulikoroba, Kangaba et Katibougou ;
- Bamako : Communes III, IV et VI ;
- Kayes : Communes de Kayes, Samé et Diéma ;
- Sikasso : Communes de Sikasso et Koro barrage ;
- Ségou : Communes de Ségou, Pelengana, Sébougou et Konobougou.

Les activités ont été couvertes par des médias de proximité et l'ORTM. Elles ont touché au moins 3 000 000 de personnes dont 100 000 cibles directes et 2 900 000 cibles indirectes décomposées comme suit :

#### **Cibles directes touchées :**

- Au moins 55 000 jeunes filles, 29 700 jeunes garçons ;
- 10 000 femmes et 7 000 hommes tout au long des parcours ;
- 100 acteurs gouvernementaux ;
- 200 groupements et associations de défenseurs des droits des femmes ;
- 1 000 responsables des sphères éducatives ;
- Des populations déplacées internes et autres victimes de discriminations croisées.

#### **Cibles indirectes touchées :**

- Au moins 10 % des téléspectateurs de l'ORTM et d'Africable TV soit près de 2 000 000 de personnes toutes catégories socioprofessionnelles confondues ;
- Au moins 644 000 personnes du réseau de radios partenaires ;

- Au moins 250 000 auditeurs des radios communautaires ; Au moins 5 000 porteurs d'obligations dans les sphères de la justice, de la police et de la gendarmerie ;
- 1 000 agents prestataires de services socioprofessionnels.

## Pilier 2 : Les Institutions

Au cours de l'année 2021, les activités du pilier-2 ont été principalement focalisées sur les initiatives de plaidoyer menées par les organisations de la société civile et qui ont permis de renforcer l'implication des autorités au niveau décentralisé (Gouverneurs, maires, présidents des assemblées régionales) dans les actions de plaidoyer visant entre autres à :

- Renforcer l'implication des autorités et leurs suivis de proximités dans les processus d'élaboration de programmes et stratégies intégrant la budgétisation sensible au genre pour mieux prévenir et répondre aux les VBG et aux PN.
- S'assurer de l'engagement des autorités à plaider pour l'intégration des VBG, VFF et pratiques néfastes et la promotion de la santé reproductive dans les processus d'élaboration des plans de développement social, économique et culturel.

Par ailleurs, au cours de cette même période revue, des activités de renforcement des capacités ont ciblé les hauts fonctionnaires et les acteurs et actrices communaux de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le district de Bamako, et sur la prise en compte de la budgétisation sensible au genre dans les plans, programmes et stratégies pour prévenir et lutter contre les VBG et les pratiques néfastes faites aux femmes et filles. Les résultats ci-après ont été obtenus :

- **38 acteurs** et actrices des institutions/ministères au niveau central dont 17 femmes et 21 hommes ont vu leurs capacités renforcées dans le cadre de l'élaboration de programmes et stratégies intégrant la budgétisation sensible au genre pour mieux prévenir et répondre aux violences basées sur le genre et aux pratiques néfastes.

Capacités renforcées dans l'intégration des VBG et pratiques néfastes dans les stratégies, politiques et programmes sectoriels budgétisés

● Homme 42  
● Femme 58



- Les capacités de 100 personnes dont 58 femmes et 42 hommes, acteurs et actrices communaux ont été renforcées dans le cadre de l'intégration des VBG et pratiques néfastes dans leurs stratégies, politiques et programmes sectoriels budgétisés.
- Dans les régions de Ségou et Sikasso, les groupes exposés à toutes les formes de discriminations croisées ont vu leurs capacités renforcées sur les mécanismes multipartites de coordination, de suivi-évaluation et d'élaboration de plan de travail budgétisé. A cet effet, 70 personnes dont 19 femmes et 51 hommes connaissent déjà le fonctionnement de ces mécanismes et sont prêts à canaliser les informations liées à la coordination et au suivi des VBG et VFF.
- Les activités de plaidoyer régional auprès des institutions décentralisées sur l'intégration

des VBG, VFF, pratiques néfastes et la promotion de la santé reproductive ont ciblé les maires, les Préfets et les Sous-préfets dans les régions de Sikasso et Ségou. A cet effet, 40 personnes ont été touchées dont 19 femmes et 21 hommes. Ces plaidoyers consistaient à attirer l'attention des décideurs sur l'intégration des VBG dans les programmes sectoriels budgétisés et dans les Plans de Développement Social, Économique et Culturel.

- Des activités visant à dynamiser les mécanismes multipartites de coordination pour prévenir et lutter contre les VBG, VFF et PN ont touché au total 120 participants dont 78 femmes et 42 hommes. Ces activités ont permis aux acteurs et actrices d'acquérir des connaissances sur les techniques de coordination, de triangulation et de remontée des informations liées aux VBG, VFF et PF et promouvoir le cadre d'échanges et de partage d'informations entre les acteurs pour une plus grande implication dans la lutte contre les VBG.

### **Pilier 3 : Prévention et changement de normes sociales**

Le pilier 3 se focalise sur la prévention des Violences Basées sur le Genre et le changement des normes sociales, notamment la transformation des normes de genre, en mettant un accent particulier sur les problématiques des Mutilations Génitales Féminines et du Mariage d'Enfants étant donné leur haute prévalence dans les régions ciblées. Conformément à la théorie de changement, le pilier 3 du programme a montré que la combinaison de l'engagement communautaire à tous les niveaux, la participation des enfants et des jeunes et une communication élargie et adaptée permettent de faire évoluer graduellement la perception des populations.

La mise en œuvre directe d'activités par les DRPFEF ainsi que leur collaboration avec les ONG partenaires, les services de santé et d'éducation permet un ancrage institutionnel local et instaure les bases pour assurer la durabilité des interventions. Tous les partenaires de mise en œuvre ont relevé une plus grande facilité pour eux et leurs relais communautaires à s'exprimer sur les thématiques VBG et PN qui étaient parfois très sensibles à leur arrivée. Des changements importants d'attitudes et de comportements sont rapportés :

- **Au niveau de la prévention des VBG à l'école**, la paire éducation faite par les clubs d'élèves a permis d'instaurer le dialogue entre élèves sur les sujets de VBG particulièrement les questions liées au mariage des enfants, à l'égalité de genre et l'exercice de leurs droits, y compris les droits à la santé de la reproduction. Les actions ont largement contribué à une prise de conscience générale et ont amélioré les relations élèves - enseignants. Selon les autorités scolaires, la diffusion des chartes a largement contribué à la réduction des violences envers les élèves. Grace aux programmes mis en œuvre à l'école (conférences débats, leçons modèles, diffusion des chartes de bonnes pratiques et des bandes dessinées sur les MGF et mariages d'enfants), zéro cas d'abandon de l'école lié aux mariages d'enfants a été notifié dans les écoles où se déroule le programme. En effet, en 2021, dans les écoles ciblées par le programme (478 écoles dont 110 à Kayes, 208 à Koulikoro, 80 à Sikasso et Bougouni, 80 à Ségou et Bamako), les enseignants ont rapporté aux organisations de mise en œuvre lors de leurs visites de suivi que toutes les filles ont été maintenues.
- **731 jeunes** et adolescents ont vu leurs capacités et sur les questions de VBG à travers les espaces sûrs appuyés par le programme. En effet, les espaces sûrs sont des cadres de regroupement des jeunes/adolescent(e)s sous la supervision des mentors afin de les sensibiliser sur les VBG et autres questions de santé de la reproduction concernant leur vie.

- **En termes de mobilisation sociale**, une grande partie de la population est capable d'appréhender les effets néfastes des MGF, mariage d'enfants, autres VBG. Certaines personnes prennent même position publiquement en faveur de l'abandon de ces pratiques. Au moins 5171 déclarations publiques de soutien à l'abandon des mariages d'enfants et MGF ont été faites par les personnes influentes des localités d'intervention (leaders religieux, communautaires, ambassadeurs de bonne volonté, etc.).
- **Au moins 221 communautés** ont signé un engagement pour l'abandon des VBG et pratiques néfastes avec la contribution d'autres projets et programmes dont le programme conjoint MGF. Ce résultat majeur serait suivi durant la seconde phase du programme afin que la dynamique obtenue se poursuive.
- Une plus grande valorisation des filles a été constatée dans les zones couvertes par le programme. Les partenaires de mise en œuvre ainsi que l'Etat à travers les missions de suivi notent que les parents commencent à donner les mêmes chances de réussite aux filles et aux garçons en matière d'inscription à l'école. Les filles sont moins victimes de discrimination par rapport aux garçons (accès aux moyens de déplacement, aux fournitures scolaires...) et surtout participent de plus en plus à la prise de décision concernant leur mariage.
- On observe aussi une forte adhésion de leaders religieux musulmans autrefois réticents à l'idée du projet. Ils font des prêches sur les mariages d'enfants et sur les VBG. « Le mariage des enfants n'existe nulle part dans les livres Saints » dixit un leader religieux musulman du village de N'Gonikoro dans la commune rurale de Didiéni. Dans les zones où les argumentaires contre les VBG avaient déjà été disséminés (Kayes, Koulikoro et district de Bamako), les leaders religieux chrétiens et musulmans ont déclaré avoir mené des sensibilisations qui ont atteint environ 12 191 personnes dont 7 560 hommes et 4 631 femmes.
- La masculinité positive se renforce à travers une meilleure implication des hommes et des garçons dans la réalisation de certaines tâches ménagères jusque-là exclusivement réservées aux femmes et filles. Les données de suivi de routine, analysées pour une évaluation interne dont l'objectif était de mesurer l'effet des activités sur les perceptions et comportement des hommes et des garçons, a permis d'arriver à cette conclusion. Une évaluation interne menée auprès d'un échantillon mixte de 11764 individus (homme et femmes des communautés et adolescents participant aux activités des espaces) a abouti au résultat suivant : les données relatives à l'avis des femmes révèlent que 7 femmes sur 10 enquêtées (soit 70%) pensent que la masculinité positive s'est renforcée au sein de leurs communautés. Cela est perceptible à travers une meilleure implication des hommes dans la réalisation de certaines tâches qui étaient spécifiquement dédiées aux femmes comme les tâches ménagères. Aussi, 60% des hommes interrogés ont déclaré faire des actes entrant dans la masculinité positive tels qu'accompagner les femmes dans les centres de santé pour des CPN. Les clubs des maris modèles ont largement contribué à l'atteinte de ces résultats. Une évolution significative par rapport à l'image de la femme a été constatée.
- La réduction de certaines formes de discrimination à l'égard de la femme est également observée dans les zones d'intervention du programme. Cela s'explique par la réduction des violences conjugales dans les foyers et l'instauration des dialogues entre parents d'une part et parents et enfants d'autre part. « *Auparavant, nous faisons seulement des comptes rendus aux femmes pour les décisions de mariage des enfants et tout autre*

*problème lié à la famille. Il n' y avait pas de communication dans le foyer, grâce aux actions du projet, les choses ont changé, nous communiquons et nous décidons avec les femmes » dit un mari modèle de Kolokani.*

- Une apparente réduction des violences physiques à l'égard des femmes est l'un des résultats les plus signalés dans les localités d'intervention. « Battre les femmes, qui était chose courante au sein de la communauté, se trouve beaucoup réduit de nos jours. Les sensibilisations ont permis de diminuer les agressions physiques envers les femmes ainsi que les insultes entre époux et épouses » selon les DTC des CSCOM des communes de Guihoyo, Sébécoro et Nonkon.



- En ce qui concerne l'accès aux services sociaux de base, on note la fourniture d'un accès à des services appropriés et de qualité aux survivantes de VBG. Les filles et femmes ont reçu des services de prévention, protection et soins sur les MGF, mariages d'enfant, violences sexuelles et physiques et autres VBG. Environ 70 304 personnes dont 59 398 adolescentes de 10-17 ans et 10 906 jeunes femmes de 18 ans et plus ont bénéficié d'interventions de prévention et de soins pour lutter contre le mariage des enfants.
- L'autonomisation des adolescentes a permis de réduire considérablement les cas de mariage d'enfants et l'exode rural selon le témoignage des habitants dans différents villages d'intervention. Le constat est que l'autonomisation socio-économique des adolescentes a considérablement réduit les mariages avant 18 ans et l'exode vers les zones minières et les centres urbains.
- Grace à la promotion de l'engagement communautaire, 73/373 villages couverts à Kayes et Koulikoro sont engagés à s'inscrire dans le mouvement national d'abandon des MGF et mariages d'enfants. Les efforts pour atteindre le maximum de villages d'abandon sont en cours.
- La série TV « Danse inlassable » ou « Don ni Dongoma » a été officiellement lancée pour diffusion le 6 février 2021 sous le leadership du MPFEF et de l'Union Européenne et en présence des agences du Système des Nations Unies et des communautés à la base. La diffusion des 52 épisodes sur l'ORTM 1 a débuté en juin 2021. Cette série traite, entre autres, les thématiques suivantes : mariage d'enfants, déscolarisation des filles, MGF, viols et violences sexuelles, trafic et traite des enfants. La série a pour but de soutenir les échanges communautaires et de remettre en cause les stéréotypes de genre au Mali et au-delà. En effet, en août 2021, un « U-Report » (sondage par téléphone de l'UNICEF) a été fait afin d'avoir une vision globale de la couverture de la série : sur 3777 répondants, 21% l'avaient vu plus d'une fois et 15% une seule fois, ce qui semble une très bonne atteinte pour une série locale et sur une seule chaîne. Sur 1230 personnes parmi ceux qui l'avaient déjà visionnée, 76% ont déclaré qu'ils l'aimaient beaucoup et 20% un peu (seulement 4% n'ont pas aimé). Sur 1143 répondants, 60% ont répondu OUI à la question de savoir s'ils avaient au moins une fois pratiqué les conseils/consignes du film pour éviter un cas de violence basée sur le genre. C'est sur la base de ces feedbacks et des témoignages positifs qu'ils ont reçu, le PNVBG a demandé à l'UNICEF de soutenir

une rediffusion sur de nouvelles chaînes. Il semble pertinent que l'évaluation finale du programme puisse participer à produire une analyse de la couverture de ces diffusions ainsi que des retours sur son contenu – y compris de la saison 2 pour laquelle l'appel d'offres est en cours de préparation.

Un retard a été accusé sur la mise en place de programmes éducatifs pour les enseignants (guide pour les niveaux fondamental 2, secondaire et formation professionnel), les agents de la santé et travailleurs sociaux visant à les former sur la santé de la reproduction. Le Ministère de l'Education Nationale a entamé les préparatifs de l'activité mais sa mise en œuvre reste en attente. Une fois développé, le programme sera testé dans les régions d'intervention du programme Initiative Spotlight.

Les capacités des Organisations de la Société Civile ont continué à être renforcées sur la collecte et la gestion des données, notamment dans le cadre de la signature des derniers partenariats pour le district de Bamako et les régions de Ségou (ASSAFE) et Sikasso (CAEB). Ainsi, les animateurs, assistants et coordinateurs ont compris l'importance de la gestion de l'information, le suivi des indicateurs du projet et leurs rôles respectifs.

Au début de l'année 2021 a été finalisée « L'Analyse de la situation sur les vulnérabilités des adolescents au Mali » menée par Living Peace Institute et le Département d'Enseignement et de Recherche en Santé Publique a été finalisée en début d'année 2021. Financée en partie par l'Initiative Spotlight, l'étude a couvert les localités de Kéniéba, Niono, Koutiala et les 6 communes de Bamako. Les résultats montrent que les adolescents sont exposés à de multiples violations et à des événements traumatisants qui ont un impact négatif sur leur bien-être psychosocial. Les résultats de cette étude ont notamment été utilisés dans le cadre du travail sur le cadre opérationnel multi-acteurs pour renforcer la santé mentale à base communautaire, développé sous le lead de la Direction Nationale du Développement Social et de l'Economie Solidaire (DNDS-ES) et de la Direction Nationale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille (DNPEF) et avec l'appui technique et financier de l'UNICEF. De ce cadre a découlé la mise en œuvre de formations pour les acteurs spécialisés et les acteurs communautaires dans les régions, y compris pour les partenaires de mise en œuvre de l'Initiative Spotlight.

Par ailleurs, avec l'institut de recherche Overseas Development Institute (ODI), une revue détaillée de la littérature a été faite sur les normes sociales liées à la Mutilation Génitale Féminine ou Excision et approches en termes de changement de comportement pour lutter contre la MGF/E et le mariage des enfants. Cette revue de la littérature a constitué la première étape du processus et a été suivie d'une recherche qualitative dans les zones d'intervention du programme (rapport en cours de rédaction), ce qui permettra en 2022 de développer un paquet d'outil contextualisés pour le changement de comportement, qui sera testé puis mis à échelle dans le cadre de la phase 2 du programme.

Les participants du programme (directs et indirects) atteints par les partenaires à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et dans le district de Bamako au cours de l'année 2021 sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Cibles	Direct en 2021	Indirect en 2021	Comments/Justifications
Femmes (18 ans et plus)	289 555	193 248	482 803 femmes touchées dont 60% touchées directement à travers les IEC au niveau communautaire. Les cibles indirectes sont touchées travers les réseaux sociaux et les radios de proximité.
Filles (10-17 ans)	148 207	4 746	152 953 filles touchées dont 97% touchées directement à travers les IEC au niveau communautaire. Les cibles indirectes sont touchées via les réseaux sociaux et radios.
Hommes (18 ans et plus)	185 698	126 575	312 273 hommes dont 59% touchés directement à travers les IEC au niveau communautaire. Les cibles indirectes sont touchées via les réseaux sociaux et radios de proximité.
Garçons (10-17 ans)	122 639	4 000	126 639 garçons dont 97% touchés directement à travers les IEC au niveau communautaire. Les cibles indirectes sont touchées via les réseaux sociaux et radios de proximité.
<b>Total</b>	<b>746 099</b>	<b>328 569</b>	1 074 722 personnes touchées directement et au moins 328,569 indirectement via les réseaux sociaux et radios de proximité

Les 36 espaces sûrs mis en place sont demeurés fonctionnels. Au moins 1200 adolescentes enrôlées pour être sensibilisées et informées sur les VBG/SR/VIH dans les Espaces Sûrs. Les capacités 630 personnes ressources dont 220 femmes, 120 hommes, 210 filles et 80 garçons sont renforcées sur les droits des femmes/ SR/VBG

#### Pilier 4 : Fourniture de services de qualité

S'agissant de l'offre de service aux survivant (e)s notamment leur prise en charge, divers types de services intégrés de prise en charge, conjugués à des initiatives de renforcement de capacités ont permis d'obtenir des résultats ci-après :

- L'une des priorités était de finaliser l'installation physique des 10 One Stop Center prévus dans le cadre du Programme Initiative Spotlight. Aujourd'hui, ce résultat est disponible à la satisfaction générale de toutes les parties prenantes. Les remises officielles des clés au Gouvernement du Mali sont faites dans toutes les localités concernées. En collaboration avec l'ensemble des partenaires œuvrant dans le domaine de la prise en charge des survivantes, des SOP (Standard Opération Procédure) ont été élaborés afin d'harmoniser le référencement et la prise en charge des survivantes. Environ, 589 personnes survivantes de VBG ont bénéficié d'une prise en charge intégrée. Les centres ont également bénéficié des kits de dignité et des kits de la santé de la reproduction. Aussi, les actions de prévention et d'information sur les services disponibles ont permis de toucher directement 50% des communautés bénéficiaires.

**Tableau des régions bénéficiaires de One Stop Center**

Régions	Quantité	Sites	Statut actuel
Kayes	2	Kayes et Diéma	Opérationnels
Koulikoro	2	Koulikoro et Kangaba	Opérationnels
Sikasso	2	Sikasso et Koutiala	Opérationnels
Ségou	2	Ségou et San	Opérationnels
District de Bamako	2	Communes I et IV	Opérationnels

**Au moins 217 959** personnes ont été directement informées et sensibilisées sur VBG, et sur les moyens de prise en charge au niveau local. Afin d'atteindre le maximum de personnes par les sensibilisations sur les VBG et la prise en charge des survivantes, le programme Initiative Spotlight et ses partenaires ont jugé nécessaire d'étendre le programme à de nouvelles localités dans la région de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Koutiala. On estime désormais à 361, les communautés et districts sanitaires qui ont été couverts par le programme, notamment le volet offre de service aux survivants de VBG. Les communautés disposent désormais de mécanismes communautaires fonctionnels internes pour la prévention et la lutte contre les VBG.

- **925 leaders** communautaires ont été formés sur le signalement des cas de violences et leur orientation vers les structures appropriées de prise en charge holistique. Ces leaders religieux sont impliqués dans les activités d'information, de sensibilisation des communautés sur les questions de droit des femmes, des violences à travers les prêches et les rencontres en mettant l'accent sur la différence entre les pratiques de l'islam et les pratiques coutumières. Ces acteurs clés condamnent, à travers les assemblées, les violences sous toutes ses formes. Ils contribuent ainsi à l'instauration de sanctions sévères contre les auteurs de violences, en soutenant l'adoption de textes de lois ou autres réformes en plus de la mise en place des mesures pour l'application de ces sanctions. Cela a contribué à renforcer l'adhésion des communautés et leur implication et responsabilisation.
- **712 prestataires** clés intervenant dans la prise en charge disposent de compétences nouvelles pour une prise en charge de qualité (santé, police et justice, services sociaux). **869 personnes** survivantes de VBG sont prises en charge par le programme Initiative Spotlight et ses partenaires à travers les dispositifs d'offre de service du programme. Ces survivantes prises en charge sont réparties comme suit : **278 cas** d'agressions physiques ; **208 cas d'agressions** sexuelles ; **182 cas de viols**, de **60 cas de mariages précoces**, **52 cas** de séquelles d'excision ; **34 cas** de violences psychologiques et **55 cas** de dénis de ressources.
- Grâce aux actions communautaires de la Croix Rouge Espagnole, ASDAP et AMSOPT qui sont des partenaires clés du programme, l'existence des One Stop Center est connue de toutes les communautés bénéficiaires.

- En 2021, le programme a pu mettre en place 52 mécanismes communautaires de prévention et de lutte contre les VBG qui continueront de fonctionner même au-delà du programme. Les mécanismes mis en place sont, entre autres : les comités d'écoute, les écoles de maris et de futurs maris modèles, des clubs de mères. Des réseaux d'écoute, de témoignage et de conseil pour les femmes et les filles survivantes de violences ainsi que leurs familles, les réseaux multi acteurs d'éveil et d'alerte au niveau central et local comprenant une représentation adéquate des femmes et des filles confrontées à des formes de discriminations multiples et croisées sont mis en place.
- Le Programme Initiative Spotlight, le Gouvernement et les partenaires de mise en œuvre ont mené une mission conjointe d'évaluation des One Stop Centers afin de proposer des recommandations allant dans le sens d'une prise en charge performante, durable et de qualité. La synthèse des constats constitue un vrai produit de connaissance sur le fonctionnement des One stop Center au Mali.

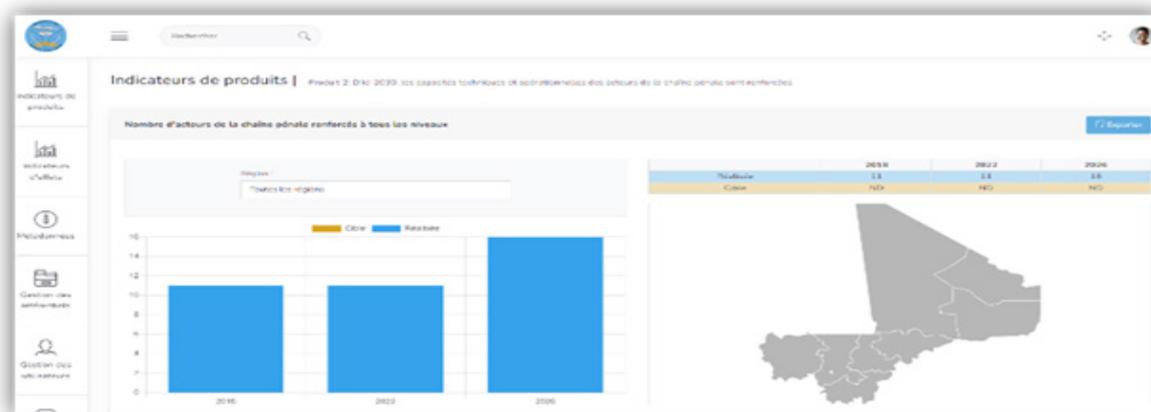
## **Pilier 5 : Disponibilité des données et des capacités**

Le pilier 5 du programme Initiative Spotlight portant sur la production des statistiques fiables au Mali est mis en œuvre et les réalisations majeures enregistrées sur ce pilier sont surtout d'ordre organisationnel. S'agissant de la production des statistiques sur les VBG, des résultats ont également été obtenus durant cette année. On peut évoquer entre autres :

- Les conclusions des Gap sur la production de données VBG sont désormais connues par l'ensemble des acteurs grâce à l'INSTAT. Aujourd'hui, on peut dire que toutes les structures clés impliquées dans la production de données sont engagées dans la dynamique de production de statistique sur le Genre. A travers des ateliers nationaux et régionaux, l'INSTAT a disséminé les résultats relatifs aux gaps de données. L'INSTAT est désormais orienté sur une transformation structurelle favorable à la production de données.
- L'engagement de plus en plus grandissant de l'INSTAT pour amorcer la production de statistiques sur les VBG au Mali. Le renforcement des capacités de l'INSTAT a été une activité primordiale dans la production des statistiques sur le genre.
- Une base de données sur les indicateurs VBG est désormais en phase d'être disponible au Mali. En effet. Cette base de données sera un véritable outil d'information sur la prévalence des VBG au Mali et sera accessible à tout le monde. Ainsi, décideurs, chercheurs et partenaires au développement disposent désormais d'une plateforme unique où les données sur les VBG au Mali peuvent être centralisées ou collectées.
- Une session de formation sur le GBVIMS, l'analyse de données et le partage de données pour les acteurs utilisateurs de données des zones d'intervention du programme au total participants dont femmes et hommes. L'organisation/tenu des sessions de formation les notions de base et la détermination des principaux indicateurs sur les VBG, PTN et SR : (objectif, fonction, intérêt, variabilité et valeur), d'effets et d'impact bénéfique des acteurs identifiés dans les localités concernées par l'Initiative Spotlight. Le déroulement des sessions a touché 104 participants dont 62% de femmes.
- Les capacités de 262 acteurs des régions pour la production des données statistiques quantitatives et qualitatives sur les VBG sont renforcées.

- Une étude diagnostique des structures et acteurs producteurs de données sur les violences basées sur le genre, les pratiques traditionnelles néfastes et la santé reproductive a été réalisée et validée. L'étude est une étape critique pour pouvoir renforcer les capacités de ces structures de produire des données statistiques quantitatives et qualitatives actualisées. Enfin, sur la base des gaps identifiés, un brouillon de plan de renforcement des capacités fut rédigé et validé. **Voir lien pour l'accès à ladite plateforme.**

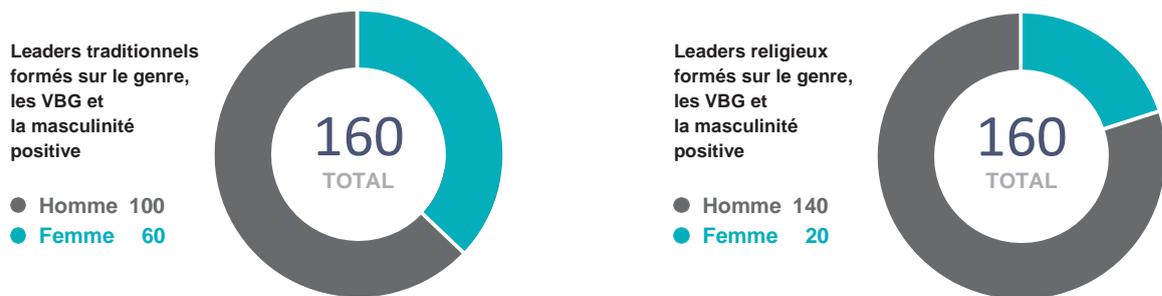
[https://srv19.optimgov.com/vbd\\_web\\_app/public/index.php/produit-deux/](https://srv19.optimgov.com/vbd_web_app/public/index.php/produit-deux/)



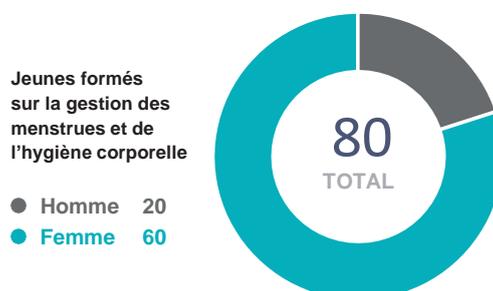
## Pilier 6 : Renforcement des mouvements féminins

- **05 réseaux** composés de plus de 250 OSC ont été mis en place dans les 4 régions et le district de Bamako. Les 05 réseaux d'OSC ont élaboré chacun un plan d'action après un renforcement des capacités de ses membres sur les concepts du genre et des VBG, le plaidoyer, la communication et la mobilisation des ressources. Le groupe de référence de la société civile a tenu une journée nationale des hommes engagés qui a mobilisé de milliers de personnes dont des chefs traditionnels et religieux, des communicateurs traditionnels, des organisations de la société civile, des élus locaux, des services techniques de l'état dans la région de Ségou pour manifester leurs soutiens aux actions du programme et particulièrement en faveur de l'adoption d'une loi contre les VBG.
- **450 kits sanitaires et 1700 kits de dignité** ont été distribués à des personnes vulnérables. Les personnes vulnérables visées par ces actions sont : des individus vivant avec albinisme, des mères en détresse, des mères en situation de rue, des veuves et orphelins de militaires.
- Un plaidoyer de haut niveau réalisé à l'attention des leaders traditionnels et religieux. Le résultat est qu'il existe 05 réseaux d'OSC et 05 coalitions de chefs traditionnels et religieux engagés et disposant d'un plan d'action pour conduire un plaidoyer en faveur de l'harmonisation des textes nationaux avec les normes et standard internationaux en matière d'élimination des VBG. Lors de cet événement, 119 participants leaders religieux dont 46 femmes étaient présentes. L'objectif principal de cette session de plaidoyer était d'amener les leaders religieux et les réseaux de défense des droits de la femme à s'engager en faveur de l'abandon des violences basées sur le genre.

- **160 jeunes dont 70 filles** ont renforcé leur capacité sur les violences basées sur le genre, la masculinité positive, les droits humains. 160 jeunes dont 70 filles, ont renforcé leur capacité sur les violences basées sur le genre, la masculinité positive, les droits humains. Ces 160 jeunes formés se sont engagés à travers la mise en place d'une coordination nationale, et des sections régionales à faire renforcer le plaidoyer auprès des autorités locales traditionnelles, les leaders traditionnels et religieux en faveur de l'adoption de la loi sur les violences basées sur le genre.



- **160 leaders traditionnels** dont 60 femmes et 160 leaders religieux dont 20 femmes ont renforcé leur capacité sur le concept genre, les Violences basées sur le genre et la masculinité positive. Au total 12 sessions de renforcement de capacités ont été organisées. Elles ont favorisé une meilleure compréhension des concepts de genre et de violence basées sur le genre ; et par la suite les différents acteurs ont pu mettre en place des réseaux de société civile, coalitions et conseils de leaders traditionnels et religieux ainsi que des dispositions communautaires de prévention, gestion, prise en charge et lutte contre les Violence faites aux femmes et filles telles que les MGF, mariage d'enfants, les violences physiques, psychologiques et économiques au sein des couples.
- **160 animateurs** radio bloggeurs influenceurs dont 60 hommes et 20 femmes ont pu se mettre en réseau grâce aux séances de renforcement de capacité organisé dans le cadre programme conjoint. Les animateurs des radios et bloggeurs formés ont intégré la thématique des VBG dans les différentes émissions qu'ils animent afin de renforcer l'information et la sensibilisation des populations pour la prévention des VBG et la disponibilité des services de prise en charge holistique.



- **80 jeunes** dont 60 femmes et 20 hommes ont renforcé leur capacité sur le mécanisme de gestion des menstrues et l'hygiène corporelle grâce aux séances de formation initiées par ONU Femmes dans le cadre du programme conjoint initiative Spotlight.
- **L'application ZERO VBG** créée dans le cadre programme Initiative Spotlight à fait l'objet de 900 téléchargements. 15800 dont 9000 femmes ont été touchées par les activités de sensibilisation d'information organisées autour de l'application dans les communautés.

- **7160 élèves** et des étudiants ont été touchés par les causeries éducatives autour de l'application dans 10 établissements scolaires et universitaires de Bamako. Au moins 48 037 personnes touchées sur Facebook et Instagram. Environ 1320 réactions (like, partage et commentaire) grâce à l'organisation de campagne digitale pendant 40 jours, sur les réseaux sociaux.
- **2500 personnes** dont 1800 hommes ont été touchées par une caravane de sensibilisation et de plaidoyer « LEAVE NO ONE BEHIND » à Bamako. Cette activité a été l'occasion de faire un rappel sur les personnes victimes de discrimination croisées, les minorités ethniques, les personnes vivant avec handicap, les personnes vivant avec le VIH sida. Elle a permis aux communautés de comprendre que lorsqu'il s'agit de violence tout le monde compte.
- **800 personnes** dont **510 hommes** de la région de Ségou ont été sensibilisées sur la violence commise à l'endroit des aides domestiques. Cette activité a permis d'amener les parents à comprendre les dangers que peuvent courir les filles et de faire un plaidoyer auprès des autorités pour une meilleure structuration de secteur combien prisé, mais pas institutionnalisé.
- **L'organisation** d'une table ronde sur la violence basée sur le genre de porter une méditation profonde des questions relatives aux violences au Mali, les législations en vigueur, en vue de mieux appréhender les enjeux relatifs à cette pandémie de l'ombre. Elle a permis aux acteurs débattre sur les enjeux défis et perspectives relative aux questions de violence.

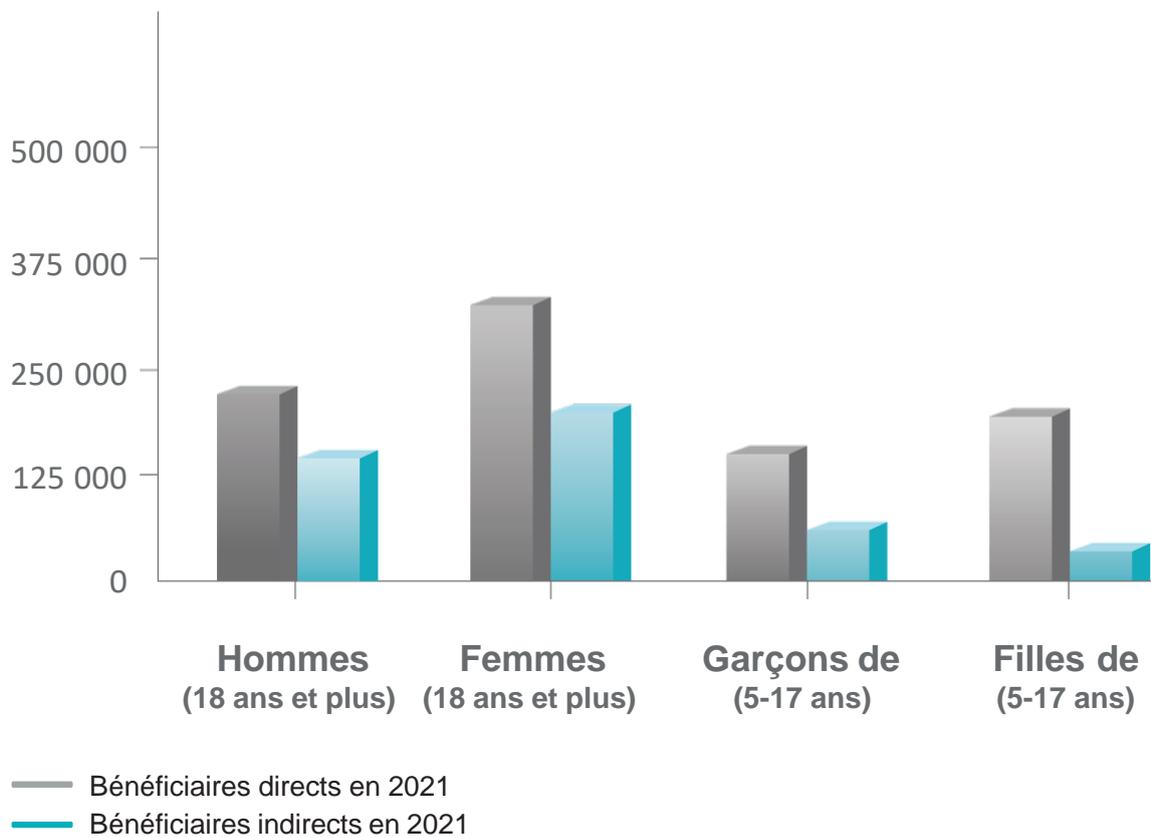
## V. Rapportage sur la Santé Reproductive

L'ensemble des renforcements de capacités incluent une dimension santé reproductive qui est une thématique nécessaire pour la compréhension des violences basées sur le genre. Cette stratégie a permis d'aborder des sujets sensibles tels que les MGF sous l'angle plus accepté des conséquences médicales. Le Ministère de l'Education Nationale a développé les termes de référence nécessaires pour avancer sur le développement de modules spécifiques d'enseignement. La démarche est ralentie par la volatilité sociopolitique que connaît le pays et la nécessité de faire valider ces TDR par un comité multisectoriel qui avait été créé en 2018 pour travailler sur la thématique.

### Titulaires de droits (Bénéficiaires)

Les bénéficiaires touchées au cours de cette année dans le cadre de la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Estimation des bénéficiaires	Direct en 2021	Indirect en 2021	Commentaires/ Justifications
<b>Femmes (18 ans et plus)</b>	317 183	200 748	Estimation faite sur la base du cumul des bénéficiaires de chaque catégorie
<b>Filles de (5-17 ans)</b>	167 489	44 746	
<b>Hommes (18 ans et plus)</b>	217 920	132 275	
<b>Garçons de (5-17 ans)</b>	139 024	61 400	
<b>TOTAL</b>	<b>841 616</b>	<b>439 169</b>	



## VI. Défis et mesures

Le Programme Initiative Spotlight, par son objectif, reste un programme complexe dans la mesure où la thématique des VBG constitue toujours un sujet peu évoqué. Au-delà des résultats évoqués, de nombreuses difficultés existent et des défis restent à relever parmi lesquels on peut, entre autres, citer :

Défis/difficultés	Solutions proposées
La difficulté de trouver une bonne expertise au niveau national sur certains volets du programme	Pour ce point, le processus de mise en place de la base des données a connu un retard dans son démarrage pour des raisons liées à l'indisponibilité des ressources techniques adéquates. Une firme internationale et un consultant international ont été recrutés afin de rendre effectif la mise en place et le renseignement de la base des données.
La réticence de certaines communautés à amorcer le changement de mentalité face à l'excision et aux pratiques néfastes	La transformation de normes sociales qui constituent généralement les attitudes, les us et coutumes, les stéréotypes, les pratiques nuisibles à la santé de la femme et de la fille nécessitent des investissements de fonds vu la réticence d'un certain nombre de groupes cibles. Il a été mis en place des comités de veille et d'alerte précoce composés des membres des communautés, des espaces surs, de clubs de maris et de futurs maris pour une responsabilisation des acteurs et leur implication.
L'influence négative des groupes religieux sur les politiques et décideurs rendant difficile la prise de décision éclairée	Les leaders religieux et les autres acteurs influents au sein des communautés sont des acteurs indispensables pour la pérennisation des interventions et la forte implication de tous les acteurs sur le terrain. Ces groupes sont des acteurs et des bénéficiaires des interventions du programme. Ils sont les membres actifs des comités de veille, des espaces surs, des clubs de maris et des clubs des futurs maris.
La faible maîtrise des questions de VBG et droits humains par les agents de terrain	Dans le cadre du programme, à travers les activités de transformation des normes sociales et de prise en charge des cas de VBG, plusieurs acteurs ont été formés et renforcés afin de jouer pleinement leur rôle d'acteurs de transformation.

<p>La complexité à rendre opérationnel les One Stop Center vu le nombre d'acteurs à mobiliser</p>	<p>Pour l'appropriation par les acteurs, il est nécessaire de mettre autour tous les acteurs clés (Santé, développement social, justice, promotion de la femme). Des concertations et implication de ces acteurs se poursuit pour la durabilité.</p>
<p>La persistance des mesures restrictives liées à la maladie COVID-19 qui limite les activités de communication de masse</p>	<p>Les partenaires ont adapté d'autres approches telles les émissions sur les antennes des radios de proximité</p>
<p>Les difficultés liées à la réouverture des écoles dans le contexte de crise sanitaire et sociopolitique ont entièrement mobilisé les autorités et acteurs de l'éducation et ont ralenti les activités de diffusion des chartes de bonnes pratiques et le travail sur l'intégration de la santé reproductive dans les programmes scolaires et de formation des maîtres.</p>	<p>Les activités d'information, sensibilisation et mobilisation au sein des écoles ont été lancée avec dynamisme dès la réouverture des classes et se poursuivront sur la fin de la Phase I et la deuxième phase, y compris l'élaboration et la diffusion des chartes de bonnes pratiques. Le comité multisectoriel que le ME doit mobiliser sur la question de la SR est prévu mais une date est toujours en attente, un suivi constant est fait pour qu'il se tienne dans les meilleurs délais.</p>
<p>Les coûts élevés de diffusion n'ont pas permis la diffusion de la série télévisée sur d'autres chaînes que l'ORTM 1 avant décembre 2021. La diffusion sur d'autres chaînes, y compris internationales n'a pu se faire.</p>	<p>Les Nations Unies cherchent à mobiliser des fonds complémentaires afin de diffuser la série sur d'autres chaînes bien suivies au niveau de la région Afrique de l'Ouest. Dans le cadre des 16 jours d'activisme en décembre 2021, la série a été rediffusée sur les chaînes de télévision Africable et Renouveau avec des fonds de l'Initiative Spotlight et des fonds complémentaires de l'UNICEF.</p>
<p>Les partenaires opérant dans certaines zones des régions de Kayes et Sikasso ont été impactés par la présence de groupes djihadistes</p>	<p>Les partenaires ont dû prendre des mesures spécifiques pour assurer la sécurité de leurs équipes.</p>
<p>La réaction des leaders religieux contre l'avant-projet de loi contre les VBG a obligé le programme à ralentir les actions</p>	<p>Le programme a initié des actions de formation/sensibilisation et plaidoyer à l'attention des chefs traditionnels et religieux au niveau communautaire.</p>

La disponibilité des institutions cibles de certaines actions, ce qui empêche la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités élaboré dans ce sens.	Renforcer la synergie d'action de façon inclusive pour l'ensemble des acteurs de manière à créer une dynamique inclusive pour la bonne mise en œuvre des activités.
Les grèves de certains syndicats de travailleurs de l'administration territoriale et des collectivités ont considérablement ralenti le démarrage des activités selon les planifications.	Revoir l'approche en incluant l'autorité municipale parallèlement à l'administration.
Les défis liés à la coordination avec les services techniques régaliens et acteurs déconcentrés dans les régions	Créer des cadres de concertation inclusive et permanente entre les services techniques régaliens et les acteurs déconcentrés dans les régions y compris ceux de la société civile.
La disponibilité d'un certain niveau d'expertise au niveau local demeure un programme.	Le renforcement des capacités de l'INSTAT et la mise en place de la base de données nationale pourront combler ce déficit.
La nécessité de comprendre les changements profonds souhaités par le programme Initiative Spotlight dans la structure de production de statistiques.	Le Programme travaille avec l'INSTAT afin de s'assurer que cette transformation structurelle soit clairement perçue.

## VII. Leçons apprises et nouvelles opportunités

### a) Les leçons apprises

Les leçons apprises au cours de l'année 2021 portent aussi bien sur les piliers que d'autres aspects organisationnels :

- Les compétitions interscolaires sont un moyen efficace pour accroître la participation des filles et créer l'émulation. Il est donc nécessaire de mettre à échelle cette activité à davantage d'écoles.
- Au moins 353 communautés villageoises ont abandonné la pratique de l'excision et autres pratiques néfastes avec la contribution de tous les partenaires dont le programme Spotlight Initiative. Pour un changement durable des normes sociales, il est essentiel d'avoir une démarche régulière de mise à jour du statut des villages et une compréhension des facteurs amenant à d'éventuels retours sur les abandons.
- Les mécanismes de la société civile notamment les réseaux et les coalitions constituent des mécanismes fiables et durables en faveur de l'élimination des violences faites aux femmes et les pratiques néfastes dans les zones d'interventions du programme.

- Le renforcement de capacités des activistes au niveau communautaire en plus des structures de la société civile peut contribuer à créer un environnement plus protecteur mais aussi à créer un mouvement de base pour pousser l'agenda politique au niveau législatif.
- Les résultats de l'étude qui a été menée sur l'identification des groupes exposés à des formes de discriminations croisées ont permis de ressortir le niveau de connaissances des hommes et des femmes sur l'excision.
- L'analyse des données collectées a permis de mieux appréhender les besoins : (i) de types de renforcement de capacités, (ii) de types d'informations sur les structures de prise en charge des cas et types de VBG selon les localités ;
- La concertation avec les organisations ciblées et leur responsabilisation a permis de mobiliser l'ensemble des sphères sociopolitiques dans toutes les zones pour une réussite éclatante des activités, surtout pendant les 16 jours d'activismes contre les VBG.
- Le réseautage national et sous régional des 40 formatrices et formateurs en élaboration de plans d'action qui intègrent les VBG, pratiques néfastes et SR et le cadre de suivi évaluation a permis de renforcer les liens d'échanges et de partage d'expérience concrètes dans la lutte contre les VBG entre associations et renforcer la synergie d'action.
- La réalisation de mini caravanes par les acteurs locaux eux-mêmes à partir de leurs idées innovantes dans leurs communautés a davantage suscité l'engagement de tous les acteurs locaux dans la lutte.

## **b) Nouvelles opportunités**

Au regard de l'environnement de mise en œuvre du programme et autres aspects pouvant être perçus comme des opportunités pour le programme, l'on peut citer les éléments ci-dessous :

- Dans la conception du programme, des activités du pilier 1 visent essentiellement le renforcement des capacités des structures et organisations de la société civile défenseurs des droits des femmes afin de contribuer à améliorer l'environnement législatif. Dans le processus, les Nations Unies ont pu identifier un nombre d'activistes des droits des femmes qui font des initiatives au niveau local/ communautaire qui voudraient également être formés sur la législation nationale et contribuer dans les activités de sensibilisation et de plaidoyer.
- La DNPEF, soutenue par les Nations Unies et d'autres partenaires techniques et financiers, a élaboré une stratégie nationale pour l'abandon du Mariage d'Enfants assortie d'un plan d'action budgétisé. Ce document qui doit désormais être officiellement publié, servira d'un document de référence aux interventions sur cette thématique et facilitera l'appropriation nationale des actions entreprises.
- La diffusion de la série télévisée sur des chaînes nationales est un premier pas, mais de nombreuses opportunités s'offrent pour l'utilisation des contenus produits (diffusions mobiles dans les communautés, diffusions en ligne...).

- La mobilisation des réseaux d'adolescents et jeunes peut être encore accrue en les associant au développement des nouveaux outils de changement des normes sociales.
- La synergie développée entre les différents réseaux d'Organisation de la Société Civile opérant dans les zones d'intervention du Programme ;
- L'existence d'un vivier de leaders traditionnels et religieux favorables à la lutte pour l'abandon des VBG dans les zones d'intervention du programme ;
- L'existence d'un cadre de concertation des leaders traditionnels et religieux sur les VBG et PN dans les zones d'interventions du programme.

## VIII. Pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes

Outre les bonnes pratiques innovantes déjà présentées dans le rapport 2020, on peut retenir pour l'année 2021 :

- L'élaboration avec les acteurs de l'école des chartes de bonnes pratiques pour prévenir les VBG dans le milieu scolaire a été très appréciée, y compris par la Coordinatrice Résidente des Nations Unies qui a exprimé lors de sa visite à Kayes sa volonté de voir la pratique de ces chartes mise à échelle. Des discussions ont été entamées avec les spécialistes du secteur de l'éducation pour que cette pratique soit reproduite, y compris dans des zones non ciblées par le programme Initiative Spotlight.
- Le recours aux organisations locales traditionnelles et aux us et coutumes lors des campagnes et des sessions de formation.
- La capitalisation des pratiques des acteurs locaux partenaires en matière d'organisation de campagne de d'information.
- La conception et distribution de gadgets inspirés des expériences et pratiques locales des communautés ainsi que la création de foras, groupes de discussion sur les médias sociaux.
- La sensibilisation de proximité avec des méthodes et outils inspirés des coutumes et pratiques locales (porte en porte, grins ou groupements)
- L'organisation « d'open spaces » avec les OSC de droits humains, des associations traditionnelles et des radios locales communautaires
- La création et l'animation de réseaux locaux de lutte contre les VBG et de plaidoyer qui échangent entre eux de manière virtuelle.
- Le réseautage national et sous régional des 40 formatrices et formateurs en élaboration de plans d'action qui intègrent les VBG, pratiques néfastes et SR et le cadre de suivi évaluation.
- La création des groupes WhatsApp pour les membres des différentes associations défenseurs de droits des femmes et droits de l'homme pour une meilleure communication et une synergie d'action

- La caravane mobile d'information et de vulgarisation des textes de loi a été une activité innovante car elle instaure une meilleure façon de travailler avec des partenaires nouveaux et diversifiés. Afin de s'adapter aux mesures barrières contre la COVID-19, les campagnes de sensibilisation ont été transformées en caravanes mobiles menées par des jeunes activistes sous le leadership des DRPFEEF qui traversent les villes en diffusant l'information sur les textes de loi. L'implication des jeunes activistes dans ces activités a apporté une diversité et un dynamisme qui n'était pas initialement prévu. Cette activité a eu une grande capacité de transformation et d'accélération de l'impact, celle-ci implique une meilleure façon de travailler avec des partenaires nouveaux et diversifiés. La dernière caravane organisée a rencontré un succès particulier au regard de l'intérêt suscité au sein de la population. L'innovation fut une rupture avec la pratique antérieure avec le potentiel de produire un impact positif significatif.
- Les jeunes, mobilisés dans le cadre de ces activités, étaient déjà des activistes qui prenaient des initiatives dans leurs communautés avec le besoin d'une connaissance plus approfondie sur les textes de loi mais aussi certains aspects pour la réponse et la prévention des VBG. Les Nations Unies ont pris l'option de renforcer ses capacités avant de leur accorder de petites subventions leur permettant d'organiser des mini caravanes dans leurs propres communautés. Ces jeunes pourront continuer à être activistes dans leurs communautés car ils auront acquis des connaissances et expériences à utiliser pour renforcer leurs actions. Ceci permet de valoriser et de renforcer des jeunes activistes (femmes et hommes) afin de créer une base solide d'alliés dans le plaidoyer national pour améliorer le cadre législatif.
- L'approche la plus illustrée en termes de bonne pratique dans le cadre du renforcement des mécanismes multipartites visant à prévenir et à lutter contre les VBG, les VFF et PN au courant de la période revue a été « l'Homme modèle », qui selon différents acteurs et actrices, a été utilisée dans différents contextes et environnements et a donné des résultats probants quant à l'engagement des hommes dans la prévention.

## IX. Communication et visibilité

### a) Aperçu global sur la communication

En mars 2021, sous la coprésidence de Monsieur l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union Européenne et de Mme la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies pour la MINUSMA, Coordonnatrice Humanitaire et Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies, une activité de plaidoyer de haut niveau a été organisée. Plusieurs hautes personnalités ont participé à ce plaidoyer : Madame la ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, les ambassadeurs des pays de l'Union Européenne, du Canada, des Etats-Unis, et des Chefs d'Agences bénéficiaires de l'Initiative Spotlight. Cette rencontre a été l'occasion de faire le point sur les avancées de la mise en œuvre du programme au Mali, de faire ressortir les défis et de recueillir les impressions des parties prenantes pour la suite des activités.

Au cours de la soirée, les efforts et les résultats probants du programme ont été salués par les participants. M. Bart Ouvry, Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union Européenne, a saisi l'opportunité pour remercier et encourager les acteurs clés de l'exécution des activités du programme. Il a aussi cité quelques points à améliorer notamment la visibilité des activités menées à l'intérieur du pays.

Mme Mbaranga Gasarabwe, Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies pour la MINUSMA, Coordonnatrice Humanitaire et Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies, a remercié l'UE pour ses efforts incessants à lutter contre les VBG au Mali. Elle n'a pas manqué de féliciter l'équipe du programme pour le travail abattu.

Quant à Mme Bintou Founé SAMAKE, ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, elle a exprimé toute sa satisfaction à l'endroit des initiateurs de l'Initiative Spotlight. Selon elle, le Mali avait besoin de la valeur ajoutée et de l'expertise conjointe de l'UE et des Nations Unies qui sont des pionnières dans la lutte contre les VBG.

Tout ce qui se rapporte à la femme mobilise les énergies et libère les initiatives. C'est dans cet esprit d'accompagnement de la bonne cause, celle des femmes à l'occasion de la célébration du 8 mars que le groupe événementiel « Africa Scène » à travers Bama'Art et son partenaire Initiative Spotlight ont organisé du 5 au 7 mars sur la place du Cinquantenaire un spectacle dédié à la fête de la femme. Il s'agissait de sensibiliser à l'abandon des violences basées sur le genre (VBG). Ainsi, trois jours durant, la femme a été magnifiée dans toute sa splendeur. Au cours de ce spectacle, l'équipe dirigée par Abou Djitteye et son partenaire Initiative Spotlight ont délivré des messages en faveur de l'abandon des VBG à travers la distribution de dépliants, l'organisation de jeux concours.

La célébration de la Journée des hommes engagés a permis de promouvoir l'engagement des hommes et des garçons pour l'abandon des Violences faites aux Femmes et aux Filles, la transformation des normes de genre, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et filles dans le monde afin de mieux impliquer les hommes et les garçons dans la commémoration du 08 mars, Journée Internationale des Femmes. Cette cérémonie a été présidée par le Monsieur le ministre de la Jeunesse et des Sports qui a reconnu que l'implication de tous les acteurs dans le processus est nécessaire. Il a exprimé son engagement à devenir, à partir de cet instant, un homme engagé pour le reste de sa carrière. Ce fut l'occasion pour le Ministre de démontrer à travers des exemples qu'il est un adepte de l'égalité des sexes : le respect du quota et l'emploi d'une femme chauffeur au sein de son département qui le conduit de temps en temps. Il a soutenu que le soutien du Gouvernement ne fera pas défaut à défendre davantage les droits des femmes/filles.

Les réseaux de jeunes CCNEJ et l'AEJT à travers les groupes WhatsApp et autres médias sociaux ont créé dans le cadre du programme « Initiative Spotlight » des campagnes digitales sur la santé de la reproduction, la protection de l'enfant et sur la COVID-19. Les agences de mise en œuvre du programme ont distribué aux bénéficiaires et partenaires des goodies visant à favoriser la visibilité du programme. Ces éléments sont conçus en respectant les spécificités de branding et de visibilité en mentionnant l'Union européenne, le Mali et les Nations Unies. Parmi eux, on peut retrouver l'édition de revues de presse, la production de matériels de visibilité. De plus, une communication sur les réseaux sociaux a permis la visibilité du programme. Celle-ci s'est établie au travers des réseaux sociaux de l'ONU au Mali et de ceux des différentes agences de mise en œuvre du programme. Une agence de communication a été recrutée pour :

- La conception des supports de visibilité (bâches, affiches, posters, gadgets...) ;
- La couverture et la coordination médiatiques des activités de campagne à Bamako et dans les quatre autres régions d'intervention du Programme ;

- L'animation en direct des plateformes multimédias tout au long des itinéraires des caravanes d'information, sensibilisation et le dispatching de textes et lois concernant les VBG et les droits des femmes.



*Caravane d'information et de sensibilisation de l'Initiative Spotlight lors des 16Days, Koulikoro (novembre 2021)*

Toutes les activités ont été couvertes par la radiotélévision nationale (ORTM) qui a l'avantage de couvrir l'ensemble du territoire avec plus de 10 millions d'auditeurs et téléspectateurs dont plus de 61 % de femmes et 57 % de femmes, selon une enquête sur la citoyenneté. Les radios libres nationales et régionales ont effectué des reportages et animé des débats sur les VBG et les genres avec les experts et activistes. Des blogueurs ont relayé les activités. Des Forums de discussion et d'information ont été animés et continuent sur WhatsApp. La Cellule de communication a relayé la campagne de Koulikoro qui a coïncidé avec les 16 jours d'activisme 2020. La presse écrite a été invitée aux activités : Eléments FASO Mali, Indépendant, Aujourd'hui, Infos Matin, Malijet, etc.

Une campagne de plaidoyer de haut niveau contre les Violences faites aux femmes et aux filles, initiée par les Nations Unies au Mali et la Délégation de l'Union Européenne à travers le Programme Initiative Spotlight a été mise en œuvre en partenariat avec le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille avec ses structures centrales et décentralisées, particulièrement le Programme National pour l'Abandon des Violences basées sur le Genre et les Directions Régionales de la Promotion de la Femme des Régions de Ségou, de Sikasso et celle du District de Bamako. Des actions phares ci-après ont été réalisées :

- Une conférence débat à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako qui a enregistré de nombreux étudiants et professeurs.
- Une conférence débat à l'Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée de Katibougou dans la région de Koulikoro.

- Une conférence débat à l'Université de Ségou
- L'animation d'un débat radiophonique et télévisé à Bamako sur le plateau de l'émission citoyenne Musoya® et diffusé sur les ondes de Joliba FM 105.0FM et Joliba TV News
- L'animation d'un débat radiophonique à Sikasso sur le plateau de Musoya®, diffusé en direct sur les ondes de la Radio KénéDougou.



Bintou Koné, 13 ans, élève participant à la conférence débat lors des 16Days Koulikoro (novembre 2021)

## b) Les messages clés développés

Dans les communications sur les réseaux sociaux, les réseaux de jeunes CCNEJ et AEJT ont développé le message suivant : « *Créer un cadre d'échange, de partage d'expériences entre jeunes et adultes : c'est ce que nous faisons dans le cadre du programme 'Initiative Spotlight'. Les adultes doivent s'impliquer et échanger avec les jeunes sur les thématiques les concernant (comme la santé de la reproduction et planification, mariages des enfants, excision, etc.). Un moment fort de discussions, de débats, et d'échanges, voilà un cadre qu'il faut bien continuer à promouvoir afin de répondre à toutes les questions concernant la jeunesse* ». Ce message a touché 3 948 personnes sur Facebook. La plateforme des jeunes engagés contre les VBG a développé dans le cadre de ses activités, le message suivant « *Je suis jeune et je m'engage pour un avenir sans violence basées sur le genre* ».

Pour les communautés locales :

- « *Notre Culture condamne les violences faites aux femmes et aux filles, Soyons en dignes !* »
- « *Le viol est puni par la loi. Si tu violes une femme, un homme, une fille ou un garçon, tu iras en prison !* »

- *A l'endroit des élus de la nation, des élus locaux et des autorités publiques :*  
« *L'initiative des lois appartient au Gouvernement et aux membres de l'Assemblée Nationale* »  
(Art. 75 de la Constitution)
- « *Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve pour chaque traité ou accord de son application par l'autre partie* » (Art. 116 Constitution du Mali)
- « *Responsables politiques et administratifs de la Nation, l'adoption d'une loi contre les Violences Basées sur le Genre ainsi que la relecture du Code de la Personne et de la Famille doivent figurer dans votre agenda à court terme ! Les femmes, nos mères, nos filles et nos sœurs comptent sur vous pour la garantie de leur intégrité physique et psychique !* »

### **c) Événements médiatiques et supports de visibilité**

Au départ, une campagne d'information et de dissémination des textes de loi contre les VBG et des instruments de droits des femmes et VBG a été lancée au niveau de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion et de la Faculté des Langues Appliquées et des Sciences Humaines avec plus de 1000 participants dont 715 étudiantes sous la présidence du Maire délégué de la commune V et en présence des responsables universitaires et des notabilités traditionnelles. Toutes les campagnes ont été lancées par des élus locaux. Les caravaniers ont été reçus par les Gouverneurs de régions pour la remise de messages clés et des kits d'information. Les événements ont été entièrement couverts par l'ORTM.

Des cérémonies de lancement ont été organisées pour le démarrage de l'implication des réseaux de jeunes dans les différentes zones visées par le projet tout en respectant les mesures sanitaires liées à la COVID-19. Ces cérémonies ont regroupé des leaders communautaires, des responsables des services étatiques et des personnes influentes des localités d'intervention du Programme. L'ensemble de ces activités a été diffusé sur les médias sociaux (Facebook, WhatsApp, Twitter...) ainsi que sur les médias locaux et les chaînes TV.

[http://malijet.com/la\\_societe\\_malienne\\_aujourd'hui/260166-programme-initiative-spotlight-session-de-renforcement-des-capac.html](http://malijet.com/la_societe_malienne_aujourd'hui/260166-programme-initiative-spotlight-session-de-renforcement-des-capac.html)

<https://www.facebook.com/HCRMali/videos/390722818848387/?t=85>

<https://fb.watch/7cTE7y45EQ/>

<https://www.google.com/url?sa=i&url=https%3A%2F%2Fasomali.com%2Flutte-contre-les-vbg-linitiative-spotlight-outille-des-associations%2F&psig=AOvVaw2qqJQGswvM-RrU25X6xFpa&ust=1628338636256000&source=images-&cd=vfe&ved=2ahUKEwihppahsJzyAhUWxuAKHdQaCwEQR4kDegQIARAZ>

**Prière trouver ci-après le lien Google drive**

<https://drive.google.com/drive/folders/1GDy0lpsHekiqufxUyQ5Zow6LEppVehVR?usp=sharing>



#### d) Campagnes

Dans le cadre des activités du programme Initiative Spotlight Mali, une caravane d'information et de vulgarisation des lois et textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes et filles a été organisée à Koulikoro parallèlement à la campagne mondiale des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles. Il s'agissait de la troisième caravane organisée dans le cadre de l'Initiative Spotlight, les deux premières ayant eu lieu respectivement à Bamako et à Ségou. A la suite de la caravane, les Nations Unies ont utilisé les canaux de communication des agences sur les réseaux sociaux afin de relayer l'information. Une vidéo produite à cet effet a été partagée sur les réseaux sociaux, notamment Facebook (UNHCR Mali) et Twitter (UNHCR Mali). La vidéo a également été disséminée sur la page Facebook de l'ONU au Mali :

<https://www.facebook.com/HCRMali/posts/2795372887349466>

Dans la ville de Kayes, la coalition régionale, à partir de la radio Alliance FM, a mené des activités de sensibilisation sur les violences sexuelles, conjugales, les droits des enfants, les mariages précoces et forcés et l'excision touchant ainsi plus de 3000 personnes.

Les organisations de jeunes collaboratrices des ONG partenaires ont mené des échanges

sur les réseaux sociaux WhatsApp, Facebook et Twitter. Le CCNEJ et l'AEJT, à travers les groupes WhatsApp et autres médias sociaux, ont créé dans le cadre du programme « Initiative Spotlight » des campagnes digitales sur la santé de la reproduction, la protection de l'enfant et sur la COVID-19. Les pages Facebook et les groupes WhatsApp ont servi d'outils de communication pour toucher le plus grand nombre de personnes.

## e) Histoires et récits de vie

### Les témoignages

**Président du Comité de Gestion Scolaire de l'école, Fah Kéita de Pélangana** affirme lors de l'atelier d'élaboration de la charte de bonnes pratiques pour prévenir les VBG à Bla : « La validation de cette charte de bonnes pratiques va certainement renforcer la quiétude des élèves surtout les filles à faire face aux études et à compter sur leurs propres compétences pour passer en classe supérieure. »

**Un élève de la 6ème année de Bougouni** dit : « Grace à cette mise en place des clubs d'élèves, j'ai appris beaucoup de chose que j'ignorais surtout sur l'excision car je pensais que même les docteurs le faisaient. J'ai compris que c'est une chose qu'on doit combattre. Je m'engage à partager l'information car ce sont nous les enfants qui seront les adultes de demain. C'est pourquoi, nous devons tout faire pour arrêter ces pratiques »

**Propos d'un leader féminin de Kabalé, commune rurale de Danderesso** : « Avec la sensibilisation, la pratique de l'excision a beaucoup diminué dans notre village. Les gens sont de plus convaincus des conséquences de l'excision. Sinon avant, on ne pouvait même pas aborder ce sujet devant nos maris. Malgré cette avancée, certains parents continuent à exciser leurs filles dans le silence. Je crois qu'avec ce projet les gens comprendront davantage et finiront par l'abandonner définitivement »

**Une femme de Sélenkégny** : « Ici, les hommes nous considéraient peu. Ils prenaient leur thé entre eux mais aujourd'hui, ils nous invitent à leur faire du thé, à jouer aux cartes. La vie est très agréable maintenant dans notre village ».

**Une femme de N'tjiba** ajoute : « Aujourd'hui mon mari m'a accompagnée à la foire, en me laissant, il m'a donnée de l'argent pour m'appuyer dans l'achat des condiments. J'étais tellement contente que j'ai appelé l'animatrice de l'APSEF pour la remercier. Même la radio, les hommes nous la prêtent pour que nous nous informons ».

**A Missabougou, un homme témoigne** : « Avant l'arrivée du projet, tous les jours et plus particulièrement les soirs, on entendait des cris de femmes, aujourd'hui c'est rare de voir des hommes battre leurs femmes ».

**Une responsable du groupement féminin de Kena dans la commune rurale de Nonkon** : « Battre les femmes qui était chose courante au sein de la communauté se trouve beaucoup réduit de nos jours. Les sensibilisations ont permis de diminuer les coups de main ainsi que les insultes entre époux et épouses ». Cette affirmation est confirmée par les DTC des CSCOM de Guiwoyo, Sébécoro et Nonkon.

**Un leader religieux musulman du village de N'Gonikoro, commune rurale de Didiéni** : « Le mariage des enfants n'existe nulle part dans les livres Saints »

**Un homme de Selinkegny :** « Nous avons vu que, hormis la production des spermatozoïdes, le port de la grossesse, les menstrues, les hommes et les femmes peuvent exécuter les mêmes tâches, c'est pourquoi j'appuie ma femme dans ses tâches ».

**Une femme du village de Dogoro, cercle de Kati** « Grâce aux sensibilisations auprès des hommes, les violences conjugales ont beaucoup diminué. Avant l'arrivée du projet, les femmes d'ici ressemblaient à des tam-tams sur lesquels les hommes pouvaient taper à tout moment sans crainte, aujourd'hui nous sommes en paix et cela peut se sentir sur notre corps, regardez comment ce corps brille ».

**Un leader communautaire de Diéma déclare, à propos de la communication dans les couples :** « Présentement, dans nos zones la parole est donnée à nos femmes en ce qui concerne la famille. Sinon, elle était mise à l'écart et n'avait pas de décision à donner même sur sa santé. C'est le mari qui décide si elle doit partir au centre de santé ou pas car le chef de famille qui finance et a le plein droit de faire ce qu'il veut de son argent. Donc certains ont compris que la femme et la fille ont le droit d'être protégées. Grâce aux activités que MPDL est en train d'exécuter dans nos communautés, qu'il y'a des communications entre parents et enfants et entre les deux parents concernant leurs droits. Ce qui a instauré un climat de paix dans les familles ».

**Un point focal de Diéma affirme :** « L'adoption de comportements positifs des parents vis-à-vis des enfants, 80 % des nouveaux nés sont enregistrés dès leurs naissances et leurs actes de naissance retirés. De plus, Les parents sont de plus en plus résolus à laisser leurs enfants terminer leurs études et à réduire des charges des filles et leur déscolarisation ».

**Un point focal du village de Djoulafoundo déclare :** « Avant, les parents n'accordaient pas d'importance à la scolarisation de leurs enfants surtout celle des filles, mais aujourd'hui tous les enfants de plus de 5 ans sont scolarisés et suivis. Malgré qu'ils se plaignent du coût élevé de la scolarisation, les parents s'efforcent à subvenir aux besoins scolaires de leurs enfants même les filles ».

**Un mari modèle déclare** « Une fille qui faisait la 4ème année dans notre village avait été prise de force par un prétendant, il l'avait hébergée pour faire d'elle sa femme. Lorsque j'ai appris la nouvelle, j'ai alerté le directeur de l'école et nous sommes venus chercher la fille, elle continue ses études aujourd'hui. C'est grâce aux renforcements de capacités reçus par APSEF ».

**Déclaration du point focal de Bossofala, Kati,** « J'ai une sœur, on a fait subir à sa fille, un type d'excision très atroce. Elle a saigné abondamment et en est morte. Tout le village était touché par ce malheur. Après ce drame, dans notre famille, nous avons eu deux filles et nous avons décidé de ne pas les exciser. Elles ont 12 ans aujourd'hui et elles ne se comportent pas mal. Le projet avec APSEF est venu nous conforter dans notre décision. »

**Mah Founé Sidibé, Chargée des Affaires Sociales, RENADJEF :** « Cet atelier a été une grande réussite pour nous puisqu'il nous a situés par rapport à nos activités et nos approches tout en renforçant nos capacités de mener à bien notre mission de lutte contre les VBG, un sujet tabou au Mali. Nous avons été « mis à jour » par rapport à la connaissance des catégories de VBG, les causes et conséquences des VBG ainsi que les questions de prises en charge à partir d'un plan d'action et d'un budget élaboré selon les normes de genre. Nous avons surtout apprécié de découvrir les instruments de droits, aussi bien au niveau national qu'au niveau international dont le Mali est auteur ou adhérent et que nous pouvons invoquer, surtout nous les femmes, pour réclamer une meilleure protection contre les VBG. Nous avons aussi acquis

*des connaissances claires sur les procédures de décision des institutions publiques qui nous gouvernent et des mécanismes par lesquels nous pouvons passer pour échanger avec elles et influencer leur prise de décision nous concernant. Je me sens maintenant mieux préparée et motivée à m'engager davantage dans la lutte contre les VBG et le plaider pour que le projet de loi sur cette question soit rapidement adopté par le Conseil National de Transition ».*

**Mamoutou Konaté, AMDH Bamako :** « *L'atelier a été fructueux puisque ça nous a permis de beaucoup nous améliorer. Il y a beaucoup de choses que nous ignorions mais nous sortons grandis de cet atelier. On doit changer de comportement. En plus des causes et conséquences des VBG, j'ai également appris ce qu'est la planification et comment savoir qu'un budget est sensible au genre, même des notions de l'école telles que les institutions de la République qui ont été révisées. A la sortie de cet atelier mon premier devoir consistera à retourner ce que j'ai appris aux autres membres de l'association. Je vais changer de comportement et faire en sorte qu'autour de moi il n'est plus de VBG. Je vous remercie ainsi que les initiateurs de cet atelier ».*

**Diawoye Diabaté, 1er secrétaire au développement du RECOTRADE, Bamako :** « *Je tiens tout d'abord à remercier l'Initiative Spotlight. J'ai été très édifié sur les VBG que beaucoup croyaient être une affaire des femmes. La réalité c'est que même les hommes sont victimes de violences. Je m'engage solennellement à défendre les personnes violentées, surtout les femmes et les filles qui sont les plus vulnérables, et à véhiculer le message puisque c'est le manque d'information qui est la cause de beaucoup de maux dans nos sociétés »*

**Doussou Traoré, présidente WILDAF, Kayes :** « *J'ai beaucoup apprécié les modules dispensés durant ces jours d'atelier à leur juste valeur. Tous les thèmes étaient intéressants surtout la connaissance des acteurs institutionnels stratégiques qui sont incontournables dans l'adoption de loi et les prises de décisions en faveur des personnes survivantes des VBG. J'ai appris pour une première fois l'importance du réseautage et comment animer efficacement un réseau, malgré mes nombreuses participations à des ateliers sur les VBG. J'ai appris également ce que c'est que le plaider que nous confondons avec les négociations.*

*A la sortie de cet atelier les nouvelles connaissances acquises vont me servir « d'armes de guerre » dans mon travail de lutte contre les VBG. Je crois pour cela que c'est un devoir pour moi une fois de retour dans ma structure de faire la restitution auprès de mes collègues. J'ai été aussi convaincue que la population malienne doit se battre pour chercher la bonne information autour de ce sujet qui est la lutte contre les VBG pour mieux peser dans la lutte pour son éradication dans notre société.*

*Enfin, si vous permettez, je lance un appel à nos dirigeants et aux partenaires, comme les Nations Unies et l'Union Européenne pour qu'ils soient à l'écoute de la population, du village à la région en passant par le village et la commune, et donnent les moyens aux acteurs pour toucher tous les maliens. C'est tous, ensemble que nous pouvons mieux lutter contre les VBG qui ne doivent pas être acceptés ou tolérés dans notre société traditionnellement respectueuse des femmes, des enfants et des personnes vulnérables ».*

**Boubacar Sidiki Ouédraogo, Secrétaire Général du Haut Conseil Islamique de Kayes :** « *Au terme de cet atelier, j'ai revisité certaines choses que je croyais savoir sur les VBG, avec les échanges sur la typologie des VBG. J'ai beaucoup appris sur le réseautage et le plaider/Lobbying qui sont nécessaires en matière de lutte contre les VBG. Je passerai l'information c'est à dire que je ferai la restitution auprès de la base et, mieux encore, au niveau des imams pour qu'ils sensibilisent dans leur prêche dans les mosquées, ils passeront la bonne information. Je pense que la population malienne doit se regrouper autour des acteurs de défense des droits pour atteindre les objectifs de bien-être dans la société dans laquelle nous vivons, sans VBG.*

*Quant à nos dirigeants, je leur demanderai d'être attentifs aux différentes préoccupations de la population par rapport à ce fléau qui prend de l'ampleur dans notre société, surtout avec la pauvreté des ménages, la maladie de la Covid-19 et la situation d'insécurité généralisée ».*

**A Sagabala**, un participant dit ceci « *Moi je suis totalement d'accord que les causes de la pratique de l'excision ne peuvent être que d'ordre traditionnel. Soyons objectifs, l'une des plus grandes valeurs de l'islam est celle de n'infliger aucune violence à l'être humain, or l'excision est d'une violence inouïe. Au vu et au su de toutes ses conséquences, il est vraiment temps d'arrêter »*

**A Didiéni** « *Au Bélé Dougou, nous sommes très conservateurs des traditions et nous sommes des pratiquants de l'excision, mais acceptons aussi que nous sommes des ignorants, surtout sur la question d'excision qui est restée tabou jusqu'aujourd'hui. Nous devons y réfléchir au vu de toutes de ses conséquences qui ne laissent personne indifférent »*

**Dans le village de Fassa**, toujours dans la commune Guiwoyo, un homme a refusé de donner sa fille en mariage malgré toutes les tentatives, parce qu'elle n'a pas atteint ses dix-huit (18) ans.

**A Tiemabougou**, une fille de quatorze (14) ans a confié qu'elle a refusé de se marier parce qu'elle a appris les conséquences du mariage d'enfant à travers les causeries éducatives sur les conséquences du mariage avant 18 ans à l'école.

**A Ouarabougou** lors d'une causerie, un homme a fait un rappel en revenant sur le fait que l'acte de naissance est le premier droit de l'enfant permettant de l'identifier. Selon lui, tout le monde doit en faire une priorité. La preuve, la scolarité de ses enfants a failli être compromise.

**Mère d'un nouveau née et membre du club des mères à Tenneni** « *J'ai régulièrement participé aux activités des ONG qui nous parlent des VBG. Ce qui m'a le plus marqué c'est le lien entre ce que nous faisons subir aux enfants (l'excision) et leur vie d'adulte future. Aujourd'hui nous sommes quelques femmes dans le village avec des nouvelles nées ou des fillettes non encore excisées, parce qu'on a l'habitude de le faire en groupe. Mais franchement avec les sensibilisations reçues et les accidents survenus sur nos filles pendant l'excision tel qu'expliqué par les ONG, et l'impact sur la vie des femmes, je ne sais pas pourquoi, mais j'ai pris peur un peu. Je ne pense pas que je ferai exciser mes dernières filles. En réalité, c'est une pratique que nous faisons pour ne pas paraître différent des autres, mais tout ce qui est dit comme raison, n'est plus fondé. Si on dit que ça réduit la libido, et que je regarde le comportement des adolescents qui sont excisés aujourd'hui vis-à-vis de la sexualité, je me dis donc, à quoi bon de le faire si cela n'a aucun impact sur les comportements mais plutôt des risques sur la vie future. Dans le village nous sommes nombreuses à vraiment nous poser cette question »*

**Un membre du comité de lutte contre les VBG dans le village de Kaffa** : « *Je suis en couple depuis quelque année, mais, nous sommes nombreux à vivre des difficultés dans vie sexuelle avec nos maris qu'on n'ose pas rapporter à quelqu'un. Cela varie d'une personne à l'autre. Ça peut être de la peur de la sexualité due à des traumatismes passés, ou même des problèmes de sentiments due à l'excision. Avec les explications que nous avons reçues des animatrices des ONG qui passe dans nos villages, chacun essaye de discuter avec elles de leur problème de manière personnelle et elles nous orientent vers les personnes qui peuvent nous aider à mieux comprendre notre problème. Au-delà de cela, savoir même que ce que je vis peut s'expliquer par telle ou telle chose, aide déjà à comprendre et à résoudre son*

*problème. En tout cas, on ne peut pas finir d'expliquer ce que nous avons gagné dans le travail des ONG sur les VBG, parce qu'il y a beaucoup de choses que même les hommes qui étaient très difficiles à convaincre ou dur avec leur épouse dans notre village, sont maintenant un peu plus compréhensifs. Ils ne le disent pas directement mais on le sent dans leur façon de faire ».*

**Le Directeur de l'INSTAT lors de la restitution de l'étude sur la collecte des données VBG :** « *On ne peut que remercier le programme Initiative Spotlight. Je pense que nous avons individuellement participé çà et là à des formations sur le Genre, mais à ma connaissance c'est la première fois qu'un partenaire vient vers nous pour améliorer notre façon de travailler sur une thématique donnée. Je pense que même si mes agents ne sont pas des experts sur les VBG, aujourd'hui avec le partenariat que nous avons autour de l'Initiative Spotlight, ils pourront mener aisément des études sur la question des VBG, de leurs normes et standards. Aujourd'hui il y a ce que nous appelons les statistiques émergentes (genre, gouvernance, environnement) dans lesquels nous statisticiens n'avons pas nécessairement les compétences de base pour faire une analyse pointue. Alors nous sommes très heureux que ce problème soit définitivement résolu par le Programme Initiative Spotlight en ce qui concerne spécifiquement le volet Genre/VBG ».*

**Le Directeur de la radio partenaire du Programme Initiative Spotlight dans la région de Sikasso :** « *Notre histoire porte sur notre entrée progressive dans la thématique VBG jusqu'à notre expertise aujourd'hui sur les VBG grâce au Programme Initiative Spotlight. En fait, nous sommes du secteur privé et on a travaillé avec le Programme Initiative Spotlight et ses partenaires sur les questions de VBG, seulement comme des partenaires. On organise des émissions sur les VBG afin de sensibiliser les communautés. Mais ce qui est intéressant, est que nous même avons gagné dans ce partenariat. J'avoue qu'au début on faisait des émissions sur le Genre et les VBG sans avoir les arguments nécessaires pour convaincre nos auditeurs d'y assister. Avec la collaboration du Programme Initiative Spotlight, nous connaissons maintenant les questions de Genre, de VBG et nous communiquons maintenant sur la question, grâce au renforcement de capacités et à force d'effectuer ce travail ».*

**Un leader bénéficiaire du programme :** « *Si je dois parler des bienfaits du projet sur les VBG, ça va au-delà des VBG. En réalité, chaque village ou groupement qui participe à ces activités de lutte contre les VBG a appris comment nous pouvons nous organiser dans le futur pour résoudre un problème existant. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'associations dans nos localités, mais se mettre ensemble pour comprendre un problème, définir les missions, donner des responsabilités aux membres, est un exemple qui nous donne des leçons. Ainsi la capacité organisationnelle et son mode de fonctionnement est un impact positif du Programme Initiative Spotlight. A cela je peux ajouter les changements d'attitudes généralisés face aux VBG, qui est induit rien que par l'existence de ce groupement. Il est vrai que le comité villageois pour l'abandon des VBG et pratiques néfastes ne fera pas d'acte extrême vis-à-vis de quelqu'un mais tout le monde dans ce village comprend que désormais certains comportements vis-à-vis de la fille, de la femme, ne sont plus acceptables, sinon tu te fais indexer ».*

## Quelques récits

**Récit d'une fille qui a échappé à un mariage d'enfants, cercle de Kolokani :** « *Je suis AT écolière âgée de 16 ans classe 8ème année de l'enseignement fondamental, je suis membre du club d'enfants de mon village<sup>5</sup>. Durant la fermeture des classes à la suite de la grève des enseignants, mon père décida de me donner en mariage à un cousin trois fois plus âgé que moi. Etant membre de club d'élève de mon village j'ai reçu d'amples informations sur les violences basées sur le genre, le mariage des enfants et l'excision. Connaissant bien les*

conséquences de ces pratiques je me suis opposée farouchement à la décision de mon père. Ma mère qui avait aussi participé aux séances de causeries dans les groupements féminins s'est aussi farouchement opposée à cette décision. Mon papa furieux, obligea ma mère à user de tout son pouvoir afin de me convaincre d'accepter, au risque de nous voir mère et filles renvoyées de la maison. Ma mère refusa et alla voir un point focal femme de notre village et l'informa. Elle a demandé à ma mère de faire recours à l'ONG TAGNE<sup>6</sup> qui s'occupe des cas de ce genre, notamment des cas de mariage des enfants. C'est ainsi que l'animatrice de l'ONG, les membres du comité d'éveil et d'alerte, les points focaux et le communicateur traditionnel formé du village après plusieurs rencontres avec mon père sont parvenus à le convaincre de renoncer à l'idée de vouloir me déscolariser et marier de force. Je salue l'implication de toutes ces personnes qui m'a permis d'échapper à ce mariage. Je continue mes études je ne ménagerais aucun effort pour soutenir mes pairs qui seront dans les situations pareilles ».

**Récit d'une fille d'une fille de 15 ans :** « Je suis DS, j'ai 15 ans. Mes parents sont divorcés. Je vivais avec ma mère qui travaille dans un placar non loin de Bamako. Comme elle rencontrait des difficultés à nous nourrir, elle m'a envoyée à Bamako. Ça fait 4 ans que je travaille. A chaque fin de mois, j'apporte mon salaire à ma mère. Cette fois-ci en y allant au niveau d'Attbougou, j'ai croisé un groupe de jeunes. Il y a deux qui se sont adressés à moi je n'ai pas répondu. Furieux, l'un deux a saisi mon bras et l'a collé à mon dos jusqu'à ce que ça se casse. J'ai entendu le bruit mais après ils ont pris la fuite. J'ai poursuivi mon voyage sur Touréla. Ma mère est retournée avec moi et on est allé voir un tradipraticien qui a scellé mon bras traditionnellement. Avec ma mère, on est venu voir une personne qui travaille à l'APSEF, nous avons ensuite été à la police qui a cherché les jeunes en vain jusqu'à présent on a trouvé aucune trace d'eux. C'est parce que je suis pauvre que ce problème m'est arrivé. Les recherches continuent avec la police et le suivi est fait par APSEF qui nous rend compte au fur et à mesure ».



« **Une orpheline de 9 ans** vit avec sa tante maternelle. Un jour, une pièce de cent francs s'est égarée dans la chambre où vivent la tante, ses enfants et l'orpheline. Les soupçons de la tante furent portés sur l'orpheline. Elle lui demanda à maintes reprises si elle a pris l'argent, celle-ci jura par tous les noms qu'elle n'a pas vu l'argent. Elle n'a pas cru au dire de la fille. Ainsi, elle brula la paume de l'orpheline à l'aide d'une braise tout rouge. Grace à l'intervention de l'APSEF qui a été saisi par le point focal de Kati Samakébougou les soins médicaux de cette orpheline ont été assurés. La tante a été interpellée ».

5 Le nom du village est tu pour des raisons de sécurité de la fille

6 Partenaire de mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight

## f) Photos



*Participant/es à la fin d'une session de formation des membres CGS, AME, APE sur les VBG à Danderesso, Rencontre de dialogue intergénérationnel, cercle de Sikasso (juin 2021)*





Formation des cadres de la police nationale sur la PBSG à Sikasso



Remise de matériels informatiques aux réseaux des OSC





Festival « BAMA Art » spécial 8 mars sous le thème : ensemble, engageons dans la lutte contre toutes formes de violences faites aux femmes et aux filles au Mali



Dîner de haut niveau organisé le 12 mars 2021



Remise du passeport MenEngage des jeunes au représentant de CARE



Les autorités entrain de signer la banderole d'engagement de la JIHE

Voir les images sur le lien ci-après :

[https://drive.google.com/drive/folders/1tjQSMSxf\\_VTMkB1ct1ikl14pUyIW7SiQ?usp=sharing](https://drive.google.com/drive/folders/1tjQSMSxf_VTMkB1ct1ikl14pUyIW7SiQ?usp=sharing)

Toile d'engagement signée pour la masculinité saine et positive



*TAGNE 2021- Photo de famille conférence débats sur les VBG, SR, MGF, mariage d'enfants dans les écoles, Kolokani*



©UNICEF Mali/2021/Keïta- Yaya Samaké point focal de l'ONG APSEF Mali sensibilise les habitants du quartier de Sénou sur les pratiques néfastes et les formes de violence envers les filles et les femmes, y compris les mariages d'enfants, les Mutilations Génitales Féminines (MGF), Bamako, République du Mali, mars 2021



APSEF 2021 Kati-Commémoration de la Journée Internationale de la Fille



©UNICEF Mali/2021/Keïta- Aminata Maïga, 13 ans, élève en classe de 7ème année et membre du Club d'élèves à l'école de Niamakoro Sirabakoro un quartier de Bamako. Elle est en train de sensibiliser les autres élèves de sa classe sur les conséquences néfastes de l'excision et les mutilations génitales chez les filles, République du Mali, mars 2021.



©UNICEF Mali/2021/Keïta-Un groupe de jeunes filles en train de fabriquer le savon, le cadre de la prise en charge et de l'autorisation de la fille afin de lutter contre les violences basées sur le genre (VGB), le projet Spotlight à travers l'ONG APSEF a équipé et former des jeunes déscolarisées sur le processus de fabrication du savon dans le quartier de Dianeguella, Bamako, République du Mali, mars 2021.



©UNICEF Mali/2021/Keïta- Aminata Maïga, 13 ans, élève en classe de 7ème année et membre du Club d'élèves à l'école de Niamakoro Sirabakoro un quartier de Bamako. Elle est en train de sensibiliser les autres élèves de sa classe sur les conséquences néfastes de l'excision et les mutilations génitales chez les filles, République du Mali, mars 2021.



TAGNE Mali/2021- Célébration des 16 jours d'activisme contre toutes les formes de VBG à Kolokani



© APSEF Mali/2021- Fora de plaidoyer sur les VBG dans les communes de dans les communes de Siby, Sobra, N'Tjiba, cercle de Kati.



© ASSAFE-Atelier de plaidoyer à l'endroit des leaders musulmans sur l'abandon des VBG dans les 5 communes d'intervention du projet à Bla.



CAEB 2021- Un mari model aidant sa femme à cuisiner à Sogola (Bougouni).

## X. NEXT STEP

Pour l'année 2022, les partenaires de mise en œuvre du programme Initiative Spotlight doivent se focaliser sur les recommandations issues de la revue à mi-parcours, notamment :

- Poursuivre les activités de la Phase1 du programme et la capitalisation des leçons apprises et les bonnes pratiques.
- Renforcer les partenaires et affiner les approches communautaires pour le démarrage de la Phase 2 jusqu'au 31 décembre 2022.
- Renforcer les capacités des hauts fonctionnaires de l'Etat et les élus au niveau local sur l'intégration des VBG, des VFF dans les programmes de développement.
- Mettre en place un mécanisme national multipartite inclusif pour coordonner et suivre les activités visant à prévenir et à répondre aux VBG.

- Tenir des plaidoyers auprès des autorités de la transition, du CNT/Assemblée, et/ou du Gouvernement qui sera mis en place afin d'assurer l'affectation de fonds et de personnels dévoués à la mise en œuvre des programmes.
- Mettre en place et/ou redynamiser le cadre de concertation institutionnel des Conseillers Techniciens Genre.
- Renforcer les capacités des défenseurs des droits des femmes sur la budgétisation sensible au genre.
- Mettre à échelle, les chartes de bonnes pratiques comme une approche innovante.
- Renforcer les capacités des leaders religieux pour pallier les résistances identifiées et valoriser les approches telles que la catégorisation des MG.
- Accompagner les coalitions des chefs traditionnels et religieux pour mener des plaidoyers auprès des décideurs afin de soutenir les actions en faveur de l'adoption de la loi contre les VBG.
- Appuyer les mouvements stratégiques féminins mis en place notamment les réseaux d'OSC, les femmes vivant avec un handicap, avec le VIH et celles vivant avec l'albinisme pour mener des plaidoyers de haut niveau en faveur des actions du programme.
- Rendre fonctionnel la base de données nationale sur les VBG ;
- Mener en permanence des plaidoyers soutenus par les citoyens titulaires de droits dans le temps et dans l'espace visant à pousser les pouvoirs publics, à reconnaître et respecter leurs obligations en matière de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles ainsi qu'aux groupes victimes de discriminations croisées.
- Mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation des One Stop Center.
- Intensifier la communication communautaire autour des One Stop Center et des services de prise en charge ;
- Accompagner le gouvernement dans l'administration et la mise à l'échelle de la base de données nationale VBG ;
- Mobiliser des ressources complémentaires pour le pilier 5 portant sur le développement des statistiques fiables au Mali.

## Annexe A

## Mali Annex A 2021

Outcome 1 Summary table					
Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes
	Legal age of marriage				
Indicator 1.1 Laws and policies on VAWG/HP in place that adequately respond to the rights of all women and girls, including exercise/ access to SRHR, and are in line with international HR standards and treaty bodies' recommendations.	0.75	0.50	0.75	0.00	Although there may be an overall evolution in perceptions, the law unfortunately has not evolved between last year and now. The laws remained somewhat static in 2021 due to the existence of the parliament in the country because of the political situation. That's why we think that there has been a setback
	Parental Authority in Marriage				
	0.50	0.50	1.00	0.00	
	Parental Authority in Divorce				
	0.50	0.50	0.50	0.00	
	Inheritance rights of Widows				
	0.50	0.50	0.50	0.00	
	Inheritance rights of Daughters				
	0.50	0.50	0.50	0.00	
	Laws on Domestic Violence				
	0.75	0.75	0.75	0.00	
	Laws on Rape				
	0.50	0.50	0.50	0.25	
Laws on Sexual Harassment					
0.75	0.25	0.75	0.25		
	National level				
Indicator 1.2 National/and/or sub-national evidence-based, costed, and funded action plans and M&E frameworks on VAWG/HP are in place that respond to the rights of all women and girls and are developed in a participatory manner.	Evidence-based Costed Participatory Development	Evidence-based Costed Participatory Development	Evidence-based Costed Funded M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based Costed Participatory Development	At the national level, we can mention the holistic national strategy to end GBV, the action plan of the Resolution 1325 as well as the national program to fight against GBV (PNVBG), which are frameworks and budgets with clear monitoring and evaluation objectives
	Sub-National Level				
	Does not apply/ there is no plan	Does not apply/ there is no plan	Evidence-based Costed Funded M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Does not apply/ there is no plan	
Indicator 1.3 Laws and policies are in place that guarantee the ability of women's rights groups, autonomous social movements, CSOs and women human rights defenders/feminist activists to advance the human rights agenda.	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes, Mali has a law allowing freedom of association, which is applicable to all groups including women's rights defenders

Mali Annex A 2021

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes
	Developed or Strengthened				
Indicator 1.1.1 Number of draft new and/or strengthened laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination developed that respond to the rights of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination and are in line with international HR standards, within the last year.	0	1	1	5	Since August 2020 Mali has been experiencing political instability which has led to a military coup and the dissolution of the National Assembly. Ainsi, la question des lois au Mali n'a pas nécessairement évolué.
Indicator 1.1.4 Number of women's rights advocates with strengthened capacities to draft legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination, within the last year.	0	80	0	300	The 250 women's rights organizations have all been strengthened in capacity, on human rights issues, legislation, advocacy, etc.
	Parliamentarians				
Indicator 1.1.5 Number of Parliamentarians and staff of human rights institutions with strengthened capacities to advocate for, draft new and/or strengthen existing legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination and implement the same, within the last year.	0	20	0	70	With the dissolution of the national assembly, capacity building has been focused on women's rights organizations, with a total of 200 people trained
	Women Parliamentarians				
	0	6	0	21	
	Human Rights Staff				
	0	25	90	90	
	Women Human Rights Staff				
	0	7	110	26	
	National				
Indicator 1.2.1 Number of evidence-based national and/or sub-national action plans on ending VAWG developed that respond to the rights of all women and girls, have M&E frameworks and proposed budgets within the last year.	Evidence-based Programs & activities costed M&E Plan	Evidence-based Programs & activities costed M&E Plan	<i>See comment box for reporting list of action plans</i>	Evidence-based Programs & activities costed M&E Plan Needs of ALL women & girls	Action Plan: the national holistic strategy document to combat GBV, Sector: VAW, Over reporting Evidence-Based Costed M&E Plan Needs of All & Girls
	Sub-National				Action Plan: 1325 national action plan, Sector: VAW/ Conflict resolution, Over reporting period: Evidence-Based Costed M&E Plan Needs of All Women and Girls
	Does not apply/ there is no plan	Does not apply/ there is no plan	<i>See comment box for reporting list of action plans</i>	Does not apply/ there is no plan	
	Government Officials				
Indicator 1.2.2 Number of key government officials with strengthened capacities to draft and costed action plans on ending VAWG and accompanying M&E frameworks, within the last year.	0	30	140	106	Various corporate officers were trained in 2021 (police officers and others)
	Women Government Officials				
	0	8	55	31	

## Mali Annex A 2021

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes	
Indicator 1.3.1 Number of draft laws and/or policies developed that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda, within the last year.	0	1	1	4	With the political situation in Mali having led to the fall of the president of republic and dismissal of the parliament, the adoption of laws or policies has not been effective. However, the Ministry of Gender is maintained as one of the key ministries by the new regime in power.	
Government Officials demonstrate awareness						
Indicator 1.3.3 Number of key government officials with increased awareness of human rights standards and obligations and strengthened capacities to develop laws and policies that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda, within the last year.	0	30	210	106	Though training and training evaluation, evidence has been captured on this issue	
	those Officials who participate in developing laws & policies					
	0	14	60	49		
	Women Government Officials demonstrate awareness					
	0	9	10	32		
	Women Officials who participate in developing laws & policies					
0	4	60	15			
Women Human Rights Defenders demonstrate awareness						
Indicator 1.3.4 Number of women human rights defenders with strengthened capacities to contribute to the development of laws and policies that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda.	0	80	200	300		
	Contribute to developing laws and policies					
	0	25	200	100		

## Mali Annex A 2021

Outcome 2 Summary table						
Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes	
Coordination Mechanism ?						
Indicator 2.1 Existence of a functioning regional, national and/or sub-national coordination and oversight mechanisms at the highest levels for addressing VAWG/HP that include representation from marginalized groups.	No	No	No	Yes	In spite of the institutional changes, including the military coup, the Ministry in charge of GBV has always been maintained as a ministry by highest authorities in the country. This shows the increasing importance given to this institution and the issue of gender and GBV	
Is there a national budget allocation?						
Indicator 2.2 Percentage of national budget being allocated to the prevention and elimination of all forms of VAWG/HP.	No	Yes	Yes	Yes	Given the political and security context, as well as the military coup, the government of Mali is practicing budgetary restraint. Therefore, the budget allocated to the fight against GBV has hardly changed (It has remained stable with external contributions from development partners).	
	What is the percentage of national budgets being allocated?					
	0	0.60%	1.00%	1.00%		
Health						
Indicator 2.3 Extent to which VAWG/HP is integrated in 5 other sectors (health, social services, education, justice, security, culture) development plans that are evidence-based and in line with globally agreed standards.	Medium integration	High integration	Medium integration	High integration	All the documents (plan, sectoral strategy) integrate the gender issue in a transversal way, without making it the final goal. In other words, the gender issue is effectively covered	
	Education					
	Low integration	Medium integration	Medium integration	Medium integration		
	Justice					
	Low integration	Medium integration	Medium integration	Medium integration		
	Security					
	Low integration	Medium integration	Medium integration	Medium integration		
	Social Services					
	No integration	Low integration	Medium integration	Low integration		
	Culture					
No integration	Low integration	Low integration	Low integration			

## Mali Annex A 2021

Output Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes
Indicator 2.1.1 Number of institutions that develop strategies, plans and/or programmes to prevent and respond to VAWG, including for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination.	0	0	2	12	We can mention two national policy documents that were developed in 2021 and that include the gender dimension in their content. These are the new national youth policy, and the action plan for the new Reproductive Health Directorate (ONASR)
Indicator 2.1.2 Internal and external accountability mechanisms within relevant government institutions in place to monitor GEWE and VAW/HP.	No	Yes	Yes	Yes	As an existing mechanism in Mali for monitoring gender issues, there is a gender focal point in each ministry. At a more global level, we have the PNVBG (National Program to fight against GBV).
	Health				
Indicator 2.1.3 Number of strategies, new plans, and programmes of other relevant sectors (health, social services, education, justice, security, culture) that integrate efforts to combat VAWG developed in line with international HR standards, within the last year.	0	0	1	0	Although various actions are underway in various sectors, the year 2020 and 2021 have been marked by political instability in Mali, which has meant that several initiatives have not yet been completed.
	Education				
	0	0	0	0	
	Justice				
	0	0	0	0	
	Security				
	0	0	0	0	
Social Services					
0	0	0	0		
Culture					
0	0	0	0		
	Government Officials				
Indicator 2.1.8 Number of key government officials with strengthened capacities to integrate efforts to combat VAWG into the development plans of other sectors, within the last year.	4	18	1,759	60	Given the political and security context, as well as the military coup, the government of Mali is practicing budgetary restraint. Thus, the share of the budget allocated to the fight against GBV has hardly changed (it has remained stable with external contributions from development partners). These figures are therefore 0 for 2021.
	Women Government Officials				
	2	9	536	30	

## Mali Annex A 2021

Indicator 2.2.1 Multi-stakeholder VAWG coordination mechanisms are established at the highest level and/or strengthened, and are composed of relevant stakeholders, with a clear mandate and governance structure and with annual work plans, within the last year.	Composed of relevant stakeholders with a clear mandate and governance structure with annual work plans	Composed of relevant stakeholders with a clear mandate and governance structure with annual work plans	Established at the highest level Composed of relevant stakeholders with a clear mandate and governance structure with annual work plans	Composed of relevant stakeholders with a clear mandate and governance structure with annual work plans	Mali has mechanisms in place at the highest level to coordinate GBV issues. We have a ministry in charge of gender issues. We also have a national program to fight against GBV (PNVBG)
Indicator 2.2.2 Proportion of national and sub-national multi-stakeholder coordination mechanisms in place that include representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination.	3	1	3	3	The objective of the project was not necessarily to create new mechanisms but to focus on each mechanism indicated in the Baseline (CLAPN, CRAPEN) in order to energize them and keep them functional and sustainable (for each milestone a mechanism had to be targeted)
Indicator 2.2.3 Numbers of national and sub-national multi-stakeholder coordination mechanism that are costed.	4	1	2	4	Name of Mechanism: Le Comité d'Action pour l'Abandon des Pratiques Néfastes (CRAPEN) and CLAPEN, Sector: All sectors are covered, : Sub-National
	National Level Meetings				
Indicator 2.2.4 Number of meetings of regional, national and/or sub-national multi-stakeholder coordination mechanisms, within the last year.	2	3	6	12	The CRAPENs hold at least quarterly meetings, so 24 meetings for all the CRAPENs of 7 regions (without the Kidal region)
	Sub-National Level Meetings				
	2	2	24	8	
Indicator 2.3.1 Proportion of dedicated and multi-sectoral programmes developed that include proposed allocations of funds to end VAWG, within the last year.	0%	75%	25%	100%	There are various GBV programs, whose actors are grouped together in the GBV cluster. However, the multi-sectoral and large-scale program that is supposed to gather all the stakeholders is the PNVBG (National Program to Fight GBV).
	Parliamentarians				
Indicator 2.3.2 Number of Parliamentarians with strengthened knowledge and capacities to hold relevant stakeholders accountable to fund and implement multi-sectoral programmes to address VAWG, within the last year.	0	30	0	120	Due to political instability, Mali's parliament was dissolved in 2020, so there was no strengthening of the parliament in 2021
	Women Parliamentarians				
	0	2	0	14	

## Mali Annex A 2021

Indicator 2.3.3 Number of key government officials with greater knowledge, capacities, and tools on gender-responsive budgeting to end VAWG, within the last year.	0	25	42	106	
	0	10	58	40	
Indicator 2.3.4 Number of women's rights advocates with greater knowledge and capacities on gender-responsive budgeting to end VAWG.	0	70	58	250	

Outcome 3 Summary table					
Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1 Percentage of people who think it is justifiable for a man to (subject) beat his wife/intimate partner.	47.0 %	47.0 %	47.0 %	45.0 %	According to DHS 2016, 47.00% of MEN think it is justifiable for a man to beat his wife/intimate partner violence and 79.00% of WOMEN think it is justifiable for a man to beat his wife/intimate partner. The indicator is not measured in the annual basis because it is an Outcome indicator. No milestones data for this indicator.
	Female Genital Mutilation				
Indicator 3.2 a) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl to FGM (in areas where FGM takes place).	74.5 %	74.5 %	75.00 %	73.0 %	Data for child marriage not available; earliest available data is planned for EDSM 2023.
	Child Marriage				
b) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl child marriage.					

## Mali Annex A 2021

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1.1 Existence of a draft new and/or strengthened Comprehensive Sexuality Education in line with international standards	Yes	Yes	No	Yes	All efforts with the Ministry of Education to develop key modules of the program to integrate into the training curricula of teachers, health and social workers were not successful. The reason for this is that the Ministry of Education has not agreed to work on the subject of Reproductive Health given the context of the country.
	In-School Programmes				
Indicator 3.1.2 Number of young women and girls, young men and boys who participate in either/ both in- and out of school programmes that promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours and exercise of rights, including reproductive rights, within the last year.	0	90,000	38,962	300,000	44,664 persons (16,594 girls, 19,366 boys, 3,350 women and 2,352 men) participated in school-based programs (including student club activated) to promote norms, attitudes and behaviors related to gender equality and the exercise of their rights, including the reproductive health rights of adolescent girls, the increased risks of GBV related to COVID 19 and prevention measures.  84,752 persons (including 22,710 girls, 16,210 boys, 24,592 women and 21,240 men) participated in programs in the same areas as above, but outside of school (including in health facilities, girls-women spaces, young girls-and boys' spaces).
	In-School Programmes Girls				
	0	60,000	19,594	200,000	
	In-School Programmes Boys				
	0	30,000	19,368	100,000	
	Out-of-School Programmes				
	0	90,000	38,920	300,000	
	Out-of-School Programmes Girls				
	0	60,000	22,710	200,000	
Out-of-School Programmes Boys					
	30,000	16,210	100,000		

## Mali Annex A 2021

	National and/or Sub-National Level				
Indicator 3.1.3 Number of national and/or subnational programmes developed for inclusion in educational curricula to promote gender equitable norms, attitudes, and behaviours, including targeting young women and girls, young men and boys facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	1	1	6	1	<p>Name of Programme : Good practice charters on GBV "Chartes de bonnes pratiques sur les VBG", including LNOB ? : No,</p> <p>Name of Programme : Cartoon on FGM "Leçon modèle sur les VBG", including LNOB ? : No,</p> <p>Name of Programme : Cartoon on FGM "Bande dessinées sur les MGF", including LNOB ? : No,</p> <p>Name of Programme : Comic book on GBV "Bande dessinées sur les mariages d'enfants", including LNOB ? : No,</p> <p>Name of Programme: Awa's comic strip on FGM "Bande a Awa sur les MGF", including LNOB? : No,</p> <p>Name of Programme: Awa's comic strip on child marriage and other GBV "Bande a Awa sur les Mariages d'enfants et autres VBG", including LNOB ? : No</p>
Indicator 3.2.1 Number of women, men, girls, and boys who regularly attend community programmes to promote gender-equitable norms, attitudes, and behaviours, including in relation to women's and girls' sexuality and reproduction, within the last year.	0	180,000	1,074,722	600,000	<p>At least 1,074,722 people have been reached by the different information and awareness sessions in the program's intervention areas. As a result of these information and education activities on the harmful consequences of GBV, at least 755 child marriages and 445 FGM were prevented in Kayes, Koulikoro, Segou and Bamako. These results are the result of combined effectiveness of the actions of community focal points, awareness and alert committees, members of groups of husbands, student clubs and the media, whose capacities have been strengthened.</p>
Indicator 3.2.4 Number of communities with advocacy platforms established and/or strengthened to promote gender-equitable norms, attitudes, and behaviours, including in relation to women and girls' sexuality and reproduction.	8	150	72	600	<p>A total of 72 new communities have established new advocacy platforms. Around 40 new community based GBV prevention and control mechanisms were set up in 2021 in Sikasso and Segou regions, respectively, with the new partnerships established with the NGOs CAEB and ASSAFE. In addition to these mechanisms, other mechanisms such as men and boys' networks, awareness, and alert committees on all forms of GBV and model husbands' clubs continue to operate. Approximately 27 new men's and boys' networks have been set up and strengthened to advocate within communities.</p> <p>The platforms established in the Kayes, Koulikoro regions and Bamako District are also functionals.</p>

## Mali Annex A 2021

	National and/or Sub-National Level				
Indicator 3.2.5 Number of campaigns challenging harmful social norms and gender stereotyping, including of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination, developed, and disseminated during the past year.	0	1	5	6	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Campaign Title: Information campaign on GBV to change negative social norms such as FGM, child marriage and other GBV was launched on national and international TV channels. The series is called "Danse Inlassable" or "Don ni Dongama"; Sector: Health, Education, Protection, Social Development, Traditional Communicators, Media, Young Actors in from communities, Communication Channel: TV, Radio, social media/Online, Community mobilization</li> <li>• Campaign Title: Commemoration of the International Day of Zero Tolerance to FGM, 06 February 2021 in Bamako and in the Spotlight regions of intervention, Sector: Health, Education, Protection, Social Development, Traditional Communicators, Media, Young Actors in from Communities, Communication Channel: TV, social media/Online, Community mobilization</li> <li>• Campaign Title: Commemoration of the International Day of the Girl Child on October 11, 2021, in Bamako and in the Spotlight regions, Sector: Health, Education, Protection, Social Development, Traditional Communicators, Media Young Actors in from communities, Communication Channel: TV, social media/ Online, Community mobilization</li> <li>• Campaign Title: Commemoration of the 16 days of activism against violence against girls and women in Bamako and in the regions of Spotlight Interventions. Sector: Health, Education, Protection, Social Development, Traditional Communicators, Media, Young Actors in from Communities, Communication Channel: TV, Radio, social media/Online, Community mobilization</li> <li>• Campaign Title: Theatre forum campaign in the 4 regions and the district of Bamako where the Spotlight Initiative intervenes to inform and sensitize communities on female genital mutilation (FGM), child marriage, rape and sexual harassment including in schools, denial of resources, services and opportunities for girls and women by instilling knowledge and skills for the abandonment of these practices and the use of care services for survivors. Sector: Health, Education, Protection, Social Development, Traditional Communicators, Media, Young Actors in from Communities, Communication Channel: TV, Radio, social media/Online, Community mobilization</li> </ul>
Indicator 3.2.6 Number of networks of men and boys developed and/or strengthened to advocate against VAWG and stand for promoting gender equitable values and behaviours during the past year.	0	24	27	42	Approximately 27 new networks of men and boys have been established and strengthened to advocate within communities.

## Mali Annex A 2021

Indicator 3.3.3 Number of news and other media stories/reports that sensitively report on VAWG and GEWE more broadly, in the last year.	0	0	8	18	Journalists and traditional communicators already trained in Year 1 of the project continue to make positive communications on gender issues in order to reduce GBV in the spotlight intervention areas.
	Journalists				
	0	15	49	55	
	Women Journalists				
Indicator 3.3.4 Number of journalists with strengthened capacity to sensitively report on VAWG and GEWE more broadly.	0	7	16	27	In addition to the 49 journalists (33 men and 16 women) and 140 traditional communicators (103 men and 37 women from different castes), who are very much listened to by the community, who have already been trained in the regions on the treatment and dissemination of information on GBV, women's and girls' rights, reproductive health. They have already been trained in the regions on treatment and dissemination of information on GBV, women's and girls' rights, reproductive health, positive social norms, and the reporting of GBV in accordance with the established guidelines in order to convey positive messages on gender equality, the need to adopt positive behaviors, attitudes, and practices and to abandon practices that are harmful to the health and well-being of girls, women, men, and boys.
	Decision Makers				
	0	60	136	100	
	Women Decision Makers				
Indicator 3.3.5 Number of key informal decision makers and decision makers in relevant institutions with strengthened awareness of and capacities to advocate for implementation of legislation and policies on ending VAWG and for gender-equitable norms, attitudes and behaviours and women and girls' rights, within the last year.	0	30	26	50	A total of 136 key decision makers (including 26 women and 110 men) capacities have been reinforced in 2021, to advocate for stopping violence against women and girls.

## Mali Annex A 2021

Outcome 4 Summary table						
Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes	
	Reported					
Indicator 4.2 a) number of VAWG cases reported to the police ; b) number of cases reported to the police that are brought to court. and c) number of cases reported to the police that resulted in convictions of perpetrators.	800	300	1,500	200	It should be noted that in Mali, mediation within the community (between the victim and the perpetrator) are areal obstacle to the evolution of cases towards a conviction, because even at the court level, mediation continues to have an influence	
	Brought to Court					
	20	25	75	80		
	Convictions					
	15	30	20	100		
	MIS					
Indicator 4.3 A dedicated VAWG management information system (MIS) is in place at national level which can measure number of women/girl victims/survivors of violence that have received quality, essential multi-sectoral services.	No	No	Yes	Yes	Mali has a group of actors (NGOs and others) grouped together to feed the GBVIMS (Gender Based Violence Information Management System) platforms	
	Developed					
Indicator 4.1.3 Existence of national guidelines or protocols that have been developed and/or strengthened in line with the guidance and tools for essential services.	No	Yes	Yes	Yes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Protocol for the management of survivors of GBV, Developed</li> <li>• The training manual for agents in charge of the management of GBV survivors, Developed</li> </ul>	
	Government Service Providers					
Indicator 4.1.4 Number of government service providers who have increased knowledge and capacities to deliver quality and coordinated essential services to women and girl survivors of violence, within the last year.	0	60	200	140	UNFPA as part of the care of survivors to strengthen in 2021 the capacity of 541 people all corporation (health provider, police, justice, etc.)	
	Women Government Service Providers					
	0	15	110	52		
	Women's Rights Organizations					
Indicator 4.1.5 Number of women's rights organizations who have increased knowledge and capacities to deliver quality, coordinated essential services to women and girls' survivors of violence, within the last year.	0	40	25	100		
	LNOB					
	0	0	0	0		
	Grassroots					
	0	20	25	70		

Mali Annex A 2021

Number of Networks identified at Baseline						
Indicator 4.1.8 Number of local networks established among authorities and communities to prevent and respond to VAWG that include adequate representation of women and girls facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	20	52	40		
a) Girls with Knowledge of ES						
Indicator 4.2.1 Number of women and girl survivors of violence that have increased <b>KNOWLEDGE</b> of a) to quality essential services, and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery within the last 12 months.	0	10,000	1,254	40,000	Given the nature of the survivors, most of whom come from conflict-affected areas, they face multiple forms of discrimination. Also, the same groups that benefit from training are also those that are accompanied in the long term, Survivors (women and girls) from part of the Segou region of Mali, who groups suffering from multiple forms of GBV	
	a) Women with Knowledge of ES					
	0	10,000	4,500	40,000		
	b) Girls with Knowledge of longer term services					
	0	59,000	5,400	179,000		
	b) Women with Knowledge of longer term services					
0	20,000	4,500	60,000			
a) Girl with Access to ES						
Indicator 4.2.2 Number of women and girl survivors/ victims and their families, including groups facing multiple and intersecting forms or discrimination, that have increased <b>ACCESS</b> to a) to quality essential services and b) accompaniment/ support initiatives, including longer-term recovery services, within the last 12 months.	0	5,000	1,790	20,000	In terms of access, it is estimated that 9540 survivors had access to the services and almost half of the group was willing to benefit from a medium and long term support.	
	a) Women with Access to ES					
	0	5,000	4,670	20,000		
	b) Girls with Access to Recovery Services					
	0	45,000	2,650	139,000		
	b) Women with Access to Recovery Services					
0	50,000	4,800	139,000			
Strategies Designed						
Indicator 4.2.3 Existence of strategies for increasing the knowledge and access to services for women and girls, including groups facing multiple and intersecting forms of discrimination.	No	Yes	Yes	Yes	Mali has a holistic national strategy to fight against GBV, which is quite inclusive and also targets marginalized groups likely to be victims of GBV. This strategy is a huge progress in the fight against GBV in Mali.	
	Strategies Designed that include LNOB					
	No	No	No	Yes		

## Mali Annex A 2021

Outcome 5 Summary table						
Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2021	Results for Reporting Period (2021)	Target	Reporting Notes	
	Reported					
Indicator 5.1 Existence of globally comparable data on the prevalence (and incidence, where appropriate) of VAWG/HP, collected over time.	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes, Mali has a mechanism to monitor GBV cases over time. This is done through GBVIMS, which compares data over time. We can also mention the Malikunafoni database. Although it is not dedicated to GBV, this database also allows us to compare data over time. The Demographic and Health Survey (DHS) also collects indicators on GBV and allows us to compare data over time.	
	Yes	Yes	Yes	Yes		
	IPV					
Indicator 5.2 Existence of publicly available data, reported on a regular basis, on various forms of VAWG/HP (at least on intimate partner violence, non-partner sexual violence, harmful practices when relevant, and trafficking and femicide) at country level.	No	Yes	Yes	Yes	Yes, Mali has a mechanism to monitor GBV cases over time. This is done through GBVIMS, which compares data over time. We can also mention the Malikunafoni database. Although it is not dedicated to GBV, this database also allows us to compare data over time. The Demographic and Health Survey (DHS) also collects indicators on GBV and allows us to compare data over time.	
	FGM					
	No	Yes	Yes	Yes		
	Child Marriage					
	No	Yes	Yes	Yes		
Femicide						
	No	No	No	No		
Indicator 5.1.1 Number of National Statistical Offices that have developed/adapted and contextualized methods and standards at national level to produce prevalence and/or incidence data on VAWG.	No	Yes	Yes	Yes	Under the coordination of UNFPA and with funding from the Spotlight Initiative, the National Institute of Statistics of Mali has been strengthened in terms of GBV data collection methods (design and collection).	

## Mali Annex A 2021

Indicator 5.1.2 A system to collect administrative data on VAWG/HP, is in place and in line with international standards, across different sectors.	No	Yes	Yes	Yes	In coordination with the Ministry of Women's Promotion (Ministry of Gender), a database (web application) has been set up and should integrate all GBV data from different sectors.
	National Statistics Officers				
Indicator 5.1.3 Number of National Statistical Officers who have enhanced capacities to produce data on the prevalence of VAWG/HP, and incidence where appropriate, within the last year.	0	15	60	80	An international consultant hired under the Spotlight Initiative strengthened the capacity of about 60 statistical officers in Mali
	Women National Statistics Officers				
	0	5	15	20	
	Knowledge products				
Indicator 5.2.1 Number of knowledge products developed and disseminated to the relevant stakeholders to inform evidence-based decision making, within the past 12 months.	0	2	3	7	Sector : KAP (Knowledge/ Attitude and Practice, Topic : VAW, Title : Réalisation d'une enquête CAP Initiale pour le Projet Spotlight : CONTRIBUTUER A L'ACCES DES FEMMES ET DES FILLES SURVIVANTES DE VIOLENCE A DES SERVICES DE PRISES EN CHARGE INTEGREE A TRAVERS L'INTEGRATION DU MODELE « ONE STOP CENTER » dans les cercles de Ségou et San, (Région de Ségou) Mali Sector : KAP (Knowledge/ Attitude and Practice, Topic : VAW, Title : Enquête Connaissances Attitudes et Pratiques sur les MGF/E et les mariages d'enfants dans 80 villages des districts sanitaires de Kayes Yélimané et Diéma
	Government Personnel				
Indicator 5.2.3 Number of government personnel, including service providers, from different sectors with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year.	0	35	45	110	Most of the people reinforced on data issues in 2021 were from the statistics sector
	Women Government Personnel				
	0	5	20	20	
Indicator 5.2.4 Number of women's rights advocates with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year.	0	34	0	118	Capacity building is mainly aimed at experts in the field of statistics in 2021, but not necessarily at women's rights movements.

## Mali Annex A 2021

Outcome 6 Summary table					
Outcome Indicator	Baseline		Results for	Target	Reporting Notes
Indicator 6.2 Extent to which there is an increased use of social accountability mechanisms by civil society in order to monitor and engage efforts to end VAWG.	0	5	1	5	In 2021, 2 networks of civil society organizations organized a national advocacy workshop in favor of the adoption of the law on GBV
Indicator 6.3 Proportion of women's rights organizations, autonomous social movements and CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, report having greater influence and agency to work on ending VAWG.	0	20	250	50	We note that 20% of the 250 civil society organizations are youth organizations, 50 youth organizations; These organizations all represent groups of people experiencing various form of violation.
Indicator 6.1.1 Number of jointly agreed recommendations on ending VAWG produced as a result of multi-stakeholder dialogues that include representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	5	5	20	The 5 actions plans that came out of the 5 CSO networks that were set up could be counted as the result of a consensus
Indicator 6.1.2 Number of official dialogues about ending VAWG with relevant government authorities that include the full participation of women's rights groups and relevant CSOs, including representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	1	1	3	5	We can say that in 2021 there were 3 frameworks of dialogue that involved the government. The advocacy made in Segou by the 5 networks, a round table that was organized, as well as the high level advocacy that involved the leaders, (including the government)
Indicator 6.1.4 Number of women's rights groups, networks and relevant CSOs with strengthened capacities to network, partner and jointly advocate for progress on ending VAWG at local, national, regional, and global levels, within the last year.	0	20	250	100	Spotlight Programmed has worked to strengthen the capacity of 250 civil society organizations on various issues
Indicator 6.2.1 Number of supported women's right groups and relevant CSOs using the appropriate accountability mechanisms for advocacy around ending VAWG, within the last year.	0	20	250	100	It is worth mentioning that the 05 networks (composed of more than 250 CSOs) set up in 4 regions and the district of Bamako have been strengthened on the concepts of gender and GBV, advocacy, communication, and resource mobilization

## Annexe B

### Matrice des risques

Risk Assessment	Probabilité : Presque certaine - 5 Probable - 4 Possible - 3 Improbable-2 Rare - 1	Impact : Extrême - 5 Majeur - 4 Modéré - 3 Mineur - 2 Insignifiant - 1	Surveillance des risques :		Addressing the Risk :	Personne / unité responsable
			Périodicité	Source pour la surveillance		
<b>Risques contextuels</b>						
1. Risque d'instabilité liée au conflit avec forte probabilité d'affecter les zones d'intervention du Spotlight Initiative	Possible-3 (augmentation d'un niveau)	Modéré – 3	Trimestrielle-ment	Agence UN d'exécution/ Partenaires de mise Œuvre (ONG partenaires)	<p>En 2021, la détérioration de la situation sécuritaire a persisté. On a noté une insécurité grandissante dans certaines zones ciblées du Programme Initiative Spotlight à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou liée à la présence des bandits armés. Exemple : Insécurité dans certaines parties de la région de Koulikoro, notamment dans les communes de Sagabala, Sebecoro, Massantola et Didiéni dans le cercle de Kolokani liée à la présence des bandits armés. Ce risque a été mitigé à travers les mesures ci-dessous prises : <b>Suivi et prise en compte permanente de la situation sécuritaire</b> : Assurer d'informer régulièrement les autorités locales, régionales et nationales sur la présence de bandits armes dans certains villages d'intervention et adapté la programmation des actions en conséquence : éviter de se déplacer la nuit, éviter de se déplacer seul. Toujours s'informer de la situation sécuritaire auprès des autorités locales, régionales, nationales avant d'aller sur le terrain.</p> <p><b>Reduction des mouvements de terrain</b> : Pour ce qui est des 4 régions du PIS affectées par cette insécurité grandissante du a la présence de bandits armés, certaines OSC ont été obligées de changer et de redéployer le personnel dans des zones plus sécurisées (base). Par exemple, à Danderesso, le personnel affecté n'a pas pu rester sur place à cause de la présence de bandits armes dans ce village. L'équipe a été redéployée à Sikasso comme base. Cette restriction de mouvement a quelques fois retardé la mise en œuvre de certaines activités, ce qui peut bien justifier l'extension de la durée de phase I du programme.</p>	Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies, RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste Chef d'agence.

<p><b>2. Risque d'inadaptation du cadre législatif et politique : Non harmonisation de la législation nationale avec les conventions internationales, non-insertion des textes ratifiés dans le Journal Officiel, la mise en avant des règles de la coutume au détriment du droit.</b></p>	<p>Très Probable - 4</p>	<p>Modéré - 3</p>	<p>Semestriel</p>	<p>Agence UN d'exécution/ Partenaires de mise Œuvre (ONG partenaires)</p>	<p>L'équipe du programme SI Mali envisage de mitiger ce risque à travers une série d'action dont les 2 plus importantes sont :</p> <p><b><u>Un Plan de renforcement de l'Assemblée Nationale élaboré</u></b> : afin de garantir l'obtention des résultats du programme relatifs au cadre légal et législatif, un plan de renforcement des capacités de l'Assemblée Nationale pour permettre aux parlementaires de mieux comprendre les textes internationaux ainsi que leurs rôles dans l'harmonisation de l'environnement législatif avec les normes et standards internationaux en matière d'égalité de genre : Les piliers 1 et 2 du programme disposent de certaines activités qui réduiront cet obstacle.</p> <p><b><u>La mise en œuvre de la feuille de route pour l'adoption de la loi VBG</u></b> : En appui aux actions de renforcement de capacités des acteurs institutionnels devant voter la loi, il est crucial d'effectuer un travail de plaidoyer, d'information/sensibilisation et de mobilisation communautaire. Cette mobilisation devra s'appuyer sur une compréhension par les communautés, leaders religieux influents, leaders communautaires, parents, jeunes, hommes et femmes de médias et les familles du contenu du texte de loi VBG. Ce texte devrait faire l'objet de discussion du niveau village/quartier au niveau national pour faciliter son adoption. Renforcer l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux ratifiés par le Mali : 1- Actualiser l'état des lieux des instruments internationaux ratifiés par le Mali(répertoir) ; 2-Evaluer l'état de mise en œuvre des instruments ; 3-Plaidoyer pour rendre conforme la législation nationale aux instruments internationaux ratifiés.</p>	<p>RCO/ Experts des agences/M&amp;E Spécialiste Chef d'agence.</p>
--	--------------------------	-------------------	-------------------	---	---	--

<p><b>3. Risque d'accès limité aux infrastructures routières rendant difficile l'accès aux villages</b></p>	<p>Possible - 4</p>	<p>Modéré - 3</p>	<p>Trimestriellement</p>	<p>Agence UN d'exécution/ Partenaires de mise Œuvre (ONG partenaires)</p>	<p>Pour les difficultés d'accès liées au programme dues aux infrastructures routières les mesures de mitigation ont été les suivantes : Renforcer le travail d'harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux ratifiés par le Mali : 1-Actualiser l'état des lieux des instruments des internationaux ratifiés par le Mali(répertorier) ; 2-Evaluer l'état de mise en œuvre des instruments 3- Plaidoyer pour rendre conforme la législation nationale aux instruments internationaux ratifiés <b><u>Renforcement de la communication avec les partenaires de terrain :</u></b> Toutes les agences impliquées dans la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight ont des partenaires de mise en œuvre présentes sur le terrain. Une des stratégies utilisées par les agences pour mitiger l'impossibilité d'accès de certaines zones est de renforcer la communication avec les partenaires (Réunion hebdomadaire/mensuelle). <b><u>Mises à disposition des matériels roulants adaptés aux zones d'interventions aux OSC partenaires sur fond UNICEF :</u></b> pour le travail sur le pilier 3 (prévention et transformation des normes sociales), une présence physique régulière auprès des membres des communautés villageoises est nécessaire. UNICEF a prévu dans son plan de travail et plan supply 2020- 2021 la mise à disposition de 35 motos aux OSC partenaires pour mitiger ce risque. D'autres équipements roulants adaptés sont en cours d'achat.</p>	<p>RCO/ Experts des agences/ M&amp;E Spécialiste Chef d'agence.</p>
<p><b>4. Risque d'absence de tribunaux dans les régions pour rendre justice</b></p>	<p>Presque Certain - 5</p>	<p>Major - 4</p>	<p>Trimestriellement</p>	<p>ONG partenaires, structures de l'Etat</p>	<p><b><u>Mise en place de mécanismes communautaires d'alerte des VBG :</u></b> Le programme a mis en place des mécanismes communautaires tels que les comités d'éveils et alerte sur les VBG, les clubs d'élèves, les clubs des maris modèles, les groupements d'adolescentes déscolarisées/non scolarisées, les jeunes et adolescents mis en réseaux sur les réseaux sociaux pour mieux communiquer sur les VBG. Les membres de ces mécanismes communautaires en plus des journalistes modernes et communicateurs traditionnels formés sur la prévention, le référencement des cas de VBG contribuent à mitiger ce risque. <b><u>Intensification des activités de terrain des ONG partenaire au sein des ménages/communautés :</u></b> Tous les partenaires de mise en œuvre basée sur le terrain, ont dans leur plan la sensibilisation et le référencement des cas de VBG vers les services de prise en charge appropriés, la porte d'entrée juridique et judiciaire incluse. 1-Renforcer la présence des services judiciaires itinérante et ad-hoc ; 2-renforcement de capacités de parajuristes, des acteurs du système d'alerte précoce y compris les médias communautaires</p>	<p>Experts des agences</p>

<p><b>5. Risque de la persistance d'un environnement anti – droits (extrémisme violent, expansion des groupes armés) qui se traduit par un faible capacité d'action des défenseurs des droits, en particulier dans les zones d'instabilité.</b></p>	Possible - 4	Modéré - 3	Trimestriel- lement	ONG partenaires, structures de l'Etat	<p><b><u>Conduite d'étude au niveau local afin de mieux comprendre les communautés et les questions VBG avant intervention</u></b> :</p> <p>Afin d'impacter réellement sur l'environnement d'intervention, des études ont été menées pour mieux comprendre le contexte et utiliser de nouvelle approche d'intervention.</p>	RCO/ Experts des agences/ M&E Spécialiste
<p><b>6. Les normes sociales et de genre qui imposent aux femmes et filles survivantes de VSBG une "loi du silence" limite l'identification et favorise l'impunité des auteurs</b></p>	Probable - 4	Modéré - 3	Trimestriel- lement	ONG partenaires, structures de l'Etat	<p><b><u>Intensification des mécanismes communautaire de dénonciation</u></b> :</p> <p>la dénonciation des cas des VBG a été démystifiée avec des mécanismes communautaires mise en place et fonctionnel. Les membres des comités d'éveils et d'alertes sur les VBG, les membres des clubs d'élèves, les adolescentes déscolarisées, non scolarisées, les membres des clubs des maris modèles tous/toutes renforcés sur la prévention, la référence, les premiers secours psychologiques assurent la gestion des cas, la dénonciation et la référence des survivant/es vers les services de prise en charges appropriés.</p> <p><b><u>Les One Stop Center installés de plus proches des victimes</u></b> :</p> <p>Ces centres qui intègrent tous les volets d'accompagnement des survivantes sont installés de plus en plus proches vers les communautés et des ONG partenaires sensibilisent les communautés pour y recourir.</p> <p><b>Signature de protocoles d'accord avec les structures de sante à base communautaire pour offrir les services à base communautaire aux survivant/es</b> : En vue de mitiger ce risque, les OSC partenaires de l'UNICEF ont signé des protocoles de partenariats avec les structures de santé à base communautaires (CSCOM et CSRef) permettant aux survivant/es de bénéficier de services de prise en charge de proximité là où les One Stop Center ne sont pas disponibles</p>	RCO/ Experts des agences/ M&E Spécialiste

<p><b>7. Crise mondiale ou régionale empêche la mise en œuvre ou entraîne des circonstances atténuantes</b></p>	<p>Probable - 4 (augmentation d'un niveau)</p>	<p>Mineur - 2</p>	<p>Trimestrielle-ment</p>	<p>ONG partenaires, structures de l'Etat</p>	<p>L'année 2021 a vu la continuité de la propagation de la pandémie du COVID 19 qui a obligé à revoir les stratégies d'intervention et à les adapter à ce contexte. Alors les mesures suivantes ont été prises :</p> <p><b>Identification de ressources au niveau national pour mener certaines activités :</b> Conscient que la Covid-19 est un potentiel risque mondial, l'équipe SI a travaillé de sorte à pouvoir compter sur les ressources humaines locale pour la conduite de certaine action initialement prévue pour l'expertise internationale.</p> <p><b>Prospection de possibilité logistique :</b> Les équipes des Operations des agences ont activé leur réseau afin de rendre possible l'acquisition de vaccins contre le COVID 19. La population malienne a commencé la vaccination en 2021 même si elle reste réticente à l'utilisation desdits vaccins.</p> <p><b>Mitiger l'impact de la covid-19 sur le programme :</b> Le programme a initié la mise en œuvre de certaines activités à travers des rencontres virtuelles (zoom) notamment les ateliers de validation de différentes études et évaluation réalisées pendant cette période notamment l'étude de répertoire et d'évaluation des capacités des OSC et groupes de défenses des droits des femmes.</p> <p>En lieu et place des campagnes de masse, les médias ont été largement utilisés et les actions de communication interpersonnelles multipliées pour atteindre les résultats escomptés. Une grande partie des activités terrain ont pu être réalisées en présentiel grâce à l'impact de la vaccination et le levé de tabou sur la question du COVID grâce aux différentes sensibilisations de la population.</p>	<p>RCO/Experts des agences/ M&amp;E Spécialiste</p>
---	--	-------------------	---------------------------	--	---	---

## Programmatic risks

<p>8. Risque que l'efficacité du programme ne soit compromise par la capacité limitée des partenaires de mise en œuvre.</p>	Possible - 3	Mineur - 2	Mensuelle	ONG partenaires, structures de l'Etat	<p>La prévention du manque de capacité des partenaires a été fait à travers :</p> <p><b>Renforcement des capacités des IPs</b> : Des sessions de renforcements des capacités des partenaires de mise en œuvre du programme pour mieux comprendre les objectifs et résultats attendus ainsi que les guidances en matière de communication et suivi évaluation du programme ont été organisées les 13 et 14 mai 2020.</p> <p><b>OSC partenaires de UNICEF</b> ont été formées sur la collecte et la gestion des données : Ce renforcement de capacité a permis d'assurer un suivi et rapportage de qualité des interventions de L'Initiative Spotlight. Ainsi, les animateurs, assistants/coordonateurs ont compris l'importance de la gestion d'information, le suivi des indicateurs du projet et leurs rôles respectifs. Ces partenaires se sont familiarisés avec les fiches de collecte des données, les fiches de compilation pour les assistants/coordonateurs et les fiches de monitoring pour le chargé de projet. <b>Les techniques de rapportage sur les changements d'attitudes, de comportements et de pratiques ont été privilégiées pour remplacer les habitudes de rapportage sur le processus.</b></p> <p><b>1- Renforcement de capacités des partenaires à travers des réunions de planification, de cadrage méthodologique, d'animation d'espace de concertation et de suivi de la mise en œuvre des activités. 2- Evaluation et capitalisation des acquis ; 3- Gestion des connaissances Les partenaires d'exécution UNFPA ont été appuyés et leurs capacités renforcées pour un bon déroulé des activités planifiées. Dans ce cadre la formation sur le suivi évaluation ainsi que sur les procédures financières ont été relâchées.</b></p>	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
---	--------------	------------	-----------	---------------------------------------	---	---

Risques liés au fait de ne pas terminer les activités/ atteindre les résultats prévus et de laisser le travail inachevé.	Possible - 3	Modéré - 3	Trimestrielle-ment	Agence UN d'exécution/ Gouvernement/ Partenaires de mise Œuvre (ONG partenaires)	Le risque lié à la possibilité de ne pas terminer la mise en œuvre du programme sera mitigé par : Un suivi de proximité de la mise en œuvre des activités par les différents partenaires et l'élaboration et l'exécution des plans d'accélération afin d'achever la réalisation des activités prévues.	RCO/ Experts des agences/ M&E Spécialiste
9. Les fonds ne sont pas dépensés au niveau optimal en raison des limites et des goulots d'étranglement de la capacité d'absorption au niveau national	Improbable - 2	Mineur - 2	Trimestrielle-ment	Agence UN d'exécution/ Partenaires de mise Œuvre (ONG partenaires)	<p><b>Le risque lié aux sous dépenses des fonds a été prévu pour être mitigé par :</b></p> <p>La diversification des partenariats ainsi que l'exécution directe de plusieurs activités par les agences elles-mêmes. Ce qui est une démarche qui réduit en partie ce risque. Pour une complémentarité, des fonds d'autres projets et programmes UNFPA ont permis de renforcer les acquis et d'assurer une mise échelle des interventions dans les régions directement affectées par la crise.</p>	RCO/Experts des agences/ M&E Spécialiste
10. Risque de manque de financement pour poursuivre et consolider les résultats du programme des services à la fin du financement de la présente initiative	Possible - 3	Modéré - 3	Trimestrielle-ment	Agence UN d'exécution/ Partenaires de mise Œuvre (ONG partenaires)	<p>Pour la mobilisation de ressources les actions de mitigation entreprise dans la période en question sont les suivantes : <b>Identification de nouveaux créneaux de financement lié à l'impact de la Covid19 sur les VBG</b> : l'équipe du Mali a conduit des études prouvant un lien entre les VBG et la Covid-19 afin de pouvoir mobiliser des ressources complémentaires au programme Initiative Spotlight :</p> <p><b>La complémentarité des programmes avec les programmes existant des agences, ainsi le partenariat avec les structures de l'Etat</b> : A la fin du programme Spotlight, l'Etat devait disposer de capacités nécessaires pour continuer d'où la signature de plusieurs partenariats avec les structures Etatiques.</p>	RCO/Experts des agences/ M&E Spécialiste

<p><b>11. Capacités et connaissances acquises par les différentes parties prenantes dans le cadre de l'Initiative (gouvernement, société civile, etc.) non traduites en actions de transformation</b></p>	<p>Improbable - 2</p>	<p>Mineur - 2</p>	<p>Trimestrielle- ment</p>	<p>ONG partenaires, structures de l'Etat</p>	<p>Toutes les agences ont été responsabilisées pour le suivi des outcome. Cependant l'action ci-dessous devait pouvoir réduire l'impact de cela :</p> <p><b>Mise en place d'un mécanisme de Suivi/évaluation intégré :</b> 1-Evaluation, capitalisation des acquis, gestion des connaissances et une mise à échelle des bonnes pratiques Le Suivi des effets/outcome aussi bien dans jotform que dans les Rencontres des points focaux M&amp;E contribuera à réduire ce risque.</p>	<p>RCO/Experts des agences/ M&amp;E Spécialiste</p>
<p><b>12. Le manque général d'accès aux nouvelles technologies réduit les possibilités de partage d'informations, y compris la disponibilité des données et son utilisation</b></p>	<p>Improbable - 2</p>	<p>Miner - 2</p>	<p>Trimestrielle- ment</p>	<p>Agence d'exécution/ Partenaires de mise en œuvre</p>	<p>Compte tenu de la pandémie de la covid19, tous les partenaires ont développé des moyens de communication afin de pallier les difficultés de communication :</p> <p><b>Utilisation accrue des plateformes pour les réunions et formation (Zoom ; google meet, Skype, Teams, etc.)</b> 1-Mise en réseaux des associations de défenses des droits des femmes et droits humains formées à travers un forum virtuel et la création de groupes WhatsApp afin de mieux communiquer et de créer une synergie d'action</p>	<p>RCO/Experts des agences/ M&amp;E Spécialiste</p>
<p><b>13. Risque de mauvaise gestion financière, pouvant nuire à l'obtention des résultats</b></p>	<p>Possible - 3</p>	<p>Modéré- 3</p>	<p>Trimestrielle- ment</p>	<p>Agence d'exécution/ Partenaires de mise en œuvre</p>	<p>Pour ce qui est de la gestion financière on note les actions de mitigation Suivantes :</p> <p><b>Renforcement des capacités sur la base des insuffisances constatées l'année dernière :</b> En ce qui concerne la prévention contre une mauvaise gestion, plusieurs partenaires ont été recyclés sur la base des constats faits en 2019.</p>	<p>RCO/ Experts des agences/ M&amp;E Spécialiste</p>

<p><b>14. Des preuves limitées sur ce qui fonctionne pour prévenir la violence à l'égard des femmes, y compris les PN.</b></p>	Possible	Mineur	Trimestrielle-ment	ONG partenaires, structures de l'Etat	<p>Afin de jauger le fonctionnement du programme sur le terrain, les actions suivantes ont été entreprises :</p> <p><b>Des Rencontres d'échange programmatiques avec les partenaires de mise en œuvre</b> : plusieurs agences ont instauré des rencontres périodiques avec l'ensemble des partenaires afin de faire des états de lieux périodiques. Une mission conjointe a été organisée avec toute les parties prenantes au PIS dans les 4 régions et le District de Bamako.</p>	RCO/Experts des agences/ M&E Spécialiste
--	----------	--------	--------------------	---------------------------------------	--	--

**Institutional risks**

<p><b>15. Risque de dispersion des partenaires de mise en œuvre engagés sur d'autres chantiers ou sur d'autres opportunités pour assurer leur survie.</b></p>	Possible - 3	Mineur - 2	Trimestrielle-ment	ONG partenaires, structures de l'Etat	Le programme prévoit une équipe de mise en œuvre claire pour chaque partenaire.	RCO/Experts des agences/ M&E Spécialiste
---	--------------	------------	--------------------	---------------------------------------	---	--

<p><b>16. Disponibilité limitée des données et capacités limitées des institutions étatiques pour développer et analyser les données</b></p>	Possible - 3	Modéré - 3	Trimestrielle-ment	ONG partenaires, structures de l'Etat	<p>En ce qui concerne les données, le programme durant cette année a entrepris les actions suivantes</p> <p><b>Un état de lieux des données VBG</b> : Avec l'Institut National de la statistique, la problématique des données a été analysée ;</p> <p><b>Renforcement des capacités des IPs en M&amp;E</b> : Cette actions a également été organisée à l'endroit de plusieurs partenaires de mise en œuvre de Spotlight.</p>	RCO/Experts des agences/ M&E Spécialiste
--	--------------	------------	--------------------	---------------------------------------	---	--

17. La forte rotation des fonctionnaires de l'Etat qui pourrait retarder la mise en œuvre de l'Initiative	Probable - 4	Modéré - 3	Trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Ce risque a été réduit grâce à l'initiative suivante : <b>La diversité des points focaux ainsi que l'implication effective des Directeurs régionaux a permis d'amoinrir ce risque</b>	RCO/ Experts des agences/ M&E Spécialiste
18. Risque de déficit de synergie entre les différents acteurs se traduisant par une insuffisance de coordination et d'approches intégrées de prise en charge des violence	Possible - 3	Mineur - 2	Trimestriellement	Agence UN d'exécution/ Partenaires de mise Œuvre (ONG partenaires)	Malgré le contexte de travail à distance, des actions ont été entreprises afin de maintenir l'équipe SI mobilisée : La coordination de la RCO comme facteur réduisant ce risque : le Bureau du Coordinateur Résident a continué d'organiser des réunions périodiques de coordination.	RCO/ Experts des agences/ M&E Spécialiste
<b>Fiduciary risks</b>						
N/A						

**Assumptions : Mise à disposition des fonds spotlight dans les délais ; synergie entre les agences d'exécution et les partenaires de mise en œuvre, absence de catastrophes naturelles, présence des médias de masse dans les sites, présence d'une masse critique de consultants, d'experts et de personnes ressources sur le plan local.**

## Annexe C

### Rapport d'engagement des OSC

Résultat	Output	Nom de l'organisation de la société civile (OSC)	Type d'OSC (Voir la définition ci-dessous le tableau)	Montant Total de la subvention (USD) (Voir la définition ci-dessous le tableau)	Nom de l'agence récipiendaires des Nations Unies (RUNO) finançant l'engagement des OSC	Modalité d'engagement (Voir la définition ci-dessous le tableau)	Cette OSC est-elle dirigée par des femmes et / ou organisation de défense des droits des femmes (WRO) / OSC féministe ? (Voir la définition ci-dessous le tableau)	L'OSC est-elle un partenaire nouveau ou existant ? Veuillez indiquer si le RUNO s'est / n'a pas établi de partenariat avec l'OSC avant le début du programme Spotlight (Voir la définition ci-dessous le tableau)	Population primaire vulnérable / marginalisée soutenue par le prix (Voir l'explication ci-dessous le tableau)
<b>RÉSULTAT 1 : Des cadres législatifs et politiques, basés sur des évidences et conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, concernant toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles et des pratiques néfastes sont en place et traduits en plans.</b>									
<b>Output 1.1: Les partenaires aux niveaux national et local ont des connaissances et des capacités renforcées pour évaluer les lacunes et rédiger de nouvelles lois et / ou renforcer la législation existante pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles, incluant les VBG et pratiques néfastes, et sur l'égalité de genre, qui respectent les droits des groupes exposés à des formes multiples de discrimination et sont conformes aux normes internationales des droits de l'homme et aux recommandations des traités conventionnels</b>									
1	1,1	PACINDHA	National	741 134,77	UNWOMEN	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire / aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls

1	1,1	APDF	National	657 461,39	UNWOMEN	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire / aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
<b>Output 1.2: National and/or sub-national partners are better able to develop evidence-based national and/or sub-national action plans on ending VAWG in line with international human rights standards with M&amp;E frameworks, increase financing and allocate appropriate budgets for their implementation, including for those groups facing intersecting and multiple forms of discrimination.</b>									
1	1,2								
<b>Output 1.3: National, sub-national and/or regional partners have great knowledge and awareness of human rights obligations and are able to draft laws and/or policies that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agendas.</b>									
1	1,3								
<b>RÉSULTAT 2 : Les institutions et systèmes nationaux et infranationaux planifient, financent et exécutent des programmes fondés sur des preuves qui préviennent et répondent à la violence à l'égard des femmes et des filles et des pratiques néfastes, y compris dans d'autres secteurs.</b>									
<b>Output 2.1: Key officials at national and/or sub-national levels in all relevant institutions are better able to develop and deliver evidence-based programmes that prevent and respond to VAWG, especially for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination, including in other sectors.</b>									
2	2,1								
<b>Output 2.1: Multi-stakeholders national and/or sub national coordination mechanisms established at the highest level and/or strengthened that are adequately funded and include multisectoral representation and representation from the most marginalized groups.</b>									
2	2,2								

**Output 2.3: Partners (parliamentarians, key government officials and women's rights advocates) at national and/ or sub-national levels have greater knowledge, capacities, and tools on gender-responsive budgeting to end VAWG.**

2	2,3	APDF	National	111 859,19	UNDP	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire / aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
2	2,3	SINISANUMA	National	111 859,19	UNDP	Implementing Partner (IP)	No	Nouveau partenaire / aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls

**RÉSULTAT 3 : Les normes, attitudes et comportements sociaux équitables entre les sexes changent aux niveaux communautaires et individuel pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles et les pratiques néfastes.**

**Output 3.1: Des programmes nationaux et/ou locaux basés sur des évidences sont élaborés pour promouvoir des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre, y compris sur l'éducation à la santé reproductive, conformément aux standards internationaux, dans les milieux scolaires et hors de l'école.**

3	3,1	TAGNE	National	132 314,56	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Partenaire Existant/Un partenariat avait été établi dans le cadre du programme conjoint à Kolokani	Indigenous women and girls
---	-----	-------	----------	------------	--------	---------------------------	---------------------------------	--	----------------------------

3	3,1	Association pour la Promotion des Droits et le Bien- Être de la Famille (APSEF),	National	136 903,13	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
3	3,1	Mouvement pour la Paix, le Désarmement et la Liberté- (MPDL)	National	187 807,50	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
3	3,1	Conseils et Appui pour l'Éducation à la Base (CAEB)	National	47 365,26	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
3	3,1	Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)	National	59 534,39	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls

**Output 3.2: Des plateformes communautaires de plaidoyer sont établies ou renforcées pour promouvoir des normes, attitudes et comportements favorables à l'égalité de genre, les droits à la SSR des femmes et des filles, la masculinité positive, le renforcement de la confiance et l'estime de soi.**

3	3,2	TAGNE	National	262 512,81	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Partenaire Existant/Un partenariat avait été établi dans le cadre du programme conjoint à Kolokani	Indigenous women and girls
3	3.2	Association pour la Promotion des Droits et le Bien- Être de la Famille (APSEF),	National	220 781,89	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
3	3.2	Mouvement pour la Paix, le Désarmement et la Liberté- (MPDL)	National	298 289,33	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
3	3,2	Conseils et Appui pour l'Education à la Base (CAEB)	National	169 635,53	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls

3	3.2	Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)	National	114 684,16	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
3	3,2	ASDAP	National	460 295,12	UNFPA	Implementing Partner (IP)	No	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
3	3,2	AMSOPT	National	417 292,32	UNFPA	Implementing Partner (IP)	No	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
3	3,2	Croix Rouge Espagnole	Inter-national	90 000,00	UNFPA	Implementing Partner (IP)	No	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls

**Output 3.3: Les décideurs des institutions non étatiques compétentes et les leaders d'opinion clés sont mieux outillés pour plaider la mise en œuvre de la législation et des politiques visant à mettre fin aux VBG/pratiques néfastes et pour promouvoir la Santé reproductive (SR) des femmes et des filles**

3	3.3	TAGNE	National	110 319,69	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Partenaire Existant/Un partenariat avait été établi dans le cadre du programme conjoint à Kolokani	Indigenous women and girls
3	3.3	Association pour la Promotion des Droits et le Bien- Être de la Famille (APSEF),	National	47 249,25	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
3	3.3	Mouvement pour la Paix, le Désarmement et la Liberté- (MPDL)	National	14 120,38	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
3	3.3	Conseils et Appui pour l'Education à la Base (CAEB)	National	25 931,50	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls

3	3.3	Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)	National	25 533,03	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
---	-----	--	----------	-----------	--------	---------------------------	---------------------------------	--	----------------------------

**Résultat 4 : Les femmes et les filles survivantes de toutes les formes de violence et de pratiques néfastes, utilisent des services essentiels de qualité disponibles, accessibles et acceptables pour leur rétablissement immédiat et à long terme**

**Output 4.1 : Les autorités gouvernementales compétentes et les organisations de défense des droits des femmes aux niveaux national et local ont une meilleure connaissance et la capacité de fournir des services essentiels de qualité et coordonnés, y compris les services de SR et d'accès à la justice, aux femmes et aux filles survivantes de violence, y compris les VSBG et les pratiques néfastes, spécialement celles qui subissent des formes de discriminations multiples croisées.**

4	4,1	ASDAP	National	293 472,04	UNFPA	Implementing Partner (IP)	No	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
3	4,1	AMSOPT	National	442 700,61	UNFPA	Implementing Partner (IP)	No	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls

4	4,1	Croix Rouge Espagnole	International	268 290,84	UNFPA	Implementing Partner (IP)	No	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
<b>Activité 4.2: Les femmes et les filles survivantes de violences, y compris les VBG et les pratiques néfastes, et leurs familles sont informées et ont accès à des services essentiels de qualité pour leur rétablissement immédiat et à long terme, ainsi qu'à des opportunités pour leur réinsertion sociale.</b>									
4	4,2	ASDAP	National	127 469,76	UNFPA	Implementing Partner (IP)	No	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
4	4,2	AMSOPT	National	381 698,31	UNFPA	Implementing Partner (IP)	No	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Women and girls with disabilities

4	4,2	Croix Rouge Espagnole	Inter-national	349 030,88	UNFPA	Implementing Partner (IP)	No	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Indigenous women and girls
---	-----	-----------------------	----------------	------------	-------	---------------------------	----	--	----------------------------

**Outcome 5: Quality, disaggregated and globally comparable data on different forms of VAWG and harmful practices is collected, analyzed and used in line with international standards to inform laws, policies, and programmes.**

**Output 5.1 : Key partners, including relevant statistical officers, service providers in the different branches of government and women's rights advocates have strengthened capacities to regularly collect data related to VAWG in line with international and regional standards to inform laws, policies, and programmes.**

5	5,1								
---	-----	--	--	--	--	--	--	--	--

**Output 5.2 : Quality prevalence and/or incidence data on VAWG is analyzed and made publicly available for the monitoring and reporting of the SDG target 5.2 indicators to inform evidence-based decision making.**

5	5,2								
---	-----	--	--	--	--	--	--	--	--

**Outcome 6: Women's rights groups, autonomous social movements and CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, more effectively influence and advance progress on gender equity and women's empowerment, and ending VAWG.**

**Output 6.1 : Women's rights groups and relevant CSOs have increased opportunities and support to share knowledge, network, partner and jointly advocate for gender equity and women's empowerment, and ending VAWG, more specifically, with relevant stakeholders at sub-national, national, regional, and global levels.**

6	6,1	PLAN INTERNATIONAL	International	477 959,28	UNWOMEN	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire / aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
---	-----	--------------------	---------------	------------	---------	---------------------------	---------------------------------	--	-----------------------

<b>Output 6.2 : Women’s rights groups and relevant CSOs are better supported to use social accountability mechanisms to support their advocacy and influence on prevention and response to VAWG and gender equality and women’s empowerment more broadly.</b>									
6	6,2								
<b>Output 6.3 : Women’s rights groups and relevant CSOs representing groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/ marginalization have strengthened capacities and support to design, implement and monitor their own programmes on ending VAWG.</b>									
6	6,3								
6	6,3								
COÛTS DE GESTION DU PROGRAMME (y compris le préfinancement)									
PMC	PMC								
			TOTAL ACCORDÉ AUX OSC	5 384 909,95 USD					
Type d’OSC	<input type="checkbox"/> Les OSC internationales opèrent dans au moins deux pays de différentes régions. <input type="checkbox"/> Les OSC régionales opèrent dans deux ou plusieurs pays de la même région (c’est-à-dire Afrique, Amérique latine, Asie, Caraïbes, Pacifique). Dans ce cas, une OSC régionale n’est pas une OSC qui opère dans une région particulière d’un pays. <input type="checkbox"/> Les OSC nationales n’opèrent que dans un seul pays <input type="checkbox"/> Les organisations locales et de base concentrent leur travail au niveau local et communautaire et n’ont pas de portée nationale. Ils ont tendance à avoir un petit budget de fonctionnement annuel (par exemple, moins de 200 000\$ USD) ; être autoorganisé et autonome ; et avoir un faible degré de formalité.								
Montant du prix	Dans ce contexte, un « prix » est une subvention financière, un contrat ou un accord de partenariat avec une OSC.								
Type d’engagement	<input type="checkbox"/> Partenaire de mise en œuvre (PI) : les programmes peuvent sous-traiter des activités particulières à mettre en œuvre par une OSC <input type="checkbox"/> Bénéficiaire : les programmes peuvent lancer un vaste appel à propositions auquel les OSC soumettent des propositions de subvention <input type="checkbox"/> Fournisseur : Les programmes peuvent s’engager avec les OSC par le biais d’un marché public processus, comme l’achat de services auprès d’une OSC ou l’embauche d’une OSC pour une formation ou d’autres activités.								

<p>Organisation dirigée par des femmes et / ou pour les droits des femmes (WRO) / OSC féministes</p>	<p>Pour être considérée comme une « OSC dirigée par des femmes », l'organisation doit être dirigée par une femme. Pour être considérée comme une « organisation de droits des femmes ou féministe », les déclarations officielles de mission / vision de l'organisation doivent refléter son engagement à lutter contre les formes multiples / croisées de discrimination et à faire progresser l'égalité des sexes et les droits des femmes. L'organisation doit viser à s'attaquer aux moteurs / systèmes / structures sous-jacents, y compris le patriarcat et les dynamiques de pouvoir sexospécifique, qui perpétuent l'EVAWG et la violence sexiste et œuvrent à les transformer.</p>
<p>Partenaire nouveau ou existant</p>	<p>(Le raisonnement derrière cette question est de comprendre dans quelle mesure les RUNO étendent leur portée aux OSC au-delà des partenaires habituels, donnant des opportunités aux nouvelles OSC) Pour être considéré comme un « nouveau partenaire », le RUNO n'a engagé l'OSC dans aucune modalité de partenariat, avant le début du programme Spotlight. Pour être considéré comme un partenaire existant, le RUNO a engagé l'OSC dans toute modalité de partenariat, avant le début du programme Spotlight.</p>
<p>Population primaire vulnérable / marginalisée soutenue par la Récompense</p>	<p>En vertu du principe de ne laisser personne de côté, les équipes de pays Spotlight ONU sont censées assurer la représentation des groupes vulnérables et marginalisés, notamment en s'engageant avec les OSC qui servent ou défendent ces groupes. Si le prix couvre plusieurs populations vulnérables ou marginalisées, sélectionnez une population qui est principalement desservie par le prix.</p>

## Annexe D

### État d'une pratique : pratique bonne ou prometteuse ?

L'ensemble de critères suivant vous aidera à déterminer si la pratique est une bonne pratique :

	Innovation, expérience	Pratique prometteuse	Bonnes pratiques	Politiques, principes, normes
Niveau de preuve	Preuve objective minimale, inférences d'expériences et de contextes parallèles. Les leçons apprises doivent être tirées.	Non prouvé dans plusieurs contextes, preuves anecdotiques, témoignages, articles, rapports. Enseignements tirés existants qui doivent être approfondis.	Preuve de l'impact de plusieurs contextes, plusieurs évaluations, méta-analyse, examen d'experts, analyse coût-efficacité, critères de bonnes pratiques. Les leçons apprises intégrées.	Éprouvé dans plusieurs contextes, études de réplication, preuves quantitatives et scientifiques.
Potentiel de répliquabilité	Nouvelle idée, aucune expérience antérieure, risque le plus élevé.	Risque élevé, mais potentiel pour une enquête plus approfondie.	Reproductibilité démontrée, risque limité de reproductibilité.	Toujours reproductible, largement applicable.

### État d'une pratique : pratique bonne ou prometteuse ?

En tant que fonds de démonstration, l'Initiative Spotlight vise à démontrer comment un investissement significatif, concerté et complet pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles (EVAWG) et l'égalité des sexes peut faire une différence durable dans la vie des femmes et des filles et dans la réalisation de tous ODD. Il est donc essentiel que les pratiques innovantes, prometteuses et bonnes, dans le domaine de l'EVAWG et dans le contexte de la mise en œuvre d'une « nouvelle façon de travailler », aient le potentiel d'adaptabilité, de durabilité, de reproductibilité et de mise à l'échelle. C'est à la fois au sein du système des Nations Unies et avec diverses parties prenantes afin de maximiser le potentiel de transformation de l'Initiative. Il est essentiel que ces pratiques soient documentées et largement partagées pour leur adoption et leur amélioration continue afin de contribuer à la base de preuves et d'éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles.

Ce bref guide et ce modèle garantissent une compréhension commune des « pratiques innovantes, prometteuses et / ou bonnes » dans l'initiative Spotlight. Il fournit un ensemble de critères pour déterminer si une pratique est innovante, prometteuse ou bonne, ainsi qu'un modèle de documentation. Veuillez consulter les définitions ci-dessous et le diagramme pour plus de précisions.

### **Définition d'une pratique innovante**

Une pratique innovante est une nouvelle solution (méthode / idée / produit) avec la capacité de transformation d'accélérer l'impact. L'innovation peut impliquer de meilleures façons de travailler avec des partenaires nouveaux et diversifiés ; peut être alimenté par la science et la technologie ; ou peut impliquer de nouveaux modèles sociaux et commerciaux, des connaissances comportementales ou des améliorations révolutionnaires dans la fourniture de services et de produits essentiels, entre autres solutions. Cela ne doit pas nécessairement impliquer la technologie ; le plus important est que l'innovation est une rupture avec la pratique antérieure avec le potentiel de produire un impact positif significatif.

### **Définition d'une pratique prometteuse**

Une pratique prometteuse a démontré un haut degré de succès dans son cadre unique, et la possibilité de réplication dans le même cadre est garantie. Il a généré des données quantitatives montrant des résultats positifs sur une période donnée. Une pratique prometteuse a le potentiel de devenir une bonne pratique, mais elle n'a pas encore suffisamment de recherche ou de réplication pour permettre une adoption plus large ou une mise à l'échelle. À ce titre, une pratique prometteuse intègre un processus d'apprentissage et d'amélioration continus.

### **Définition d'une bonne pratique**

Une bonne pratique n'est pas seulement une bonne pratique, mais une pratique qui a fait ses preuves et qui produit de bons résultats et qui est donc recommandée comme modèle. C'est une expérience réussie qui a été testée et validée, au sens large, qui a été répétée et mérite d'être partagée, afin qu'un plus grand nombre de personnes puisse l'adopter.

<p><b>Titre de la pratique innovante, prometteuse</b></p>	<p><b>« Elaboration et diffusion de chartes de bonnes pratiques sur les VBG pour prévenir et répondre aux cas de VBG en milieu scolaire et en dehors »</b></p>
<p><i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i></p>	<p>Une des bonnes pratiques de 2021 portant sur le Pilier 3 du programme Spotlight, notamment la prévention et transformation sociale est la création participative et la diffusion des chartes de bonnes pratiques dans les écoles des zones d'intervention du programme à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Bamako.</p> <p>En vue de renforcer la prévention des VBG en milieu scolaire, UNICEF et ses OSC partenaires ont adapté la stratégie innovante de travailler en milieu scolaire et privilégier la mise en œuvre d'un paquet intégré d'activités avec les enseignants, les élèves, l'administration scolaire, l'Association des Parents d'Elèves (APE) et le Comité de Gestion Scolaire (CGS). Ces activités ont été réalisées à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Le renforcement de capacités des élèves et enseignants, conseillers pédagogiques et professeurs sur la prévention et la réponse aux VBG,</li> <li>b) La mise en place et le fonctionnement d'un club d'élèves constitué de 10 membres dont 5 filles et 5 garçons avec un plan d'action à dérouler à l'école,</li> <li>c) L'organisation de compétitions interscolaires sur les VBG (sport, contes, dessins ; théâtre, chants poèmes, sketches...).</li> <li>d) L'intégration de leçons modèles sur les VBG dans les cours des élèves,</li> <li>e) L'élaboration et la dissémination d'une « charte de bonne pratique » dans les écoles ciblées qui définit la conduite de l'enseignant vis- à-vis de l'élève et vice versa afin de renforcer le mécanisme de prévention des VBG en milieu scolaire.</li> </ul> <p>Cette activité a déjà été réalisée dans certaines zones d'intervention en 2021 mais est encore en cours ou prévue dans les autres.</p>
<p><b>Objectif de la pratique</b></p>	<p><b>L'objectif de cette charte</b> est de favoriser l'engagement pour l'élimination des VBG des membres des Comités de Gestion Scolaire (CGS), l'Association des Parents d'Elèves (APE), les enseignant/es, conseillers pédagogiques, professeurs et élèves (filles et garçons), en les formant notamment sur leur rôle dans la prévention, le suivi et le référencement des cas des VBG.</p> <p>Elle consistait à identifier et à impliquer l'école dans la promotion de la scolarisation des enfants particulièrement du maintien des filles à l'école, la réduction des harcèlements y compris sexuels des élèves par les enseignants et entre élèves, les coups et blessures volontaires, les maltraitements psychologiques et les dénis de ressources, services et opportunités. Les acteurs impliqués deviennent des <u>acteurs de changements durables</u>.</p>

<p><b>Parties prenantes impliquées</b></p>	<p>Les cibles de cette approche sont l'ensemble des acteurs de l'école : les élèves, les enseignants/es, l'administration scolaire constituée d'hommes de femmes, de filles et garçons particulièrement engagés dans la promotion de l'éradication des VBG ainsi que les représentant/ es des parents. Ils sont choisis par des autorités scolaires comme les Directeurs d'école, les responsables des CAP et AE sur la base de critères tels que : la disponibilité à servir l'école, l'engagement en faveur de l'abandon des VBG, les compétences avérées en prévention et réponse aux VBG. A titre d'exemple :</p> <p>a) 2080 élèves (50% de filles et 50% de garçons) membres des 208 clubs d'élèves (100) à Kati et Kolokani (108) renforcés sur les VBG mènent la paire éducation auprès de leurs pair s pour la prévention.</p> <p>b) 663 enseignant/es (360 à Kati et 303 à Kolokani (ont été renforcés sur la prévention des VBG à travers l'élaboration de chartes de bonnes pratiques, de leçons modèles sur les VBG pour prévenir.</p> <p>c) Plus, de 1000 exemplaires de la charte ont été diffusés dans les 208 écoles de Kolokani et Kati dans la région de Koulikoro et ont contribué à réduire les VBG en milieu scolaire</p>
<p><b>Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?</b></p>	<p>C'est une innovation déjà au niveau de l'approche parce que ce sont les élèves et enseignant/es et toute l'administration scolaire qui construisent ensemble la charte avec l'orientation des partenaires spécialisés. Ce processus d'élaboration participatif, allié à une dimension formative de l'ensemble des acteurs, permet que la charte s'aligne à la fois sur le respect des droits des femmes et des filles mais aussi s'adapte au contexte de chaque zone scolaire et aux défis spécifiques identifiés dans les écoles de ces zones. L'appropriation est ainsi plus efficace et les effets plus importants et durables. L'activité de production et de diffusion de la charte a été jugée salubre par les autorités scolaires et les élèves car selon eux elle a beaucoup contribué à réduire les cas de VBG dans les écoles ou elle a été développée.</p> <p>La Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali, lors de sa visite à Kayes, a recommandé que cette innovation soit portée à l'échelle nationale afin que toutes les écoles du Mali en bénéficient.</p>
<p><b>Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?</b></p>	<p>La difficulté est que cette approche ne doit pas se faire en « stand- alone » au risque que la charte ne soit pas comprise, appropriée et respectée. Pour y pallier, la charte a été développée dans les zones d'intervention où il y a eu un travail en parallèle de formation des acteurs de l'école, de constitution des clubs d'élèves, de sensibilisation des communautés afin que la charte soit rapidement acceptée.</p> <p>Les défis qui se posent désormais sont de fixer des modalités efficaces mais réalistes de suivi de l'application des chartes, avec des comités de suivi, des indicateurs... Les organisations de mise en œuvre sont en phase de proposer des solutions.</p>

<p><b>Résultats et impact</b></p>	<p>L'impact de la diffusion de la charte de bonne pratique est visible selon les responsables scolaires et les élèves. La paire éducation faite par les clubs d'élèves couplée à la diffusion de la charte dans les écoles, a permis d'instaurer le dialogue entre élèves sur les sujets de VBG. Ils/elles échangent et dénoncent des cas de VBG. Elle a amélioré les relations élèves-élèves et élèves-enseignants.</p> <p>« Avant l'introduction de la charte, le constat était alarmant dans les rapports entre enseignants et élèves. Des cas de VBG étaient très fréquents comme les rapports sexuels entre élèves et enseignants, des agressions physiques à l'endroit des élèves comme des coups de fouets violents, des injures et dénigrement graves qui aboutissaient à la déscolarisation massive des filles. »</p> <p>Grace aux programmes déroulés à l'école, on note la réduction de ces VBG et zéro cas d'abandon de l'école lié aux mariages d'enfants n'a été notifié dans les 221 écoles où se déroule le programme de prévention des VBG à Kati et Kolokani. Les mêmes constats ont été rapportés dans les autres localités couvert par le Programme Initiative Spotlight.</p>
<p><b>Adaptable (facultatif)</b></p>	<p>L'approche est dans son essence très simple et peut donc être adaptée à d'autres contextes et ouverte à d'autres acteurs.</p>
<p><b>Répliquable / évolutif (facultatif)</b></p>	<p>Il serait possible de répliquer cette approche à l'échelle nationale afin de mieux prévenir et réduire les VBG en milieu scolaires par les acteurs de l'école dans la mesure où le travail de sensibilisation, de formation et d'éveil puisse se faire dans et hors de ces écoles en parallèle.</p>
<p><b>Durable</b></p>	<p>Pour rendre cette approche plus soutenable, il est nécessaire de travailler avec le MEN pour systématiser cette approche et assurer son utilisation dans toutes les écoles du Mali. Ceci demande du temps et des ressources humaines, matérielles et financières supplémentaires ainsi qu'une forte coordination avec le PNVBG (MPFEF).</p>
<p><b>Validé (pour une bonne pratique uniquement)</b></p>	<p>L'approche est validée par les acteurs locaux en charge de l'Éducation notamment les Centre d'Animation Pédagogique (CAP) et les autorités scolaires à la base telles que les Directeurs d'école, les enseignant/es, le CGS et les APE. Lors des revues annuelles de la coopération Mali-UNICEF, les Académies d'Enseignement (AE) ont salué cette initiative. Tous/tes ont jugé très salubre cette approche qui répond à leurs attentes en termes de prévention, gestion des cas de VBG en milieu scolaire et en de l'école.</p>
<p><b>Détails supplémentaires et informations de contact</b></p>	<p>Les personnes contacts pour cette bonne pratique sont :  <b>Aminata Dicko Sangaré</b> : <a href="mailto:adsangare@unicef.org">adsangare@unicef.org</a>  et <b>Cecilia Suarnet</b> : <a href="mailto:csuarnet@unicef.org">csuarnet@unicef.org</a></p>

<b>Titre de la pratique innovante, prometteuse</b>	<b>« Décision d'étendre les activités du programme à des communautés non directement ciblées »</b>
<i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i>	Dans le cadre de la mise en œuvre effective du programme Initiative Spotlight sur le terrain, UNFPA et certains de ses partenaires de mise en œuvre, ont examiné à l'interne les approches pouvant permettre au programme d'atteindre rapidement ses objectifs, cela en fonction des opportunités qui s'offraient. Ainsi, au regard de la disposition géographique de certaines communautés initialement non ciblées directement par le programme, ont pu être enrôlées comme des zones d'activité. Ainsi une analyse basée sur la maximisation des ressources du programme et la situation Géographique des localités a permis d'enrôler une centaine de nouvelles communautés comme bénéficiaires directes du programme.
<b>Objectif de la pratique</b>	L'objectif principalement ciblé avec cette bonne pratique était de maximiser les ressources du programme d'une part, et d'autre part d'accroître les chances du programme à atteindre ses résultats chiffrés en termes de bénéficiaires à atteindre.
<b>Parties prenantes impliquées</b>	Les acteurs impliquer dans ces bonnes pratiques sont les ONG partenaires de SI, UNFPA et les nouvelles communautés bénéficiaires du programme.
<b>Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?</b>	Ceci est une bonne pratique pour diverses raisons :  <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Au-delà de leur agenda initial, les acteurs ont accepté d'engager une réflexion volontairement pour examiner comment accélérer l'obtention des résultats ; ce qui en fait une bonne pratique.</li> <li>✓ Deuxièmement, engager la réflexion sur comment maximiser les ressources du programme durant la mise en œuvre, est une démarche assez salubre.</li> </ul> Aussi, Elle permettra d'atteindre rapidement les résultats du Programme, notamment en termes de nombre de bénéficiaires
<b>Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?</b>	Pas de défis pour l'instant. Cependant, il y avait un risque d'interruption à la fin du programme, sans que des résultats durables ne soient obtenus dans ces nouvelles localités. Le partenariat avec d'autres ONG locales intervenant dans les zones, devrait permettre d'achever et de rendre durable les résultats préliminaires qui seront obtenus.
<b>Résultats et impact</b>	Les principaux résultats induits par ces bonnes pratiques sont les suivants :  1- Les cibles du programme seront facilement atteintes, car ce sera plus de personnes touchées. 2- Les ressources du programmes (Humaines et matérielles) seront maximisées dans leur utilisation.  La question des VBG et pratiques ont été opérationnalisées dans de nouvelles contrées au Mali.

<b>Adaptable (facultatif)</b>	Cette bonne pratique pourrait faire tache d'huile car, d'autres partenaires/OSC pourraient mener la même réflexion.
<b>Répliquable / évolutif (facultatif)</b>	Oui Cette bonne pratique pourrait être mis à l'échelle et faire tache d'huile auprès des acteurs ou d'autres partenaires/OSC pourraient mener la même réflexion.
<b>Durable</b>	Afin qu'elle soit durable, il serait intéressant que des leçons soient tirées de la pratique de vouloir étendre les activités du programme à de nouvelles communautés (faire un apprentissage sur le processus)
<b>Validé (pour une bonne pratique uniquement)</b>	Ceci est une démarche interne aux ONG partenaires ayant pris la décision, donc pas de processus de validation de cette bonne pratique. Cependant, si elle s'avère fructueuse, elle pourrait être documenté et validé.
<b>Détails supplémentaires et informations de contact</b>	<b>Nana Faye MOUNEISSA Touré</b> : <a href="mailto:ftoure@unfpa.org">ftoure@unfpa.org</a> ; <b>Caroline Muller</b> : <a href="mailto:cmuller@unfpa.org">cmuller@unfpa.org</a> ;

<b>Titre de la pratique innovante prometteuse</b>	<b>« Evaluation interne volontaire des One Stop Centers directement par les acteurs clés »</b>
<i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i>	<p>Le programme Initiative Spotlight à travers UNFPA, a organisé une mission conjointe d'évaluation interne composée de tous les acteurs clés autour des One Stop Centers.</p> <p>Cela constitue une bonne pratique en ce sens qu'elle se différencie d'une évaluation classique planifiée. Elle a été menée volontairement par l'ensemble des acteurs afin d'accompagner cet extrait important du Programme Initiative Spotlight Mali (Les One stop Center) d'une part, et d'autre part la volonté d'améliorer dans la mesure du possible, l'offre de service faite aux survivantes de VBG.</p>
<b>Objectif de la pratique</b>	L'objectif principal derrière cette bonne pratique était de comprendre les goulots d'étranglement existant et potentiel, pouvant réduire la qualité de l'offre de service dans les 10 One Stop Center mis en place par le programme Initiative Spotlight.
<b>Parties prenantes impliquées</b>	Le Gouvernement, les ONG/communautés, les agences des Nations unies sont les entités ayant mené cette Evaluation interne, qui sera bénéfique surtout pour les survivants/communautés, car impactera positivement sur la qualité des services offerts.

<p><b>Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?</b></p>	<p>Elle constitue une bonne pratique pour diverses raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une bonne pratique car non mandataire mais voulu par l'équipe afin d'améliorer les résultats du programme.</li> <li>✓ Aussi, l'opportunité a été donnée à chaque maillon de la réponse (Police, le corps médical, etc) de regarder l'offre de service d'abord de manière intégrée mais aussi de façon isolée afin d'en évaluer l'efficacité.</li> <li>✓ Cette permet de faire des feedback pointu/ciblé non pas sur le programme global (comme le fait une évaluation classique) mais sur une composante spécifique, par un acteur direct.</li> <li>✓ De permettre aux acteurs les plus proches et moins proche (le niveau ministériel) de convenir des points à améliorer sur des extrants spécifiques d'un programme ;</li> </ul>
<p><b>Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?</b></p>	<p>Le défi est le caractère dépendant des points d'insuffisance à corriger ainsi que le Budget limité/ non disponible pour cela, surtout en fin de la phase 1.</p> <p>Pour surmonter ces défis, les actions suivantes ont été adoptées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Prévoir des activités de correction et les budgétisées sur la phase 2 du programme.</li> <li>✓ Encourager le gouvernement (désormais propriétaire des infrastructures) à prendre des dispositions afin de corriger les insuffisances constatées ;</li> </ul>
<p><b>Résultats et impact</b></p>	<p>Les résultats clés de cette bonne pratique sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une opportunité a été créée pour la première fois pour réfléchir sur la qualité de la chaine de réponse dans les One Stop Center pris ensemble.</li> <li>✓ Les responsabilités ont pu être situées à tous les niveaux.</li> </ul> <p>Des connaissances ont été générées sur « comment un One stop center pourrait mieux fonctionner »</p>
<p><b>Adaptable (facultatif)</b></p>	<p>Tout partenaire mettant en place un One stop center pourrait anticiper et bénéficier des conseils/apprentissages faits dans le cadre du programme Initiative Spotlight (grâce à cet exercice d'évaluation interne conduit par UNFPA, et les partenaires)</p>
<p><b>Répliquable / évolutif (facultatif)</b></p>	<p>Les acteurs clés pourraient songer à instituer cela dans le processus de mise en place des One Stop Center :</p>
<p><b>Durable</b></p>	<p>Il s'agira de publier les recommandations issues de l'évaluation afin que tous les acteurs se l'approprient pour des projets futurs.</p>
<p><b>Validé (pour une bonne pratique uniquement)</b></p>	<p>Pas réellement encore institué comme une pratique, indispensable.</p>
<p><b>Détails supplémentaires et informations de contact</b></p>	<p>UNFPA pendant la phase 2 du programme, essaiera de travailler sur les conclusions de l'évaluation afin d'en faire un document de travail.  <b>Nana Faye MOUNEISSA Touré</b> : <a href="mailto:ftoure@unfpa.org">ftoure@unfpa.org</a> ;  <b>Caroline Muller</b> : <a href="mailto:cmuller@unfpa.org">cmuller@unfpa.org</a> ;</p>

<b>Titre de la pratique innovante, prometteuse</b>	<b>Caravanes mobiles d'information menées par les jeunes</b>
<p><i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i></p>	<p>Caravanes itinérantes croisées avec la participation massive des jeunes de toutes catégories, jeux concours avec des questionnaires sur les VBG,</p> <p>La sensibilisation de proximité avec des méthodes et outils inspirés des coutumes et pratiques locales (porte à porte, grins ou groupements).</p> <p>L'organisation « d'open spaces » avec les OSC de droits humains, des associations traditionnelles et des radios locales communautaires.</p> <p>La création et l'animation de réseaux locaux de lutte contre les VBG et de plaidoyer qui échangent entre eux de manière virtuelle.</p>
<p><b>Objectif de la pratique</b></p>	<p>Toucher le maximum de cibles directes et indirectes pour renforcer le plaidoyer en faveur de l'adoption de législations et politiques favorables à la lutte contre les VBG et la prise en charge des personnes survivantes.</p>
<p><b>Parties prenantes impliquées</b></p>	<p>Autorités compétentes, Associations de défense de droits humains, jeunes, organisations féminines, para juristes, leaders communautaires, personnes vivant avec handicap, personnes déplacées, etc.</p> <p>Les parties prenantes ont été impliquées dans la mobilisation et la mise en œuvre des activités.</p> <p>Les associations ont bénéficié de sessions de renforcement de capacités et ont élaboré des plans d'action dans le cadre de la budgétisation sensible au genre et des plans d'action pour les mini caravanes de sensibilisation et vulgarisation des textes et lois.</p>
<p><b>Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?</b></p>	<p>La mise en place d'activités portées de manière autonome par les acteurs eux-mêmes au niveau de leurs différentes communautés à travers, entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'inclusivité et la responsabilisation des acteurs de base de l'identification à la mise en œuvre des actions, en passant par l'analyse, la planification d'actions, en termes de réponses aux besoins.</li> <li>✓ La mise en place d'un pool/réseaux de formateurs locaux en élaboration de plans et budgets qui intègrent les VBG, pratiques néfastes et santé reproductive et le cadre de suivi évaluation dans les zones d'intervention du programme Initiative Spotlight.</li> <li>✓ Le transfert de compétence en élaboration de plans et budgets aux associations locales par le pool/réseau de formateurs.</li> </ul>

<p><b>Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?</b></p>	<p>Pas de défis pour l'instant. Cependant, il y avait un risque d'interruption à la fin du programme, sans que des résultats durables ne soient obtenus dans ces nouvelles localités. Le partenariat avec d'autres ONG locales intervenant dans les zones, devrait permettre d'achever et de rendre durable les résultats préliminaires qui seront obtenus.</p>
<p><b>Résultats et impact</b></p>	<p>Les VBG sont mieux connues et les citoyens s'engagent davantage dans la prévention, la dénonciation et l'impunité.</p> <p>La réalisation de cinq (5) mini caravanes à Bamako, Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou avec des activités de sensibilisation de masse et de proximité ont été réalisées et ont touché au moins 3 000 000 de personnes dont 100 000 cibles directes et 2 900 000 cibles indirectes.</p> <p>La formation de 50 activistes d'OSC et associations défenseurs des droits des femmes sur les lois et textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes et VBG pour échanger sur les idées et thématiques de VBG sur le forum créé à cet effet au terme des cinq (5) ateliers animés à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, et le District de Bamako.</p> <p>La formation de 50 activistes d'OSC et associations défenseurs qui ont été sélectionnés et formés pour mener des campagnes d'information et de sensibilisation autonomes sur les VBG, les lois et les textes d'application y afférents dans leurs localités respectives avec l'accompagnement du cabinet et les formatrices et formateurs.</p> <p>La formation de 40 associations de défense des droits des femmes, d'OSC et des défenseures des droits humains pour l'utilisation des mécanismes d'échange avec les acteurs gouvernementaux et sur les techniques de plaidoyer.</p> <p>La formation de 215 acteurs des associations de défense des droits des femmes, d'OSC et des défenseures des droits humains pour utiliser les mécanismes d'échange avec les acteurs gouvernementaux (Ministères, Assemblée nationale, Conseils régionaux).</p> <p>La mise en place d'un réseau national virtuel de 430 acteurs locaux dans les cinq (5) zones d'intervention pour lutter contre les VBG.</p>

<b>Adaptable (facultatif)</b>	<p>L'existence des réseaux locaux comprenant aussi des médias locaux qui continuent à échanger entre eux et agir ensemble.</p> <p>La mise place d'un Pool de 40 formateurs locaux bien outillés avec des manuels.</p> <p>L'impulsion de dynamiques d'organisation d'activités autonomes par les acteurs.</p> <p>La réalisation d'une vidéo sur les activités réalisées dont les formations et les mini caravanes.</p>
<b>Répliquable / évolutif (facultatif)</b>	Il y'a lieu de capitaliser, systématiser la pratique (contexte, méthodes, outils, stratégies, acteurs...) pour ensuite organiser des ateliers d'appropriation pour la mise en échelle et sa diffusion.
<b>Durable</b>	Pour étendre la pratique, il faut créer des opportunités de mise en œuvre sur le terrain sur une grande échelle à travers un plan/projet soutenu dans le moyen terme. Appuyer une dynamique de capitalisation, d'appropriation et d'implémentation sous forme d'un projet.
<b>Validé (pour une bonne pratique uniquement)</b>	C'est une pratique qui a été validée autours d'ateliers techniques et mise en œuvre dans une approche participative avec des acteurs accompagnés dans le cadre du programme initiative spotlight.
<b>Détails supplémentaires et informations de contact</b>	<p>Point focal : <b>Zeinab NADJI</b> <a href="mailto:nadji@unhcr.org">nadji@unhcr.org</a></p> <p>file://BREFADE1/Users/KarambeB/Desktop/BREFADE/1.HCR/PA2021/MEDIAS/CARAVANES%20DE%20SENSIBILISATION%20CONTRE%20LES%20VBG%201.mp4</p>

<b>Titre de la pratique innovante, prometteuse</b>	<b>“L'Homme Modèle”</b>
<i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i>	Dans le cadre du PILIER II du Programme Initiative Spotlight, une des bonnes pratiques enregistrées en 2021 est le concept de « l'Homme Modèle ».
<b>Objectif de la pratique</b>	Dans le cadre du renforcement des mécanismes multipartites visant à prévenir et à lutter contre les VBG, les VFF et PN, selon différents acteurs et actrices, l'approche « l'Homme modèle », a été utilisée dans différents contextes et environnements et a donné des résultats probants quant à l'engagement des hommes dans la prévention.

<b>Parties prenantes impliquées</b>	Un groupe d'hommes volontaires qui ont pris conscience de la souffrance des femmes ont décidé de s'engager dans ce combat au sein de leurs sociétés pour amener leurs pairs et toutes les personnes qui s'adonnent à cette pratique d'abandonner toute forme de violence à l'égard des femmes et des filles. Les bénéficiaires sont les femmes et les filles, particulièrement en situation de vulnérabilité, mais les messages de plaidoyer et de sensibilisation sont adressés à toute la société et aux autorités nationales et locales en vue d'apporter les solutions idoines et des mesures appropriées pour prévenir et/ou punir les cas enregistrés.
<b>Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?</b>	L'innovation réside au fait qu'habituellement ce sont les femmes qui font leurs propres campagnes de plaidoyer et de sensibilisation envers la communauté. Les hommes qui sont en général les auteurs des VFF et donc réticents à ces campagnes devenir des défenseurs de ces mauvaises pratiques constitue absolument une véritable innovation et bonne pratique, d'où l'appellation "Homme modèle".
<b>Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?</b>	Le défi était d'arriver à convaincre quelques hommes acquis pour la cause et qui ont par la suite accepté d'aider à sensibiliser leurs pairs et toutes les communautés pour l'abandon des pratiques néfastes et prévenir les VFF.
<b>Résultats et impact</b>	Cette approche a permis une meilleure prise de conscience collective dans les localités d'intervention. A long terme, on pourrait assister à une diminution notable des cas de VFF surtout avec l'option de montée à l'échelle de cette approche.
<b>Adaptable (facultatif)</b>	Les Hommes modèles pourraient être organisés en réseaux et comme des ambassadeurs, ils doivent sensibiliser leurs pairs pour élargir le cercle de l'Homme Modèle en envisageant de couvrir d'autres localités. Les autorités nationales et locales doivent s'en approprier, gage de pérennisation.
<b>Répliquable / évolutif (facultatif)</b>	
<b>Durable</b>	Pour que l'approche soit durable, il faut que le ministère de la promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, les autorités locales concernées se l'approprient et mettent en place des mécanismes endogènes de pérennisation de ce travail.
<b>Validé (pour une bonne pratique uniquement)</b>	Cette approche est appréciée des populations, surtout des femmes et des filles qui la trouvent originales en ce sens que les hommes, auteurs de la majorité des VFF et des VBG soient les porteurs des actions de plaidoyer et de sensibilisation violences faites.
<b>Détails supplémentaires et informations de contact</b>	Cette initiative volontariste pourrait avoir ses limites avec le temps. Il est fortement recommandé qu'à la fin du projet que le Ministère s'en approprie et réfléchisse avec les communautés concernées à mettre en place un mécanisme endogène visant à pérenniser l'approche. <b>Fatimata Ossade Traoré</b> : <a href="mailto:Fatimata.traoré@undp.org">Fatimata.traoré@undp.org</a> ;

<b>Titre de la pratique innovante, prometteuse</b>	<b>Appui à la vulgarisation d'une Application dénommée « ZERO VBG »</b>
<i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i>	Zéro VBG est une application mobile d'information, de sensibilisation et de dénonciation des violences basées sur le genre dont la conception a commencé depuis 2018, s'est poursuivi en jusqu'en 2020. Des caravanes se poursuit autour de l'application dans les écoles, au sein des communautés. L'application est simple et pratique accessible sur Play store avec des supports vocaux traduit en 03 langues Nationales.
<b>Objectif de la pratique</b>	Faciliter l'accès des personnes aux informations relatives aux VBG ainsi les moins de prévention et les moyens de recours possible lorsque survient un acte de violence.
<b>Parties prenantes impliquées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les jeunes scolaires</li> <li>✓ Les universitaires,</li> <li>✓ Les survivant (es)</li> <li>✓ Les structures communautaires de prise en charge</li> <li>✓ Les acteurs intervenants dans le domaine des VBG</li> </ul>
<b>Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?</b>	<p>Cette application par son contenu est une première dans le domaine de la lutte contre les VBG VFF.</p> <p>Compte tenu de l'avancée des nouvelles techniques de l'information et l'ampleur des réseaux sociaux, cette Application peut s'avérer un outil important pour l'atteinte de nos objectifs.</p>
<b>Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?</b>	<p>Les défis majeurs rencontrés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La situation sécuritaire et pandémiques volatile.</li> <li>✓ La situation politique du pays qui n'a pas facilité l'adoption d'une Législation contre les VBG.</li> </ul> <p>Faces à ces difficultés nous avons poursuivi la mise en œuvre des activités à travers la digitalisation, le respect des mesures de restrictions adoptée par le gouvernement (l'utilisation des masques, des gels et la distanciation sociale) lors des activités de grand regroupement.</p>
<b>Résultats et impact</b>	<p>Il existe désormais, une application d'information, de sensibilisation et de prévention grâce à l'appui du programme Initiative Spotlight.</p> <p>Elle permettra de pérenniser les acquis du programme Initiative Spotlight à long terme.</p>
<b>Adaptable (facultatif)</b>	<p>A travers</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une mise jours de l'application.</li> <li>✓ Une actualisation des données et informations.</li> <li>✓ La mise à disposition de moyens matériels et financiers additionnels.</li> </ul>

<b>Réplicable / évolutif (facultatif)</b>	La mise à disposition de moyens matériels et financiers additionnels.
<b>Durable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appui financier.</li> <li>✓ Renforcement technique.</li> </ul>
<b>Validé (pour une bonne pratique uniquement)</b>	L'application a été testé et validée lors d'un atelier de lacement. Les informations fournies répondent aux besoins des communautés.
<b>Détails supplémentaires et informations de contact</b>	<p><b>Oumou Bore Bella</b> : <a href="mailto:oumou.bella@unwomen.org">oumou.bella@unwomen.org</a> ;</p> <p><b>Abdramane Coulibaly</b> : <a href="mailto:abdramane.coulibaly@unwomen.org">abdramane.coulibaly@unwomen.org</a></p> <p>Facebook : Muso Dev</p> <p>Présidente : <b>Procho Marguerite Sogoba</b> Tel : 76 98 58 40</p>

<b>Titre de la pratique innovante, prometteuse</b>	<b>Existence d'une plateforme de jeunes pour appuyer les efforts du programme à travers le pays</b>
<i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i>	<p>Depuis 2019 il existe une plateforme de jeune qui appuis les actions du projet dans les zones d'intervention du programme. Cette plateforme s'est constituée faisant suite à des séries de renforcement de capacité à l'attention des jeunes dans le cadre du programme Initiative Spotlight.</p> <p>De 2019 à nos jours ces plateformes à Bamako et dans les régions sont bien structures (statut règlement, plant stratégique, Récipicé, siège, RIB) initiées des actions pour l'abandon des pratiques néfastes et dégradantes.</p> <p>Aujourd'hui ils sont devenus des acteurs de premier rang dans la lutte contre les VBG, les pratiques locales et la promotion de la santé des filles et des adolescentes.</p>
<b>Objectif de la pratique</b>	Promouvoir le changement social, le changement de mentalité à la base à travers la jeunesse les futurs parents pour mettre fin à la violence et certaines pratiques néfaste et dégradante.
<b>Parties prenantes impliquées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les communautés</li> <li>✓ Les jeunes</li> <li>✓ Les autorités</li> <li>✓ Les institutions</li> <li>✓ Les leaders communautaires</li> </ul>
<b>Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?</b>	Une coalition d'association de jeunes autour de la problématiques VBG, VFF et SSP n'existait pas encore.

<p><b>Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?</b></p>	<p>Les défis majeurs rencontrés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La situation sécuritaire et pandémiques volatile.</li> <li>✓ La situation politique du pays qui n'a pas facilité l'adoption d'une législation contre les VBG.</li> <li>✓ Faces à ces difficultés nous avons poursuivi la mise en œuvre des activités à travers la digitalisation, le respect des mesures de restrictions adoptée par le gouvernement (l'utilisation des masques, des gels et la distanciation sociale) lors des activités de grand regroupement.</li> </ul>
<p><b>Résultats et impact</b></p>	<p>Une coalition de jeunes hommes et femmes bien renforcée et structurée, engagée pour la promotion des droits humains et santé de la reproduction, existe avec un plan de travail, un plan stratégique.</p> <p>A long termes c'est un moyen sûr pour assurer la pérennisation des actions du programme.</p>
<p><b>Adaptable (facultatif)</b></p>	<p>Mise à disposition de moyens matériels et financiers permettant l'exécution efficaces et efficientes de leur plan de travail.</p> <p>Le renforcement technique des membres de la plateforme.</p>
<p><b>Répliquable / évolutif (facultatif)</b></p>	<p>Mise à disposition de moyens matériels et financiers.</p>
<p><b>Durable</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appui technique pour la mobilisation des ressources et le partenariat.</li> <li>✓ Appui financier pour la mise en œuvre des plans d'action.</li> </ul>
<p><b>Validé (pour une bonne pratique uniquement)</b></p>	<p>La plateforme a été jugé opportun car elle répond aux besoins d'implication de la jeunesse dans les activités des plaidoyers, de sensibilisation pour une changement de mentalité et sociale.</p>
<p><b>Détails supplémentaires et informations de contact</b></p>	<p><b>Oumou Bore Bella</b> : <a href="mailto:oumou.bella@unwomen.org">oumou.bella@unwomen.org</a> ;  <b>Abdramane Coulibaly</b> : <a href="mailto:abdramane.coulibaly@unwomen.org">abdramane.coulibaly@unwomen.org</a>  Facebook : Pjep.Sr-VBG Mali  Présidente : <b>Assitan Loutandy Keita</b> Tel : 66 58 78 28</p>

<b>Titre de la pratique innovante, prometteuse</b>	<b>Existence des réseaux de la société civile pour lutte contre les violences faite aux femmes et aux filles</b>
<i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i>	Dans le cadre du projet 05 réseaux d'OSC ont été mise en place dans les différentes régions de mises en œuvre du programme. Ces réseaux par leur composition sont une innovation, car ils regroupent les acteurs clés influents de la société civile, les leaders traditionnels, religieux, la jeunesse, les associations des femmes et les organisations de défense des droits des femmes, les communicateurs traditionnels autour de la problématique des VBG.
<b>Objectif de la pratique</b>	<p>Promouvoir le changement de comportement, le changement sociale et l'engagement de la communauté à travers une approche à base communautaire.</p> <p>Renforcer les efforts traditionnels de résolution de conflits, de promotion de droits en créant une synergie avec les centres de prise en charge existants (ONE STOP CENTER) dans les zones de mise en œuvre.</p>
<b>Parties prenantes impliquées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les chefs traditionnels et religieux</li> <li>✓ Les parents</li> <li>✓ Les chefs de famille</li> <li>✓ Les jeunes</li> <li>✓ Les autorités</li> <li>✓ Les institutions</li> </ul>
<b>Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?</b>	Le fait d'avoir tous les acteurs influents (chef de village, conseil, griot, pasteur, imam, prêcheurs, groupement de femmes et de jeunes, chasseurs) regroupé autour de la problématique des violences.
<b>Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?</b>	<p>Les défis majeurs rencontrés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La situation sécuritaire et pandémiques volatile.</li> <li>✓ La situation politique du pays qui n'a pas facilité l'adoption d'une</li> <li>✓ législation contre les VBG.</li> <li>✓ Faces à ces difficultés nous avons poursuivi la mise en œuvre des activités à travers la digitalisation, le respect des mesures de restrictions adoptée par le gouvernement (l'utilisation des masques, des gels et la distanciation sociale) lors des activités de grand regroupement.</li> </ul>
<b>Résultats et impact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Un plan de travail élaboré par des acteurs influent au niveau des communautés d'intervention.</li> <li>✓ Des acteurs bien renforcées sur le concept Genre, VBG, types, causes et conséquences, les moyens de mobilisation de ressources.</li> </ul> <p>Ces réseaux pourront constituer un relais au niveau des communauté à long termes grâce aux renforcements du programme.</p>

<b>Adaptable (facultatif)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mise à disposition de moyens matériels et financiers permettant l'exécution efficaces et efficientes de leur plan de travail.</li> <li>✓ Le renforcement technique des membres de la plateforme.</li> </ul>
<b>Répliquable / évolutif (facultatif)</b>	Mise à disposition de moyens matériels et financiers.
<b>Durable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appui technique pour la mobilisation des ressources et le partenariat.</li> <li>✓ Appui financier pour la mise en œuvre des plans d'action.</li> </ul>
<b>Validé (pour une bonne pratique uniquement)</b>	<p>Le réseau a été mise en place à cause de déficit de regroupement et l'absence de synergie dans les interventions des parties prenante et la société civile.</p> <p>Ces acteurs avaient besoins d'une restructuration et d'un renforcement en lien avec leur rôle au niveau de la communauté.</p>
<b>Détails supplémentaires et informations de contact</b>	<p><b>Oumou Bore Bella</b> : <a href="mailto:oumou.bella@unwomen.org">oumou.bella@unwomen.org</a>  <b>Abdramane Coulibaly</b> : <a href="mailto:abdramane.coulibaly@unwomen.org">abdramane.coulibaly@unwomen.org</a>  <b>Djénèba Mariko</b>, Présidente du Réseau de Bamako :  <a href="mailto:bafima2000@gmail.com">bafima2000@gmail.com</a>, Tél : 66 54 67 54  <b>Niamé Traore</b>, Présidente du Réseau de Koulikoro :  <a href="mailto:tniame6@gmail.com">tniame6@gmail.com</a>, Tel : 66 76 49 41 / 76 38 27 13  <b>Haby Siby</b>, Présidente du Réseau de Sikasso :  <a href="mailto:habysiby69@gmail.com">habysiby69@gmail.com</a>, Tél : 70 84 27 91  <b>Coumba Diarra</b>, Présidente du Réseau de Kayes :  <a href="mailto:diarracoumba9192@gmail.com">diarracoumba9192@gmail.com</a>, Tél : 65 60 81 13  <b>Zalia Maïga Toure</b>, Présidente du Réseau de Ségou :  <a href="mailto:lpce1977@gmail.com">lpce1977@gmail.com</a>, Tél : 77 29 70 71</p>

## Annexe E

### Production du savoir

Title of Knowledge Product	Product type(s)	Brief Description & Purpose	Date completed/ published or expected to be	Link to Knowledge Product (if available)
Revue de la Littérature sur les normes sociales liées à la Mutilation Génitale Féminine ou Excision (MGF/E) et approches en termes de changement de comportement pour lutter contre la MGF/E et le mariage des enfants.	Research Papers	Cette revue de la littérature constitue la première étape d'une recherche qualitative et quantitative menée par Overseas Development Institute	Juillet 2021 – présentée officiellement en janvier 2022	Non publiée en ligne – contacter <a href="mailto:csuarnet@unicef.org">csuarnet@unicef.org</a> pour partage
Etude sur les normes sociales liées à la Mutilation Génitale Féminine ou Excision (MGF/E) et approches en termes de changement de comportement pour lutter contre la MGF/E et le mariage des enfants.	Research Papers	Suite de la recherche qualitative et quantitative menée par Overseas Development Institute qui leur permettra de développer des outils contextualisés pour le changement de comportement	Mi-2022	Contact : <a href="mailto:csuarnet@unicef.org">csuarnet@unicef.org</a>



**Initiative  
Spotlight**

